

OMPI



ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
GENÈVE

WIPO/STrad/INF/1 Rev.1

ORIGINAL : anglais

DATE : 25 janvier 2010

F

COMITÉ PERMANENT DU DROIT DES MARQUES, DES DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS ET DES INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

SYNTHÈSE DES RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LE DROIT
DES MARQUES ET SUR LA PRATIQUE EN LA MATIÈRE (SCT/11/6)

Document établi par le Secrétariat

1. À sa huitième session, tenue à Genève du 27 au 31 mai 2002, le Comité permanent du droit des marques, des dessins et modèles industriels et des indications géographiques (SCT) a examiné les questions relatives à l'harmonisation du droit matériel des marques. L'échange de vues qui a eu lieu au cours de cette session était fondé sur le document SCT/8/3, qui donnait une indication préliminaire des questions relatives à l'harmonisation du droit matériel des marques. Comme suite à l'invitation faite par le SCT à la conclusion de sa huitième session, le Secrétariat a établi un projet de questionnaire sur le droit des marques et sur la pratique en la matière (document SCT/9/3) pour examen à sa neuvième session, qui s'est tenue du 11 au 15 novembre 2002. Lors de cette session, le SCT a décidé que le Bureau international devrait diffuser le projet de questionnaire sur le forum électronique du SCT, en invitant les membres du comité à faire part de leurs observations pour la fin du mois de janvier 2003. À la dixième session du SCT (28 avril - 2 mai 2003), le Secrétariat a été prié de réviser et de finaliser le questionnaire figurant dans le document SCT/10/3 sur la base des commentaires reçus jusqu'ici et de le distribuer afin de recueillir les réponses. La version définitive du questionnaire a été publiée sous la cote SCT/11/6 et distribuée le 15 août 2003, le questionnaire complété devant être retourné pour le 30 décembre 2003.

2. Le questionnaire contenait 369 questions sur la législation relative aux marques et la pratique administrative des offices des États membres. Pour 251 questions, il fallait répondre en cochant la case appropriée (OUI / NON / S.O.). Les 118 questions restantes appelaient des réponses par écrit. Le Secrétariat a récapitulé toutes les réponses dans un document de synthèse qui a été distribué aux membres du SCT sous la cote SCT/13/5 puis publié à nouveau sous forme de versions révisées (SCT/14/5 et SCT/14/5 Rev.) tenant compte des observations formulées par les États membres.

3. Lors de l'élaboration des différentes versions de ce document, le Secrétariat a examiné quelque 22 000 réponses reçues dans cinq langues officielles (français, anglais, arabe, espagnol et russe). Sur ces 22 000 réponses, 17 821 se rapportent aux 251 questions à choix (OUI / NON / S.O.) figurant dans le document SCT/11/6. Ces réponses sont reproduites intégralement dans le présent document sous forme de tableaux. Quelque 4200 réponses se rapportent aux 118 questions qui appelaient une réponse par écrit. Le présent document ne prétend pas reproduire avec exactitude toutes les réponses qui ont été données sous cette forme, mais indique les grandes tendances qui s'en dégagent. Pour faciliter la lecture et la compréhension, les questions qui appellent une réponse par écrit sont reproduites sous les différents tableaux et suivies d'un résumé des réponses reçues par le Secrétariat.

4. Il convient de noter que la structure du document suit exactement celle du document SCT/11/6 et que la numérotation est la même dans les deux documents. Par ailleurs, le format de présentation des réponses a été choisi de manière à permettre l'insertion de réponses supplémentaires dans le cas où des États membres souhaiteraient communiquer leurs réponses à un stade ultérieur.

5. La première version du présent document est fondée sur les réponses des États membres ci-après : Algérie, Allemagne, Arménie, Australie, Autriche, Bangladesh, Bélarus, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chine (y compris Hong Kong (région administrative spéciale de Chine)), Colombie, Costa Rica, Croatie, Danemark, Dominique, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Hongrie, Iran (République islamique d'), Irlande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kirghizistan, Lituanie, Madagascar, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Panama, Pérou,

Philippines, Portugal, République arabe syrienne, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Swaziland, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay et Zambie (73). Les organisations intergouvernementales ci-après ont aussi répondu au questionnaire : Bureau Benelux des marques (BBM), Communautés européennes (CE) et Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (3).

6. Les réponses compilées dans ce document correspondent aux informations transmises par les États membres et organisations participants avant janvier 2006. L'actuelle version révisée du présent document, datée du 25 janvier 2010, inclut les mises à jour des États membres ci-après : Afrique du Sud, Argentine El Salvador, France, Indonésie, République tchèque et Roumanie.

NOTE IMPORTANTE

7. Les informations contenues dans le présent document ont été établies à partir des réponses au questionnaire figurant dans le document SCT/11/6. Ces renseignements ont été communiqués par les États et organisations participants uniquement aux fins du recensement des questions susceptibles d'être examinées au niveau international dans l'optique du développement du droit international des marques. Les informations contenues dans le présent document ne sauraient constituer une source juridiquement contraignante de la législation applicable dans les États et organisations qui y sont mentionnés ni donner d'indications quant à l'interprétation de ces législations.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>page</u>
I. DÉFINITION	6
II. SIGNES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ENREGISTRÉS	10
1. Dénominations, lettres, nombres, etc.	10
2. Marques tridimensionnelles	16
3. Autres marques non traditionnelles	24
4. Marques de services	33
5. Types particuliers de marques	35
III. PROCÉDURE DE DÉPÔT DE LA DEMANDE	41
IV. PROCÉDURE D'EXAMEN	52
1. Examen d'office	52
2. Motifs absolus de refus	57
3. Motifs relatifs (droits antérieurs)	71
V. PROCÉDURE D'OPPOSITION	84
1. Systèmes d'opposition	84
2. Délai autorisé pour former une opposition	91
3. Publication	93
4. Droit de former une opposition	99
5. Quels sont les motifs d'opposition admis?	101
6. Divers	119
VI. RECOURS	124
1. Procédure de recours	124
2. Délai de recours	126
3. Droit de former un recours	130
VII. MARQUES NON ENREGISTRÉES (MARQUES DE COMMON LAW)	133
1. Protection	133
2. Objet de la protection	137
3. Critères régissant la protection	139
4. Degré de l'atteinte	141
5. Sanctions	141

VIII. USAGE D'UNE MARQUE	144
1. Conditions générales relatives à l'usage	144
2. Qu'entend-on par usage?	147
3. Période d'usage/de défaut d'usage après l'enregistrement	154
4. Divers	157
IX. USAGE DES SYMBOLES DE MARQUAGE	160
X. PROCÉDURES DE RADIATION ET OU D'INVALIDATION	166
1. Questions générales	166
2. Motifs de radiation admis	175
3. Divers	179
XI. RENOUELEMENT DE L'ENREGISTREMENT	182
XII. TENUE DU REGISTRE	191
XIII. DÉLAIS FIXÉS PAR L'OFFICE	194

I. DÉFINITION				
1. Selon la législation en vigueur ou la pratique de l'office de propriété industrielle, une marque est définie comme :				
Pays/office régional	A. Tout signe ou combinaison de signes permettant de distinguer les produits ou les services d'une entreprise de ceux d'une autre entreprise	B. Un signe visible	C. Un signe susceptible de représentation graphique	D. Autrement
Afrique du Sud	OUI	NON	OUI	NON
Algérie	OUI	OUI	OUI	NON
Allemagne	OUI	NON	OUI	
Argentine	OUI	NON	NON	OUI
Arménie	OUI	OUI	OUI	OUI
Australie	OUI	NON	OUI	
Autriche	OUI	OUI	OUI	NON
Bangladesh	OUI	OUI	OUI	S.O.
Bélarus	OUI	OUI	OUI	
Brésil	OUI	OUI	OUI	
Bulgarie	OUI		OUI	NON
Canada	OUI	OUI	OUI	NON
Chili		OUI		
Chine	OUI	S.O.	OUI	
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	NON	OUI	NON
Colombie	OUI	NON	OUI	S.O.
Costa Rica	OUI			
Croatie	OUI	NON	OUI	NON
Danemark	OUI	S.O.	OUI	S.O.
Dominique				
El Salvador	OUI	NON	NON	NON
Équateur	OUI	OUI	OUI	OUI
Espagne	OUI		OUI	
Estonie	NON	NON	OUI	NON
États-Unis	OUI	NON	NON	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	OUI	NON	OUI	NON
Fédération de Russie	OUI	OUI	OUI	S.O.
Finlande	OUI	S.O.	OUI	S.O.
France	OUI	NON	OUI	NON
Géorgie	OUI	NON	OUI	NON
Hongrie	OUI	NON	OUI	NON
Indonésie	OUI	OUI	OUI	NON
Iran (Rép. Islam. D')	OUI			
Irlande	OUI	NON	OUI	S.O.
Israël	OUI	OUI	OUI	
Italie	OUI	NON	OUI	NON
Jamaïque	OUI	OUI	OUI	S.O.
Japon	OUI	OUI	OUI	S.O.
Kirghizistan	OUI	OUI	OUI	NON
Lituanie	OUI	S.O.	OUI	S.O.
Madagascar	OUI	OUI	NON	OUI
Malte	OUI			
Maroc	OUI	OUI	OUI	NON
Maurice	OUI	OUI	OUI	
Mexique	OUI	OUI	OUI	

I. DÉFINITION				
1. Selon la législation en vigueur ou la pratique de l'office de propriété industrielle, une marque est définie comme :				
Pays/office régional	A. Tout signe ou combinaison de signes permettant de distinguer les produits ou les services d'une entreprise de ceux d'une autre entreprise	B. Un signe visible	C. Un signe susceptible de représentation graphique	D. Autrement
Monaco	OUI	OUI	OUI	NON
Norvège	OUI	S.O.	OUI	S.O.
Nouvelle-Zélande	OUI	NON	OUI	NON.
Oman		OUI	S.O.	S.O.
Pakistan	OUI	NON	OUI	OUI
Panama	OUI			
Philippines	OUI	OUI	OUI	S.O.
Pérou	OUI	OUI	OUI	OUI
Portugal	OUI	NON	OUI	NON
Rép. Arabe syrienne	OUI	OUI	OUI	NON
Rép. De Corée	OUI	OUI	OUI	NON
Rép. De Moldova	OUI	OUI	OUI	NON
Rép. Tchèque	OUI	NON	OUI	NON
Roumanie	OUI		OUI	
Royaume-Uni	OUI	NON	OUI	NON
Sainte-Lucie	OUI	OUI	OUI	S.O.
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	OUI	S.O.	OUI	S.O.
Singapour	OUI	OUI	OUI	NON
Slovaquie	OUI	NON	OUI	NON
Slovénie	OUI		OUI	
Soudan	OUI	S.O.	S.O.	OUI
Sri Lanka	OUI	OUI	S.O.	S.O.
Suède	OUI	NON	OUI	NON
Suisse	OUI	NON	OUI	NON
Swaziland	OUI		S.O.	S.O.
Thaïlande	OUI	OUI	OUI	NON
Trinité-et-Tobago	OUI	OUI	OUI	
Tunisie	OUI	OUI	OUI	OUI
Turquie	OUI	OUI	OUI	NON
Ukraine	OUI	OUI	OUI	
Uruguay	OUI	NON	OUI	OUI
Zambie	OUI			
BBM	OUI	NON	OUI	
CE	OUI	NON	OUI	NON
OAPI	OUI	OUI	NON	

D. Dans l'affirmative, prière de préciser :

Dans de nombreuses réponses, il a été souligné que la marque devait avoir un caractère distinctif. Certains ont indiqué les types de signes qui pouvaient être acceptés à l'enregistrement, par exemple tout mot, nom, symbole ou élément figuratif, ou toute combinaison de ceux-ci, servant à identifier les produits ou services d'une personne ou à les distinguer de ceux d'une autre.

Pays/Office régional	1. DÉFINITION 2. La législation en vigueur prévoit-elle que des signes particuliers ne peuvent pas être enregistrés comme marques ?
Afrique du Sud	OUI
Algérie	NON
Allemagne	OUI
Argentine	OUI
Arménie	OUI
Australie	OUI
Autriche	NON
Bangladesh	OUI
Bélarus	OUI
Brésil	OUI
Bulgarie	NON
Canada	OUI
Chili	OUI
Chine	NON
Chine : Hong Kong (RAS)	NON
Colombie	OUI
Costa Rica	OUI
Croatie	NON
Danemark	OUI
Dominique	
El Salvador	OUI
Équateur	OUI
Espagne	NON
Estonie	OUI
États-Unis d'Amérique	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	OUI
Fédération de Russie	NON
Finlande	NON
France	NON
Géorgie	NON
Hongrie	OUI
Indonésie	OUI
Iran (Rép. Islam. D')	NON
Irlande	OUI
Israël	OUI
Italie	NON
Jamaïque	NON
Japon	OUI
Kirghizistan	OUI
Lituanie	OUI
Madagascar	OUI
Malte	NON
Maroc	OUI
Maurice	OUI
Mexique	OUI
Monaco	OUI
Norvège	NON
Nouvelle-Zélande	OUI
Oman	OUI
Pakistan	OUI
Panama	NON
Pérou	NON

Pays/Office régional	1. DÉFINITION 2. La législation en vigueur prévoit-elle que des signes particuliers ne peuvent pas être enregistrés comme marques ?
Philippines	OUI
Portugal	NON
Rép. Arabe syrienne	NON
Rép. De Corée	NON
Rép. De Moldova	OUI
Rép. Tchèque	NON
Roumanie	NON
Royaume-Uni	OUI
Sainte-Lucie	OUI
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	OUI
Singapour	OUI
Slovaquie	NON
Slovénie	OUI
Soudan	OUI
Sri Lanka	OUI
Suède	NON
Suisse	NON
Swaziland	NON
Thaïlande	OUI
Trinité-et-Tobago	OUI
Tunisie	OUI
Turquie	NON
Ukraine	NON
Uruguay	OUI
Zambie	OUI
BBM	NON
CE	NON
OAPI	OUI

Prière de préciser :

Les marques sonores, les marques olfactives et les hologrammes sont mentionnés dans quelques réponses. Dans d'autres, les signes indiquant l'existence de droits de propriété intellectuelle, par exemple "registered as being excluded from registration" ne sont pas admis à l'enregistrement. Il en va de même de certains termes, tels que "olympic", ou "national", d'emblèmes protégés tels que "royal crown", des emblèmes gouvernementaux nationaux, des emblèmes des autres États et des organisations intergouvernementales, ainsi que du symbole olympique et de l'emblème de la Croix-Rouge. Quelques réponses indiquent que les marques tridimensionnelles et les combinaisons de couleurs ne peuvent être enregistrées. Enfin, plusieurs réponses soulignaient que les marques de nature fonctionnelle ne sont pas admises à l'enregistrement.

3. Existe-t-il des signes particuliers qui ne peuvent pas être enregistrés comme marques en vertu de la jurisprudence de votre pays ?

Certaines réponses font état des marques olfactives, qui ne peuvent être représentées graphiquement. Une réponse indique que les marques notoires reconnues comme telles par une décision de justice ne peuvent être enregistrées par des tiers.

II. SIGNES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ENREGISTRÉS

Les signes suivants peuvent-ils être enregistrés comme marques selon la législation en vigueur ou la pratique de l'office de propriété industrielle ?

1. Dénominations, lettres, nombres, etc.

Pays/ office régional	A. Mots de langues étrangères	B. Mots en caractères étrangers	C. Noms de personnes	D. Noms de personnes célèbres
Afrique du Sud	OUI	OUI	OUI	OUI
Algérie	OUI	OUI	OUI	OUI
Allemagne	OUI	OUI	OUI	OUI
Argentine	OUI	OUI	OUI	OUI
Arménie	OUI	OUI	OUI	OUI
Australie	OUI	OUI	OUI	OUI
Autriche	OUI	OUI	OUI	OUI
Bangladesh	OUI	OUI	OUI	OUI
Bélarus	OUI	OUI	OUI	OUI
Brésil	OUI	OUI	OUI	OUI
Bulgarie	OUI	OUI	OUI	OUI
Canada	OUI	OUI	OUI	OUI
Chili	OUI	NON	OUI	NON
Chine	OUI	OUI	OUI	OUI
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	OUI	OUI	OUI
Colombie	OUI	OUI	OUI	OUI
Costa Rica	OUI	OUI	OUI	NON
Croatie	OUI	OUI	OUI	OUI
Danemark	OUI	OUI	OUI	OUI
Dominique				
El Salvador	OUI		OUI	OUI
Équateur	OUI	OUI	OUI	OUI
Espagne	OUI	OUI	OUI	OUI
Estonie	OUI	OUI	OUI	OUI
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI	OUI
ex-Rép. yougoslave de Macédoine	OUI	OUI	OUI	OUI
Fédération de Russie	OUI	OUI	OUI	OUI
Finlande	OUI	OUI	OUI	OUI
France	OUI	OUI	OUI	OUI
Géorgie	OUI	OUI	OUI	OUI
Hongrie	OUI	OUI	OUI	OUI
Indonésie	OUI	OUI	OUI	OUI
Iran (Rép. islam. d')	OUI	OUI	OUI	NON
Irlande	OUI	OUI	OUI	OUI
Israël	OUI	OUI	OUI	OUI
Italie	OUI	OUI	OUI	OUI
Jamaïque	OUI	OUI	OUI	OUI
Japon	OUI	OUI	OUI	OUI
Kirghizistan	OUI	OUI	OUI	OUI
Lituanie	OUI	OUI	OUI	OUI
Madagascar	OUI	OUI	OUI	OUI
Malte	OUI		OUI	OUI
Maroc	OUI	OUI	NON	NON
Maurice	OUI	OUI	OUI	OUI
Mexique	OUI	OUI	OUI	OUI
Monaco	OUI	OUI	OUI	OUI

II. SIGNES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ENREGISTRÉS

Les signes suivants peuvent-ils être enregistrés comme marques selon la législation en vigueur ou la pratique de l'office de propriété industrielle ?

1. Dénominations, lettres, nombres, etc.

Pays/ office régional	A. Mots de langues étrangères	B. Mots en caractères étrangers	C. Noms de personnes	D. Noms de personnes célèbres
Norvège	OUI	OUI	OUI	OUI
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI	OUI	OUI
Oman	OUI	OUI	OUI	OUI
Pakistan	OUI	OUI	OUI	OUI
Panama	OUI	OUI	OUI	OUI
Pérou	OUI	OUI	OUI	OUI
Philippines	OUI	OUI	NON	NON
Portugal	OUI	OUI	OUI	OUI
Rép. arabe syrienne	OUI	OUI	OUI	NON
Rép. de Corée	OUI	OUI	OUI	OUI
Rép. de Moldova	OUI	OUI	OUI	OUI
Rép. tchèque	OUI	OUI	OUI	OUI
Roumanie	OUI	OUI	OUI	OUI
Royaume-Uni	OUI	OUI	OUI	OUI
Sainte-Lucie	OUI	OUI	OUI	OUI
Saint-Vincent-et-les- Grenadines	OUI	OUI	OUI	OUI
Singapour	OUI	OUI	OUI	OUI
Slovaquie	OUI	OUI	OUI	OUI
Slovénie	OUI	OUI	OUI	OUI
Soudan	OUI	OUI	OUI	OUI
Sri Lanka	OUI	OUI	OUI	OUI
Suède	OUI		OUI	OUI
Suisse	OUI	OUI	OUI	OUI
Swaziland	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Thaïlande	OUI	OUI	OUI	OUI
Trinité-et-Tobago	OUI	OUI	OUI	NON
Tunisie	OUI	OUI	OUI	NON
Turquie	OUI	OUI	OUI	OUI
Ukraine	OUI	OUI	OUI	OUI
Uruguay	OUI	OUI	OUI	OUI
Zambie	OUI		OUI	OUI
BBM	OUI	OUI	OUI	OUI
CE	OUI	OUI	OUI	OUI
OAPI	OUI	OUI	OUI	OUI

A. Dans l'affirmative, prière d'indiquer toute condition particulière (traduction, par exemple) :

L'exigence de traduction d'une marque constituée de mots en langue étrangère a été mentionnée dans 37 réponses. De nombreuses réponses indiquent que, même si elle n'est pas exigée, la traduction est recommandée. Dans une réponse, il est précisé qu'une demande d'enregistrement d'une marque en langue étrangère doit être accompagnée de l'autorisation d'exportation des produits concernés.

B. Dans l'affirmative, prière d'indiquer toute condition particulière (demande de translittération, par exemple) :

L'exigence de translittération des marques constituées de mots en caractères étrangers est mentionnée dans 30 réponses. Même lorsqu'elle n'est pas exigée, la translittération est généralement recommandée. Dans certaines réponses, il est précisé que si la marque est enregistrée sans translittération ni traduction, elle est considérée comme une marque figurative.

D. Dans l'affirmative, prière d'indiquer toute condition particulière d'enregistrement :

La majorité des réponses indique que le consentement de la personne célèbre est exigé. Dans certaines, il est souligné que l'enregistrement de noms de personnalités religieuses, tribales ou politiques est contraire à l'ordre public. Les personnalités historiques ou culturelles ne peuvent être enregistrées dans certains pays (par exemple, Beethoven ou Mozart pour les CD dans la classe 9 de la classification de Nice).

II. SIGNES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ENREGISTRÉS

Les signes suivants peuvent-ils être enregistrés comme marques selon la législation en vigueur ou la pratique de l'office de propriété industrielle?

1. Dénominations, lettres, nombres, etc.

Pays/ office régional	E. Lettres	F. Nombres	G. Signes de ponctuation
Afrique du Sud	OUI	OUI	OUI
Algérie	OUI	OUI	NON
Allemagne	OUI	OUI	NON
Argentine	OUI	OUI	OUI
Arménie	NON	NON	NON
Australie	OUI	OUI	OUI
Autriche	OUI	OUI	OUI
Bangladesh	OUI	OUI	
Bélarus	OUI	OUI	NON
Brésil	OUI	OUI	OUI
Bulgarie	OUI	OUI	NON
Canada	OUI	OUI	OUI
Chili	OUI	OUI	NON
Chine	OUI	OUI	OUI
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	OUI	OUI
Colombie	OUI	OUI	OUI
Costa Rica	OUI	OUI	OUI
Croatie	OUI	OUI	OUI
Danemark	OUI	OUI	
Dominique			
El Salvador	OUI	OUI	NON
Équateur	OUI	OUI	OUI
Espagne	OUI	OUI	NON
Estonie	OUI	OUI	OUI
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	OUI	OUI	OUI
Fédération de Russie	OUI	OUI	NON
Finlande	OUI	OUI	OUI
France	OUI	OUI	OUI
Géorgie	OUI	OUI	S.O.
Hongrie	OUI	OUI	OUI
Indonésie	OUI	OUI	NON
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	OUI	OUI
Irlande	OUI	OUI	OUI
Israël	OUI	OUI	OUI
Italie	OUI	OUI	OUI
Jamaïque	OUI	OUI	NON
Japon	OUI	OUI	OUI
Kirghizistan	OUI	OUI	NON
Lituanie	OUI	OUI	S.O.
Madagascar	OUI	OUI	OUI
Malte	OUI	OUI	OUI
Maroc	OUI	OUI	NON
Maurice	OUI	OUI	OUI
Mexique	OUI	OUI	OUI
Monaco	OUI	OUI	NON

II. SIGNES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ENREGISTRÉS

Les signes suivants peuvent-ils être enregistrés comme marques selon la législation en vigueur ou la pratique de l'office de propriété industrielle?

1. Dénominations, lettres, nombres, etc.

Pays/ office régional	E. Lettres	F. Nombres	G. Signes de ponctuation
Norvège	OUI	OUI	
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI	OUI
Oman	OUI	OUI	
Pakistan	OUI	OUI	
Panama	OUI	OUI	NON
Pérou	OUI	OUI	OUI
Philippines	OUI	OUI	OUI
Portugal	OUI	OUI	OUI
Rép. Arabe syrienne	OUI	OUI	OUI
Rép. De Corée	OUI	OUI	NON
Rép. De Moldova	OUI	OUI	NON
Rép. Tchèque.	OUI	OUI	OUI
Roumanie	OUI	OUI	NON
Royaume-Uni	OUI	OUI	OUI
Sainte-Lucie	OUI	OUI	OUI
Saint-Vincent-et-les- Grenadines	OUI	OUI	OUI
Singapour	OUI	OUI	
Slovaquie	OUI	OUI	NON
Slovénie	OUI	OUI	OUI
Soudan	OUI	OUI	S.O.
Sri Lanka	OUI	OUI	OUI
Suède	OUI	OUI	
Suisse	OUI	OUI	OUI
Swaziland	OUI	S.O.	S.O.
Thaïlande	OUI	OUI	OUI
Trinité-et-Tobago	OUI	OUI	NON
Tunisie	OUI	OUI	OUI
Turquie	OUI	OUI	OUI
Ukraine	OUI	OUI	S.O.
Uruguay	OUI	OUI	OUI
Zambie	OUI	OUI	NON
BBM	OUI	OUI	OUI
CE	OUI	OUI	OUI
OAPI	OUI	OUI	

E. Dans l'affirmative, prière d'indiquer toute condition particulière d'enregistrement :

La plupart des réponses soulignent que la marque doit avoir un caractère distinctif. Le principe général veut qu'une lettre unique ou des combinaisons de deux lettres présentées de manière non distinctive ne soient pas admises à l'enregistrement. Toutefois, la preuve de l'utilisation peut les rendre enregistrables. Par ailleurs, des renonciations peuvent être exigées à l'égard des éléments non distinctifs de la marque.

F. Dans l'affirmative, prière d'indiquer toute condition particulière d'enregistrement :

Voir les réponses à la question 1.E.

G. Dans l'affirmative, prière d'indiquer toute condition particulière d'enregistrement :

Voir les réponses à la question 1.E. Une réponse indique que les signes de ponctuation peuvent être enregistrés en tant que marques de repère. Ces marques peuvent être figuratives ou tridimensionnelles et doivent satisfaire aux conditions d'enregistrement applicables. Une description de la position du signe doit également être fournie.

II. SIGNES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ENREGISTRÉS

Les signes suivants peuvent-ils être enregistrés comme marques selon la législation en vigueur
ou la pratique de l'office de propriété industrielle ?

2. Marques tridimensionnelles

Pays/office régional	A. Emballage des produits	B. Habillage des produits	C. Forme d'un produit	D. Autres
Afrique du Sud	OUI	NON	OUI	NON
Algérie	OUI	OUI	OUI	NON
Allemagne	OUI	S.O.	OUI	
Argentine	OUI	OUI	OUI	OUI
Arménie	OUI	OUI	OUI	NON
Australie	OUI	OUI	OUI	S.O.
Autriche	OUI	OUI	OUI	OUI
Bangladesh				
Bélarus	OUI		OUI	NON
Brésil	OUI	NON	OUI	OUI
Bulgarie	OUI	NON	OUI	NON
Canada	OUI	OUI	OUI	S.O.
Chili	NON	NON	NON	NON
Chine	OUI	OUI	OUI	
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	OUI	OUI	OUI
Colombie	OUI	OUI	OUI	NON
Costa Rica	OUI	OUI	NON	NON
Croatie	OUI	OUI	OUI	NON
Danemark	OUI	OUI	OUI	S.O.
Dominique				
El Salvador	OUI	OUI	OUI	
Équateur	OUI	OUI	OUI	NON
Espagne	OUI	OUI	OUI	
Estonie	OUI	OUI	NON	
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI	S.O.
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	OUI	OUI	OUI	NON
Fédération de Russie	OUI	OUI	OUI	OUI
Finlande	OUI	OUI	OUI	
France	OUI	OUI	OUI	OUI
Géorgie	OUI	OUI	OUI	OUI
Hongrie	OUI	OUI	OUI	OUI
Indonésie	OUI	S.O.	OUI	S.O.
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	OUI	OUI	
Irlande	OUI	OUI	OUI	OUI
Israël	OUI	NON	OUI	
Italie	OUI	OUI	OUI	NON
Jamaïque	OUI	S.O.	OUI	NON
Japon	OUI	S.O.	OUI	OUI
Kirghizistan	OUI	OUI	OUI	S.O.
Lituanie	OUI	S.O.	OUI	S.O.
Madagascar	OUI	NON	OUI	NON
Malte	OUI	OUI	OUI	
Maroc	OUI	OUI	OUI	S.O.
Maurice				
Mexique	OUI	OUI	OUI	NON

II. SIGNES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ENREGISTRÉS

Les signes suivants peuvent-ils être enregistrés comme marques selon la législation en vigueur ou la pratique de l'office de propriété industrielle ?

2. Marques tridimensionnelles

Pays/office régional	A. Emballage des produits	B. Habillage des produits	C. Forme d'un produit	D. Autres
Monaco	OUI	OUI	OUI	NON
Norvège	OUI	OUI	OUI	
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI	OUI	S.O.
Oman	OUI	OUI	OUI	S.O.
Pakistan	OUI	OUI	OUI	S.O.
Panama	OUI	OUI	OUI	
Pérou	OUI	OUI	OUI	OUI
Philippines	OUI	S.O.	NON	S.O.
Portugal	OUI	OUI	NON	OUI
Rép. Arabe syrienne	OUI	OUI		NON
Rép. De Corée	OUI	NON	OUI	S.O.
Rép. De Moldova	OUI	OUI	NON	OUI
Rép. Tchèque.	OUI	OUI	OUI	OUI
Roumanie	OUI	OUI	NON	
Royaume-Uni	OUI	OUI	OUI	OUI
Sainte-Lucie	OUI	OUI	OUI	NON
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	OUI	NON	OUI	S.O.
Singapour	OUI	OUI	OUI	NON
Slovaquie	OUI	OUI	OUI	OUI
Slovénie	OUI	NON	OUI	
Soudan	OUI	S.O.		S.O.
Sri Lanka	OUI	OUI	OUI	OUI
Suède	OUI	OUI	OUI	S.O.
Suisse	OUI	OUI	OUI	NON
Swaziland	S.O.	S.O.	OUI	
Thaïlande	NON	NON	NON	OUI
Trinité-et-Tobago	OUI	NON	OUI	NON
Tunisie	OUI	OUI	OUI	NON
Turquie	OUI	OUI	NON	NON
Ukraine	OUI	OUI	NON	NON
Uruguay	OUI	OUI	OUI	
Zambie	NON	NON	NON	NON
BBM	OUI	OUI	OUI	
CE	OUI	S.O.	OUI	OUI
OAPI	OUI		OUI	

B. Dans l'affirmative, prière d'indiquer les conditions juridiques et administratives applicables :

Une représentation graphique, telle que dessins, vues ou photographies montrant chaque élément est généralement exigée. Une description de la marque peut être exigée à l'appui de l'enregistrement. Une réponse indique que la marque tridimensionnelle peut comprendre d'autres éléments, tels que des éléments figuratifs ou textuels, des couleurs ou des étiquettes. Ces éléments sont assimilés à un complément ("get up") et non à un habillage. Le caractère distinctif de ces signes composites est pris en considération pour la marque dans son ensemble.

D. Dans l'affirmative, prière d'énumérer ces marques, de préciser comment elles sont représentées graphiquement dans la demande et d'indiquer les éventuelles conditions techniques :

La plupart des réponses indiquent qu'une marque doit avoir un caractère distinctif et être susceptible de représentation graphique. Selon la jurisprudence d'un pays, la forme caractérisant un service peut être également enregistrée comme marque. Certaines réponses indiquent que les formes sans rapport avec le produit (telles que l'étoile de Mercedes), la forme du produit lui-même et la forme de l'emballage (conteneurs, bouteilles) peuvent être enregistrées.

II. SIGNES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ENREGISTRÉS 2. Marques tridimensionnelles E. Conformément à la législation de votre pays, quels sont les motifs absolus de refus d'une marque tridimensionnelle ?				
Pays/office régional	i) la forme qui résulte de la nature du produit lui-même	ii) la forme qui est nécessaire pour obtenir un résultat technique	iii) la forme déterminée par sa fonction (contrairement au point ii))	iv) autres motifs
Afrique du Sud	NON	OUI	OUI	NON
Algérie	OUI		OUI	
Allemagne	OUI	OUI	OUI	OUI
Argentine	OUI	OUI	OUI	OUI
Arménie	OUI	OUI	OUI	NON
Australie	NON	NON	NON	S.O.
Autriche	OUI	OUI	OUI	OUI
Bangladesh				
Bélarus	OUI	OUI	OUI	
Brésil	OUI	OUI	OUI	OUI
Bulgarie	OUI	OUI	OUI	NON
Canada	OUI	OUI	OUI	OUI
Chili				
Chine	OUI	OUI	OUI	OUI
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	OUI	NON	OUI
Colombie	OUI	OUI	OUI	NON
Costa Rica	OUI	NON	NON	NON
Croatie	OUI	OUI	NON	OUI
Danemark				
Dominique				
El Salvador	OUI	OUI	OUI	OUI
Équateur	OUI	OUI	OUI	NON
Espagne	OUI	OUI	OUI	
Estonie	OUI	OUI	OUI	OUI
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	OUI	OUI	NON	OUI
Fédération de Russie	OUI	NON	OUI	NON
Finlande	OUI	OUI	OUI	
France	OUI	OUI	OUI	OUI
Géorgie	OUI	OUI	S.O.	NON
Hongrie	OUI	OUI	NON	OUI
Indonésie	OUI	OUI	OUI	NON
Iran (Rép. Islam. D')				
Irlande	OUI	OUI	NON	OUI
Israël	OUI	NON	OUI	S.O.
Italie	OUI	OUI	OUI	NON
Jamaïque	OUI	OUI	OUI	S.O.
Japon	OUI	OUI	OUI	OUI
Kirghizistan	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Lituanie	OUI	OUI	NON	S.O.
Madagascar	OUI	NON	OUI	NON
Malte	OUI	OUI	NON	OUI
Maroc	NON	OUI	OUI	S.O.
Maurice				

II. SIGNES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ENREGISTRÉS 2. Marques tridimensionnelles E. Conformément à la législation de votre pays, quels sont les motifs absolus de refus d'une marque tridimensionnelle ?				
Pays/office régional	i) la forme qui résulte de la nature du produit lui-même	ii) la forme qui est nécessaire pour obtenir un résultat technique	iii) la forme déterminée par sa fonction (contrairement au point ii))	iv) autres motifs
Mexique	OUI	OUI	OUI	OUI
Monaco	NON	NON	NON	OUI
Norvège	OUI	OUI	S.O.	S.O.
Nouvelle-Zélande	NON	NON	NON	NON
Oman	OUI	OUI	OUI	S.O.
Pakistan	OUI	OUI	NON	OUI
Panama	OUI	OUI	OUI	
Pérou	OUI	OUI	OUI	OUI
Philippines	OUI	OUI	OUI	S.O.
Portugal	OUI	OUI	OUI	OUI
Rép. Arabe syrienne	OUI	OUI	OUI	OUI
Rép. De Corée	OUI	OUI	NON	OUI
Rép. De Moldova	OUI	OUI	OUI	OUI
Rép. Tchèque.	OUI	OUI	OUI	OUI
Roumanie	OUI	OUI	NON	OUI
Royaume-Uni	OUI	OUI	NON	OUI
Sainte-Lucie	NON	NON	NON	NON
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Singapour				
Slovaquie	OUI	OUI	OUI	OUI
Slovénie	OUI	OUI	NON	NON
Soudan	OUI	S.O.	S.O.	NON
Sri Lanka	OUI	OUI	OUI	OUI
Suède				
Suisse	OUI	OUI	NON	OUI
Swaziland	S.O.	NON	S.O.	S.O.
Thaïlande	OUI	OUI	OUI	OUI
Trinité-et-Tobago	OUI	OUI	NON	OUI
Tunisie	OUI	OUI	OUI	OUI
Turquie	OUI	OUI	NON	NON
Ukraine	OUI	OUI	OUI	OUI
Uruguay	OUI	OUI	OUI	
Zambie	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
BBM	OUI	OUI	OUI	OUI
CE	OUI	OUI	NON	OUI
OAPI				

E.iv) Dans l'affirmative, prière de préciser :

Les réponses font notamment état des formes qui ajoutent une forte valeur au produit, des formes contraires à la morale ou à l'ordre public, des formes dénuées de caractère distinctif et des formes courantes ou usuelles des produits ou des emballages.

II. SIGNES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ENREGISTRÉS 2. Marques tridimensionnelles		
Pays/office régional	F. Dans le cas où une marque tridimensionnelle est refusée, le détenteur peut-il prouver de façon convaincante que son signe a acquis un caractère distinctif par son usage ?	G. Si des marques tridimensionnelles sont protégées dans votre pays, la mise en place de cette protection a-t-elle eu une incidence sur le volume des enregistrements de dessins et modèles ?
Afrique du Sud	OUI	NON
Algérie	NON	NON
Allemagne	OUI	OUI
Argentine	OUI	OUI
Arménie	NON	OUI
Australie	OUI	NON
Autriche	OUI	NON
Bangladesh		
Bélarus	OUI	OUI
Brésil	OUI	S.O.
Bulgarie	OUI	NON
Canada	NON	NON
Chili		
Chine		NON
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	NON
Colombie	OUI	NON
Costa Rica	OUI	NON
Croatie	OUI	NON
Danemark		
Dominique		
El Salvador	NON	NON
Équateur	NON	OUI
Espagne	OUI	S.O.
Estonie	OUI	S.O.
États-Unis d'Amérique	OUI	S.O.
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	OUI	NON
Fédération de Russie	OUI	NON
Finlande	OUI	NON
France	OUI	NON
Géorgie	NON	NON
Hongrie	NON	NON
Indonésie	OUI	S.O.
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	NON
Irlande	OUI	NON
Israël	OUI	NON
Italie	NON	NON
Jamaïque	OUI	OUI
Japon	OUI	NON
Kirghizistan	OUI	NON
Lituanie	NON	NON
Madagascar	NON	NON
Malte	S.O.	NON
Maroc	S.O.	NON
Maurice		
Mexique	NON	S.O.

II. SIGNES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ENREGISTRÉS 2. Marques tridimensionnelles		
Pays/office régional	F. Dans le cas où une marque tridimensionnelle est refusée, le détenteur peut-il prouver de façon convaincante que son signe a acquis un caractère distinctif par son usage ?	G. Si des marques tridimensionnelles sont protégées dans votre pays, la mise en place de cette protection a-t-elle eu une incidence sur le volume des enregistrements de dessins et modèles ?
Monaco	OUI	OUI
Norvège	OUI	S.O.
Nouvelle-Zélande	OUI	NON
Oman	OUI	S.O.
Pakistan	OUI	S.O.
Panama	OUI	OUI
Pérou	OUI	NON
Philippines	OUI	OUI
Portugal	NON	NON
Rép. Arabe syrienne	OUI	NON
Rép. De Corée	OUI	S.O.
Rép. De Moldova	OUI	NON
Rép. Tchèque.	OUI	S.O.
Roumanie	OUI	
Royaume-Uni	OUI	NON
Sainte-Lucie	OUI	NON
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	OUI	
Singapour		
Slovaquie	OUI	S.O.
Slovénie	NON	NON
Soudan	S.O.	NON
Sri Lanka	OUI	NON
Suède		
Suisse	OUI	NON
Swaziland	OUI	S.O.
Thaïlande	OUI	S.O.
Trinité-et-Tobago	OUI	NON
Tunisie	OUI	NON
Turquie	OUI	NON
Ukraine	OUI	NON
Uruguay	NON	NON
Zambie		NON
BBM	OUI	S.O.
CE	OUI	S.O.
OAPI		

F. Dans l'affirmative, prière de préciser par quels moyens l'existence du caractère distinctif pourrait être prouvée (éléments attestant l'usage, enquêtes d'opinion, etc.) :

Quelques réponses soulignent que la preuve de l'acquisition d'un caractère distinctif peut l'emporter sur un refus pour absence de caractère distinctif mais pas sur un refus visé dans les questions E.i) à iii). Certaines indiquent que tous les moyens de preuve peuvent être pris en considération, tels qu'effets de commerce, bons de livraison, bons de commande, factures, reçus, livres comptables, brochures, imprimés contenant des messages publicitaires (articles de presse, magazines, catalogues, dépliants), publicités, photographies montrant

l'utilisation d'une marque, certificats délivrés par un publicitaire, un radiodiffuseur, un éditeur ou un imprimeur, certificats délivrés par une association commerciale ou par des pairs, certificats délivrés par un client ou un agent, certificats délivrés par un consommateur, certificats délivrés par un organisme public (autorités gouvernementales, organismes publics locaux, ambassade étrangère, chambre de commerce et de l'industrie).

D'une manière générale, le caractère distinctif et l'usage peuvent être prouvés dès lors qu'il existe des éléments suffisants, tels que des enquêtes d'opinion. Dans une réponse, il est indiqué que, si une marque tridimensionnelle est assimilée à un emballage, elle peut être protégée en tant que marque intrinsèquement distinctive sans preuve d'acquisition d'un caractère distinctif. S'agissant des formes de produits, celles-ci ne peuvent être protégées que sur preuve de l'acquisition d'un caractère distinctif par l'usage.

Dans l'affirmative, quels sont les critères utilisés pour déterminer le caractère distinctif de la forme d'un produit ?

De nombreuses réponses indiquent que les milieux commerciaux intéressés doivent considérer la forme en tant que telle comme une indication de l'origine et la forme en tant que telle doit avoir acquis le degré de reconnaissance nécessaire. Les résultats des enquêtes d'opinion jouent un rôle important dans la détermination de l'acquisition du caractère distinctif.

II. SIGNES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ENREGISTRÉS

Les signes suivants peuvent-ils être enregistrés comme marques selon la législation en vigueur ou la pratique de l'office de propriété industrielle ?

3. Autres marques non traditionnelles

Pays/ office régional	A. Marques constituées de couleurs			B. Marques sonores	
	i) Couleur unique	ii) Combinaison de couleurs	iii) Couleur unique ou combinaison de couleurs associée à d'autres signes	i) Sons musicaux	ii) Autres sons
Afrique du Sud	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
Algérie	OUI	OUI	OUI	NON	NON
Allemagne	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Argentine	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
Arménie	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
Australie	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Autriche	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Bangladesh	OUI	OUI	OUI	NON	NON
Bélarus	OUI	OUI	OUI	NON	NON
Brésil	NON	OUI	OUI	NON	NON
Bulgarie	NON	OUI	OUI	OUI	NON
Canada	OUI	OUI	OUI	NON	NON
Chili	NON	NON	NON	NON	NON
Chine	NON	OUI	OUI	OUI	
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Colombie	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
Costa Rica	NON	NON	OUI	OUI	OUI
Croatie	OUI	OUI	OUI	NON	NON
Danemark	S.O.	OUI	OUI	OUI	OUI
Dominique					
El Salvador	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
Équateur	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Espagne	OUI	OUI	OUI	OUI	
Estonie	NON	OUI	OUI	NON	NON
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	NON	OUI	OUI	NON	NON
Fédération de Russie	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Finlande	OUI	OUI	OUI	OUI	
France	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Géorgie	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
Hongrie	OUI	OUI	OUI	OUI	S.O.
Indonésie	NON	OUI	OUI	NON	NON
Iran (Rép. Islam. D')	NON	NON	OUI	NON	NON
Irlande	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Israël	OUI	OUI	OUI	OUI	S.O.
Italie	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Jamaïque	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Japon	NON	OUI	OUI	NON	NON
Kirghizistan	S.O.	OUI	OUI	NON	NON
Lituanie	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
Madagascar	OUI	OUI	OUI	NON	NON

II. SIGNES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ENREGISTRÉS

Les signes suivants peuvent-ils être enregistrés comme marques selon la législation en vigueur ou la pratique de l'office de propriété industrielle ?

3. Autres marques non traditionnelles

Pays/ office régional	A. Marques constituées de couleurs			B. Marques sonores	
	i) Couleur unique	ii) Combinaison de couleurs	iii) Couleur unique ou combinaison de couleurs associée à d'autres signes	i) Sons musicaux	ii) Autres sons
Malte	OUI	OUI	OUI	NON	NON
Maroc		OUI	OUI	NON	NON
Maurice	OUI	OUI	OUI	OUI	NON
Mexique	NON	OUI	NON	NON	NON
Monaco	OUI	OUI	OUI	NON	NON
Norvège	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Oman	OUI	OUI	OUI	NON	NON
Pakistan	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Panama	NON	OUI	OUI	NON	NON
Pérou	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
Philippines	OUI	OUI	OUI	NON	NON
Portugal	NON	OUI	OUI	OUI	NON
Rép. Arabe syrienne	NON	OUI	OUI	NON	NON
Rép. De Corée	NON	NON	OUI	NON	NON
Rép. De Moldova	NON	OUI	OUI	NON	NON
Rép. Tchèque.	OUI	OUI	OUI	OUI	NON
Roumanie	NON	OUI		OUI	
Royaume-Uni	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Sainte-Lucie	OUI	OUI	OUI	NON	NON
Saint-Vincent-et-les- Grenadines	NON	OUI	OUI	OUI	S.O.
Singapour	OUI	OUI	OUI	NON	NON
Slovaquie	OUI	OUI	OUI	NON	NON
Slovénie	OUI	OUI	S.O.	S.O.	S.O.
Soudan	OUI	OUI	OUI	S.O.	S.O.
Sri Lanka	NON	OUI	OUI	NON	NON
Suède	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Suisse	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Swaziland	OUI	OUI	OUI	S.O.	S.O.
Thaïlande	NON	OUI	OUI	NON	NON
Trinité-et-Tobago	OUI	OUI	OUI	NON	NON
Tunisie	OUI	OUI	OUI	OUI	NON
Turquie	NON	OUI	OUI	NON	NON
Ukraine	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Uruguay	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
Zambie	NON	NON	OUI	NON	NON
BBM	OUI	OUI	OUI	NON	NON
CE	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
OAPI	OUI	OUI	OUI	NON	NON

A. Dans l'affirmative, prière d'indiquer comment la couleur ou la combinaison de couleurs est représentée dans la demande :

Lorsqu'une couleur ou une combinaison de couleurs est revendiquée en tant qu'élément d'une marque, la plupart des réponses indiquent que la demande doit comporter une description textuelle de la ou des couleurs concernées. La demande doit également comporter une représentation de la marque avec la ou les couleurs revendiquées. Le déposant peut définir cette ou ces couleurs à l'aide de tout système de correspondance des couleurs agréé. Certaines réponses indiquent que les marques constituées uniquement de couleur peuvent être enregistrées dès lors qu'elles sont définies par une forme donnée ou en combinaison avec d'autres signes. La preuve de l'acquisition du caractère distinctif par l'usage est généralement requise. Quelques réponses mentionnent une décision de justice selon laquelle les marques constituées uniquement de couleur doivent être décrites à l'aide d'un code international de couleurs (p. ex. PANTONE®).

B.ii) Dans l'affirmative, prière de les énumérer et de préciser comment elles sont représentées dans la demande, que ce soit par des moyens graphiques ou autres :

Il ressort de la majorité des réponses que le son doit être représenté graphiquement, sous forme de partition musicale ou d'annotations. Des cassettes et des CD peuvent aussi être fournis. Une réponse cite l'exemple du meuglement d'une vache ou du son d'un Klaxon, qui peuvent être enregistrés à condition d'avoir un caractère distinctif. Dans ce cas, la demande doit indiquer les caractéristiques du son ou le diagramme de fréquences, et la piste sonore doit être enregistrée sur cassette audio.

II. SIGNES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ENREGISTRÉS

Les signes suivants peuvent-ils être enregistrés comme marques selon la législation en vigueur ou la pratique de l'office de propriété industrielle ?

3. Autres marques non traditionnelles

Pays/office régional	C. Marques olfactives	D. Hologrammes	E. Slogans
Afrique du Sud	OUI	OUI	OUI
Algérie	NON	NON	OUI
Allemagne	NON	OUI	OUI
Argentine	OUI	S.O	OUI
Arménie	NON	NON	OUI
Australie	OUI	OUI	OUI
Autriche	NON	OUI	OUI
Bangladesh	NON	NON	OUI
Bélarus	NON	NON	OUI
Brésil	NON	NON	NON
Bulgarie	NON	NON	OUI
Canada	NON	NON	OUI
Chili	NON	NON	OUI
Chine	OUI	NON	NON
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	NON	OUI
Colombie	OUI	OUI	OUI
Costa Rica	OUI	S.O.	OUI
Croatie	NON	NON	OUI
Danemark	NON	OUI	OUI
Dominique			
El Salvador	OUI	NON	OUI
Équateur	OUI	OUI	OUI
Espagne	NON		OUI
Estonie	NON	OUI	OUI
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	NON	NON	OUI
Fédération de Russie	OUI	OUI	OUI
Finlande	OUI	OUI	OUI
France	OUI	OUI	OUI
Géorgie	S.O.	S.O.	OUI
Hongrie	NON	OUI	OUI
Indonésie	S.O.	NON	OUI
Iran (Rép. Islam. D')	NON	NON	OUI
Irlande	OUI	OUI	OUI
Israël	NON	OUI	OUI
Italie	OUI	OUI	OUI
Jamaïque	OUI	S.O.	OUI
Japon	NON	NON	NON
Kirghizistan	NON	OUI	OUI
Lituanie	OUI	OUI	OUI
Madagascar	NON	NON	OUI
Malte	NON	NON	OUI
Maroc	NON	OUI	OUI
Maurice	NON		OUI
Mexique	NON	NON	OUI
Monaco	NON	NON	OUI

II. SIGNES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ENREGISTRÉS Les signes suivants peuvent-ils être enregistrés comme marques selon la législation en vigueur ou la pratique de l'office de propriété industrielle ? 3. Autres marques non traditionnelles			
Pays/office régional	C. Marques olfactives	D. Hologrammes	E. Slogans
Norvège	OUI	OUI	OUI
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI	OUI
Oman			
Pakistan	NON	OUI	OUI
Panama	NON	OUI	OUI
Pérou	OUI	OUI	OUI
Philippines	NON	OUI	OUI
Portugal	NON	NON	OUI
Rép. Arabe syrienne			
Rép. De Corée	NON	NON	NON
Rép. De Moldova	NON	S.O.	OUI
Rép. Tchèque.	NON	OUI	OUI
Roumanie	NON	OUI	OUI
Royaume-Uni	OUI	NON	OUI
Sainte-Lucie	NON	S.O.	OUI
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	NON	NON	OUI
Singapour	NON	OUI	OUI
Slovaquie	NON	NON	OUI
Slovénie	S.O.	OUI	OUI
Soudan			
Sri Lanka	NON	NON	OUI
Suède	OUI	OUI	OUI
Suisse	OUI	OUI	OUI
Swaziland	S.O.	S.O.	S.O.
Thaïlande	NON	NON	OUI
Trinité-et-Tobago	NON	NON	OUI
Tunisie			
Turquie	NON	NON	OUI
Ukraine	NON	NON	OUI
Uruguay	NON	NON	OUI
Zambie	NON	NON	OUI
BBM	NON	OUI	OUI
CE	NON	OUI	OUI
OAPI	NON	NON	OUI

C. Dans l'affirmative, prière d'indiquer comment elles sont représentées dans la demande, que ce soit par des moyens graphiques ou autres :

De nombreuses réponses indiquent que les offices n'ont pas encore reçu de demande portant sur des marques olfactives mais que les marques olfactives doivent en principe être représentées graphiquement et comporter une description de la composition et des éléments. Cela étant, de nombreuses réponses indiquent également que, pour l'heure, il n'existe aucun moyen de représentation graphique satisfaisant. Quelques réponses font état d'une décision de justice selon laquelle une formule chimique, une description textuelle, un dépôt ou une combinaison de ces moyens ont été considérés insuffisants.

D. Dans l'affirmative, prière de préciser comment ils sont représentés dans la demande, que ce soit par des moyens graphiques ou autres :

Il ressort de la plupart des réponses que les différentes vues de la représentation d'une marque peuvent être représentées graphiquement. Il a été expliqué que la photocopie d'un hologramme révélerait la série d'images contenue dans celui-ci. Les hologrammes peuvent donc être représentés graphiquement par une photocopie. Certaines réponses indiquent qu'une série d'images révélant l'ensemble de l'effet holographique est exigée, ainsi qu'une explication textuelle supplémentaire.

II. SIGNES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ENREGISTRÉS

Les signes suivants peuvent-ils être enregistrés comme marques en vertu de la législation en vigueur ou de la pratique de l'office de propriété industrielle ?

3. Autres marques non traditionnelles

Pays/office régional	F. Titres de films/de livres	G. Signes animés ou multimédias	H. Autres	I. Les marques non traditionnelles et les marques traditionnelles sont-elles examinées par les mêmes examinateurs ?	J. Les examinateurs responsables des marques non traditionnelles reçoivent-ils une formation particulière ?
Afrique du Sud	OUI	OUI	NON	OUI	NON
Algérie	OUI	NON	NON	OUI	NON
Allemagne	OUI	OUI	OUI	OUI	NON
Argentine	NON	OUI	NON	OUI	OUI
Arménie	S.O.	NON	S.O.	OUI	NON
Australie	OUI	OUI		OUI	OUI
Autriche	OUI	NON	NON	OUI	NON
Bangladesh	OUI	OUI	OUI	OUI	NON
Bélarus	OUI	NON	NON	OUI	NON
Brésil	OUI	NON	NON	OUI	NON
Bulgarie	NON	NON	NON	OUI	NON
Canada	OUI	NON	S.O.	NON	OUI
Chili	OUI	NON		OUI	
Chine	OUI	NON		OUI	OUI
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	NON		OUI	OUI
Colombie	OUI	OUI	NON	OUI	NON
Costa Rica	OUI	NON		OUI	NON
Croatie	OUI	NON	NON	S.O.	S.O.
Danemark	OUI	OUI	S.O.	OUI	NON
Dominique					
El Salvador	OUI	NON	NON	OUI	NON
Équateur	OUI	OUI	OUI	OUI	NON
Espagne	NON			OUI	
Estonie	OUI	NON	NON	OUI	NON
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	S.O.	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	OUI	NON	NON	OUI	NON
Fédération de Russie	OUI	OUI	OUI	OUI	NON
Finlande	OUI	OUI		OUI	NON
France	OUI	NON	S.O.	OUI	NON
Géorgie	S.O.	S.O.	NON	OUI	NON
Hongrie	OUI	NON	S.O.	OUI	NON
Indonésie	OUI	NON	NON	OUI	NON
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	NON		OUI	NON
Irlande	OUI	OUI	OUI	OUI	NON
Israël	OUI	S.O.	NON	OUI	NON
Italie	OUI	NON	NON	OUI	NON
Jamaïque	OUI	S.O.	S.O.	OUI	NON
Japon	OUI	NON	NON	OUI	NON
Kirghizistan	OUI	NON	NON	OUI	NON
Lituanie	S.O.	S.O.	NON	OUI	NON

II. SIGNES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ENREGISTRÉS

Les signes suivants peuvent-ils être enregistrés comme marques en vertu de la législation en vigueur ou de la pratique de l'office de propriété industrielle ?

3. Autres marques non traditionnelles

Pays/office régional	F. Titres de films/de livres	G. Signes animés ou multimédias	H. Autres	I. Les marques non traditionnelles et les marques traditionnelles sont-elles examinées par les mêmes examinateurs ?	J. Les examinateurs responsables des marques non traditionnelles reçoivent-ils une formation particulière ?
Madagascar	OUI	NON	NON	OUI	NON
Malte	NON	NON	NON	OUI	NON
Maroc	OUI	NON	S.O.	NON	NON
Maurice	OUI	OUI		OUI	NON
Mexique	OUI	NON	NON	OUI	OUI
Monaco	OUI	NON	OUI	OUI	NON
Norvège	OUI	OUI	S.O.	OUI	NON
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI	OUI	OUI	NON
Oman	OUI	S.O.	S.O.	OUI	S.O.
Pakistan	OUI	NON			
Panama	OUI	OUI	NON	OUI	NON
Pérou	OUI		OUI	OUI	NON
Philippines	OUI	S.O.	S.O.	OUI	NON
Portugal	OUI	NON	NON	OUI	NON
Rép. Arabe syrienne	NON	NON	NON	OUI	NON
Rép. De Corée	OUI	NON	NON	OUI	NON
Rép. De Moldova	OUI	NON	NON	OUI	NON
Rép. Tchèque.	OUI	NON	NON	OUI	NON
Roumanie	OUI	NON		OUI	NON
Royaume-Uni	OUI	OUI	OUI	OUI	NON
Sainte-Lucie	OUI	NON	NON	OUI	OUI
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	OUI	OUI	NON	NON	NON
Singapour	OUI	OUI	S.O.	OUI	OUI
Slovaquie	OUI	NON	NON	OUI	NON
Slovénie	OUI	NON	NON	OUI	NON
Soudan	OUI	NON	NON	OUI	OUI
Sri Lanka	OUI	NON	NON	OUI	NON
Suède	OUI	OUI	S.O.	OUI	NON
Suisse	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Swaziland	S.O.	S.O.	S.O.	OUI	NP
Thaïlande	OUI	NON	NON	OUI	OUI
Trinité-et-Tobago	NON	NON	NON	NON	
Tunisie	NON	NON	NON	OUI	NON
Turquie	OUI	NON	NON	OUI	NON
Ukraine	OUI	NON	OUI	OUI	NON
Uruguay	OUI			OUI	NON
Zambie	NON	NON	NON	OUI	NON
BBM	OUI	S.O.		OUI	NON
CE	OUI	OUI	OUI	OUI	NON
OAPI	OUI	NON	NON	OUI	NON

F. Dans l'affirmative, prière d'indiquer toute condition particulière :

L'enregistrement est généralement admis si une autorisation du titulaire des droits à cet effet est présentée. De nombreuses réponses soulignent que les titres de films ou de livres ne doivent pas être contraires aux bonnes mœurs.

G. Dans l'affirmative, prière de préciser comment ils sont représentés graphiquement :

Certaines réponses indiquent que les images fixes constituant l'effet multimédia, ou des échantillons suffisants pour représenter pleinement l'effet multimédia, ou en révéler le caractère distinctif, doivent être présentés, ainsi qu'une explication textuelle supplémentaire. Les déposants doivent généralement déposer un échantillon de l'effet animé ou du signe multimédia sur un support de données numériques dans un format indiqué ou accepté par l'office, généralement sur CD-ROM ou sur DVD.

H. Dans l'affirmative, prière d'énumérer ces marques et de préciser comment elles sont représentées graphiquement (marques de repère, par exemple) :

Une réponse indique qu'une marque tactile imprimée en relief (braille) a été acceptée. Une autre réponse fait état de marques gustatives étayées de descriptions textuelles. Une troisième mentionne des signes lumineux. Dans ce cas, la demande doit indiquer les caractéristiques des symboles ou signaux lumineux, l'ordre dans lequel ils se présentent, la durée de luminescence d'autres caractéristiques.

I. Dans la négative, prière de préciser :

Il est indiqué dans une réponse que les marques sonores sont examinées par un seul examinateur et dans une autre que les marques de couleur et les marques olfactives sont examinées par des examinateurs spécialisés.

J. Dans l'affirmative, prière de préciser le type de formation :

Il est fait mention de formations en interne à l'office et des séances de formation de l'OMPI.

II. SIGNES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ENREGISTRÉS		
4. Marques de services		
Pays/ office régional	4. Les marques de services sont-elles protégées ?	4.A) Les marques de services de détail sont-elles protégées ?
Afrique du Sud	OUI	OUI
Algérie	OUI	OUI
Allemagne	OUI	NON
Argentine	OUI	OUI
Arménie	OUI	OUI
Australie	OUI	OUI
Autriche	OUI	NON
Bangladesh	NON	NON
Bélarus	OUI	OUI
Brésil	OUI	OUI
Bulgarie	OUI	NON
Canada	OUI	OUI
Chili	OUI	OUI
Chine	OUI	OUI
Chine : Hong Kong (RAS)		OUI
Colombie	OUI	OUI
Costa Rica	OUI	OUI
Croatie	OUI	OUI
Danemark	OUI	OUI
Dominique		
El Salvador	OUI	OUI
Équateur	OUI	OUI
Espagne	OUI	OUI
Estonie	OUI	OUI
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	OUI	OUI
Fédération de Russie	OUI	OUI
Finlande	OUI	OUI
France	OUI	NON
Géorgie	OUI	OUI
Hongrie	OUI	OUI
Indonésie	OUI	
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	OUI
Irlande	OUI	OUI
Israël	OUI	OUI
Italie	OUI	NON
Jamaïque	OUI	OUI
Japon	OUI	NON
Kirghizistan	OUI	OUI
Lituanie	OUI	OUI
Madagascar	OUI	OUI
Malte	OUI	OUI
Maroc	OUI	NON
Maurice	OUI	OUI
Mexique	OUI	OUI
Monaco	OUI	S.O.
Norvège	OUI	OUI
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI
Oman	OUI	OUI

II. SIGNES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ENREGISTRÉS		
4. Marques de services		
Pays/ office régional	4. Les marques de services sont-elles protégées ?	4.A) Les marques de services de détail sont-elles protégées ?
Pakistan		
Panama	OUI	OUI
Pérou	NON	NON
Philippines		OUI
Portugal	OUI	OUI
Rép. Arabe syrienne	OUI	OUI
Rép. De Corée	OUI	NON
Rép. De Moldova	OUI	OUI
Rép. Tchèque.	OUI	OUI
Roumanie	OUI	OUI
Royaume-Uni	OUI	OUI
Sainte-Lucie	OUI	OUI
Saint-Vincent-et-les- Grenadines	OUI	NON
Singapour	OUI	OUI
Slovaquie	OUI	OUI
Slovénie	OUI	NON
Soudan	OUI	OUI
Sri Lanka	OUI	OUI
Suède	OUI	OUI
Suisse	OUI	OUI
Swaziland	OUI	OUI
Thaïlande	OUI	OUI
Trinité-et-Tobago	OUI	OUI
Tunisie	OUI	OUI
Turquie	OUI	OUI
Ukraine	OUI	OUI
Uruguay		
Zambie	OUI	NON
BBM	OUI	OUI
CE	OUI	OUI
OAPI	OUI	OUI

4.A) Dans l'affirmative, sont-elles protégées dans une classe spécifique (classe 35) ou en tant que telles ?

Dans leur majorité, les réponses indiquent que les marques de services de détail sont protégées dans la classe 35. Certaines indiquent que les produits ou les services vendus, ainsi que les modalités de vente (boutique, Internet, etc.) doivent être décrits.

II. SIGNES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ENREGISTRÉS

5. Types particuliers de marques

Pays/ office régional	A. Marques défensives	B. Marques associées	C. Série de marques	D. Marques collectives
Afrique du Sud	NON			OUI
Algérie	OUI	OUI	NON	OUI
Allemagne	S.O.	S.O.	OUI	OUI
Argentine	OUI	OUI	OUI	OUI
Arménie	NON	NON	NON	OUI
Australie	OUI	OUI	OUI	OUI
Autriche	NON	NON	NON	OUI
Bangladesh	OUI	OUI	OUI	NON
Bélarus	NON	NON	NON	OUI
Brésil	NON	NON	NON	OUI
Bulgarie	NON	NON	NON	OUI
Canada	NON	OUI	NON	OUI
Chili	NON	NON	NON	NON
Chine	OUI	OUI	OUI	OUI
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	NON	OUI	OUI
Colombie	NON	NON	NON	OUI
Costa Rica	NON	NON	NON	OUI
Croatie	NON	NON	NON	OUI
Danemark	S.O.	S.O.	NON	OUI
Dominique				
El Salvador	S.O.	S.O.	S.O.	OUI
Équateur	NON	NON		OUI
Espagne	NON	NON	NON	OUI
Estonie	NON	NON	NON	OUI
États-Unis d'Amérique	NON	NON	NON	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	NON	NON	NON	OUI
Fédération de Russie	NON	NON	OUI	OUI
Finlande	S.O.	S.O.	S.O.	OUI
France	NON	S.O.	S.O.	OUI
Géorgie	S.O.	S.O.	S.O.	OUI
Hongrie	NON	NON	NON	OUI
Indonésie	NON	NON	NON	OUI
Iran (Rép. Islam. D')	NON	NON	OUI	OUI
Irlande	NON	NON	OUI	OUI
Israël	NON	NON	NON	OUI
Italie	NON	NON	NON	OUI
Jamaïque	NON		OUI	OUI
Japon	OUI	NON	NON	OUI
Kirghizistan	OUI	OUI	OUI	OUI
Lituanie	NON	NON	NON	OUI
Madagascar	NON	NON	NON	OUI
Malte	NON	NON	NON	OUI
Maroc	OUI	OUI	OUI	OUI
Maurice	NON	NON	NON	OUI
Mexique	NON	NON	NON	OUI
Monaco	S.O.	OUI	NON	OUI
Norvège	S.O.	S.O.	NON	OUI
Nouvelle-Zélande	NON	NON	OUI	OUI

II. SIGNES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ENREGISTRÉS 5. Types particuliers de marques				
Pays/ office régional	A. Marques défensives	B. Marques associées	C. Série de marques	D. Marques collectives
Oman	S.O.	S.O.	OUI	S.O.
Pakistan	OUI	NON	OUI	OUI
Panama	S.O.		S.O.	OUI
Pérou	NON	NON	NON	OUI
Philippines	NON	OUI	S.O.	OUI
Portugal	NON	NON	NON	OUI
Rép. Arabe syrienne			NON	OUI
Rép. De Corée	NON	NON	NON	OUI
Rép. De Moldova	NON	NON	S.O.	OUI
Rép. Tchèque.	NON	NON	NON	OUI
Roumanie	NON	NON	NON	OUI
Royaume-Uni	NON	NON	OUI	OUI
Sainte-Lucie	OUI	NON	OUI	OUI
Saint-Vincent-et-les- Grenadines	OUI	NON	OUI	OUI
Singapour	NON	NON	OUI	OUI
Slovaquie	OUI	S.O.	S.O.	OUI
Slovénie	NON	NON	NON	OUI
Soudan	S.O.	S.O.	OUI	S.O.
Sri Lanka	NON	OUI	NON	OUI
Suède	OUI	OUI	OUI	OUI
Suisse	OUI	NON	OUI	OUI
Swaziland	S.O.	S.O.	OUI	S.O.
Thaïlande	NON	OUI	NON	NON
Trinité-et-Tobago	NON		OUI	NON
Tunisie	OUI	OUI	OUI	OUI
Turquie	NON	NON	NON	OUI
Ukraine	NON	NON	NON	OUI
Uruguay	S.O.	S.O.	S.O.	OUI
Zambie	OUI	OUI	OUI	S.O.
BBM	S.O.	S.O.	NON	OUI
CE	NON	NON	NON	OUI
OAPI			OUI	

A. Dans l'affirmative, prière de les définir et d'indiquer toute condition particulière :

Selon certaines réponses, la législation nationale prévoit les marques défensives, alors que d'autres indiquent que ces marques sont reconnues par la pratique de l'office. Les définitions et les conditions diffèrent considérablement.

B. Dans l'affirmative, prière de les définir et d'indiquer toute condition particulière :

Voir la réponse à la question 5.A.

C. Dans l'affirmative, prière de les définir et d'indiquer toute condition particulière :

De nombreuses réponses indiquent que les séries de marques sont définies comme des marques de commerce qui se ressemblent sur le plan de leurs caractéristiques physiques et diffèrent uniquement par des caractères non distinctifs qui ne modifient pas substantiellement l'identité de la marque. Certaines réponses font état de conditions telles que l'exigence d'un seul déposant, d'une seule date de réception et d'une seule classe principale.

D. Dans l'affirmative, prière de les définir et d'indiquer les conditions particulières applicables (par exemple, réglementation relative à l'usage ou contenu minimal de la réglementation) :

D'après les réponses, il semble qu'il existe deux types de marques collectives, à savoir les marques d'association et les marques de certification. Parfois, une marque collective désigne la même chose qu'une marque d'association, c'est-à-dire un signe spécifique appartenant à une association d'entreprises et qui est utilisé ou censé être utilisé par ses membres en relation avec des produits ou des services. Généralement, les règles d'utilisation doivent être indiquées, de même que la liste des personnes autorisées à utiliser la marque. La mention des statuts et des sanctions éventuelles en cas d'utilisation non autorisée est également exigée. Les marques collectives sont examinées selon le même critère que les marques ordinaires, c'est-à-dire celui du caractère distinctif. En ce qui concerne les marques de certification, voir la réponse à la question 5.E.

II. SIGNES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ENREGISTRÉS

5. Types particuliers de marques

Pays/ office régional	E. Marques de certification	F. Marques de garantie	G. Autres
Afrique du Sud	OUI	NON	S.O.
Algérie	OUI		NON
Allemagne	OUI	OUI	
Argentine	NON	NON	NON
Arménie	NON	NON	
Australie	OUI	NON	S.O.
Autriche	NON	NON	NON
Bangladesh	OUI		
Bélarus	NON	NON	NON
Brésil	OUI	NON	NON
Bulgarie	OUI	NON	NON
Canada	OUI	NON	S.O.
Chili	NON	NON	NON
Chine	OUI	NON	NON
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	NON	NON
Colombie	OUI	NON	NON
Costa Rica	OUI	NON	OUI
Croatie	NON	OUI	NON
Danemark	OUI		S.O.
Dominique			
El Salvador	OUI	OUI	NON
Équateur	OUI	NON	NON
Espagne	NON	OUI	
Estonie	S.O.	S.O.	NON
États-Unis d'Amérique	OUI	NON	S.O.
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	OUI	NON	NON
Fédération de Russie	NON	NON	NON
Finlande	OUI	S.O.	
France	OUI	NON	NON
Géorgie	NON	NON	NON
Hongrie	OUI	NON	NON
Indonésie	NON	NON	NON
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	OUI	
Irlande	OUI	NON	NON
Israël	OUI	NON	NON
Italie	NON	NON	NON
Jamaïque	OUI	NON	S.O.
Japon	NON	NON	NON
Kirghizistan	NON	NON	NON
Lituanie	NON	NON	NON
Madagascar	NON	NON	NON
Malte	OUI	NON	NON
Maroc	OUI		NON
Maurice	NON	NON	
Mexique	NON	NON	NON
Monaco	OUI	S.O.	NON
Norvège	OUI	S.O.	S.O.
Nouvelle-Zélande	OUI	NON	S.O.

II. SIGNES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ENREGISTRÉS 5. Types particuliers de marques			
Pays/ office régional	E. Marques de certification	F. Marques de garantie	G. Autres
Oman		S.O.	S.O.
Pakistan	OUI	NON	
Panama	OUI	OUI	NON
Pérou		NON	NON
Philippines	NON	NON	S.O.
Portugal	OUI	NON	NON
Rép. Arabe syrienne	OUI	OUI	NON
Rép. De Corée	NON	NON	OUI
Rép. De Moldova	OUI	OUI	NON
Rép. Tchèque.	NON	NON	NON
Roumanie	OUI	NON	NON
Royaume-Uni	OUI	NON	NON
Sainte-Lucie	OUI	NON	NON
Saint-Vincent-et-les- Grenadines	OUI	NON	NON
Singapour	OUI		S.O.
Slovaquie	OUI	NON	NON
Slovénie	NON	NON	NON
Soudan	S.O.	S.O.	NON
Sri Lanka	OUI	NON	NON
Suède	OUI		
Suisse	NON	OUI	NON
Swaziland	N.A	S.O.	S.O.
Thaïlande	OUI	NON	NON
Trinité-et-Tobago	OUI	NON	NON
Tunisie	OUI	OUI	NON
Turquie	NON	OUI	NON
Ukraine	NON	NON	NON
Uruguay	OUI	OUI	NON
Zambie	OUI	S.O.	S.O.
BBM	OUI	OUI	
CE	NON	NON	NON
OAPI			

E. Dans l'affirmative, prière de les définir et d'indiquer les conditions particulières applicables (par exemple, réglementation relative à l'usage ou contenu minimal de la réglementation) :

La plupart des réponses indiquent que les marques de certification sont utilisées pour attester qu'un produit ou un service répond à des normes ou prescriptions établies, notamment en ce qui concerne sa qualité, les matériaux utilisés et la méthodologie employée. Les caractéristiques du produit ou service à certifier et les mesures de vérification à adopter par le propriétaire de la marque doivent être indiquées, ainsi que les règles d'utilisation. Selon une réponse, les marques de certification indiquent la provenance régionale ou autre, les matériaux utilisés, le mode de fabrication, la qualité, l'exactitude ou d'autres caractéristiques, ou signifient que le fabricant des produits ou le prestataire des services est membre de telle ou telle union ou de telle ou telle organisation. Les marques de certification ne sont pas utilisées par le propriétaire de la marque mais par des tiers.

F. Dans l'affirmative, prière de les définir et d'indiquer les conditions particulières applicables (par exemple, réglementation relative à l'usage ou contenu minimal de la réglementation) :

Voir la réponse à la question 5.E.

G. Dans l'affirmative, prière de préciser quels types de marques :

Les appellations d'origine, les noms commerciaux et les emblèmes ont été mentionnés.

III. PROCÉDURE DE DÉPÔT DE LA DEMANDE			
Pays/ office régional	1. Une demande doit-elle se fonder sur l'usage ?	2. Faut-il apporter la preuve de l'usage de la marque au moment du dépôt de la demande ?	3. Une demande doit-elle se fonder sur une intention d'utiliser la marque ?
Afrique du Sud	NON	NON	NON
Algérie	NON	NON	NON
Allemagne	NON	NON	NON
Argentine	NON	NON	OUI
Arménie	NON	NON	NON
Australie	NON	NON	OUI
Autriche	NON	NON	NON
Bangladesh	OUI	NON	
Bélarus	NON	NON	NON
Brésil	NON	NON	NON
Bulgarie	NON	NON	NON
Canada	NON	NON	NON
Chili	NON	NON	NON
Chine	NON	NON	OUI
Chine : Hong Kong (RAS)	NON	NON	OUI
Colombie	NON	NON	NON
Costa Rica	NON		OUI
Croatie	NON	NON	NON
Danemark	NON	S.O.	NON
Dominique			
El Salvador	NON	NON	NON
Équateur	NON	NON	NON
Espagne	NON	NON	NON
Estonie	NON	NON	NON
États-Unis d'Amérique	NON	NON	OUI
ex-Rép. yougoslave de Macédoine	NON	NON	NON
Fédération de Russie	NON	NON	NON
Finlande	NON	S.O.	NON
France	NON	NON	NON
Géorgie	NON	NON	NON
Hongrie	NON	NON	NON
Indonésie	NON	NON	OUI
Iran (Rép. islam. d')	OUI	OUI	OUI
Irlande	NON	NON	OUI
Israël	NON	NON	OUI
Italie	NON	NON	NON
Jamaïque	NON	NON	NON
Japon	NON	NON	OUI
Kirghizistan	NON	NON	NON
Lituanie	NON	NON	NON
Madagascar	NON	NON	NON
Malte	NON	NON	OUI
Maroc	NON	NON	NON
Maurice	NON	NON	NON
Mexique	NON	NON	OUI
Monaco	NON	NON	NON
Norvège	NON	S.O.	NON

III. PROCÉDURE DE DÉPÔT DE LA DEMANDE			
Pays/ office régional	1. Une demande doit-elle se fonder sur l'usage ?	2. Faut-il apporter la preuve de l'usage de la marque au moment du dépôt de la demande ?	3. Une demande doit-elle se fonder sur une intention d'utiliser la marque ?
Nouvelle-Zélande	NON	NON	OUI
Oman	NON	NON	NON
Pakistan	NON	NON	OUI
Panama	NON	NON	OUI
Pérou	NON	NON	NON
Philippines	NON	NON	OUI
Portugal	NON	NON	NON
Rép. arabe syrienne	NON	NON	NON
Rép. de Corée	NON	NON	NON
Rép. de Moldova	NON	NON	NON
Rép. tchèque.	NON	NON	NON
Roumanie	NON	NON	NON
Royaume-Uni	NON	NON	OUI
Sainte-Lucie	OUI	NON	OUI
Saint-Vincent-et-les- Grenadines	OUI	NON	NON
Singapour	NON	NON	NON
Slovaquie	NON	NON	NON
Slovénie	NON	NON	NON
Soudan	NON	NON	OUI
Sri Lanka	NON	NON	NON
Suède		NON	NON
Suisse	NON	NON	NON
Swaziland	OUI	NON	OUI
Thaïlande	NON	NON	OUI
Trinité-et-Tobago	NON	NON	NON
Tunisie	NON	NON	NON
Turquie	NON	NON	NON
Ukraine	NON	NON	NON
Uruguay	NON	NON	NON
Zambie	NON	NON	OUI
BBM	NON	NON	NON
CE	NON	NON	NON
OAPI	OUI	NON	NON

1. Dans l'affirmative, quand débute la protection?

Sur les quelques réponses confirmant que la demande doit être fondée sur l'usage, deux indiquent que la protection débute à la date de dépôt de la demande, une que la protection débute à la date de l'enregistrement de la marque et une autre que la législation interne ne prévoit pas de critère particulier à cet égard.

3. Dans l'affirmative, prière d'indiquer les critères applicables :

La majorité des réponses indique qu'une déclaration d'utilisation ou d'intention d'utilisation doit être remise au moment du dépôt de la demande ou, dans un cas en particulier, dans un délai de trois ans à compter de cette date. Il est précisé que les demandes doivent être fondées sur une intention de bonne foi d'utiliser la marque dans le commerce en relation avec des produits ou des services couverts par l'enregistrement ou utilisés en rapport avec l'entreprise du déposant.

III. PROCÉDURE DE DÉPÔT DE LA DEMANDE			
Pays/ office régional	4. La preuve de l'intention d'utiliser la marque doit-elle être fournie au moment du dépôt de la demande?	5. L'usage est-il une condition préalable à l'enregistrement?	6. L'usage préalable et de bonne foi d'une marque donne-t-il au dépôtant un droit prioritaire sur une autre demande?
Afrique du Sud	NON	NON	NON
Algérie	NON	NON	NON
Allemagne	NON	NON	NON
Argentine	NON	NON	NON
Arménie	NON	NON	NON
Australie	NON	NON	OUI
Autriche	NON	NON	NON
Bangladesh	NON	NON	
Bélarus	NON	NON	NON
Brésil	NON	NON	OUI
Bulgarie	NON	NON	NON
Canada	NON	OUI	OUI
Chili	NON	NON	OUI
Chine	NON	NON	S.O.
Chine : Hong Kong (RAS)	NON	NON	NON
Colombie	NON	NON	NON
Costa Rica	NON	NON	OUI
Croatie	NON	NON	NON
Danemark		NON	
Dominique			
El Salvador	NON	NON	NON
Équateur	NON	NON	NON
Espagne	NON	NON	NON
Estonie	NON	NON	NON
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	NON
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	NON	NON	NON
Fédération de Russie	NON	NON	NON
Finlande	S.O.	NON	
France	NON	NON	NON
Géorgie	NON	NON	OUI
Hongrie	NON	NON	NON
Indonésie	NON	NON	OUI
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	NON	OUI
Irlande	NON	NON	NON
Israël	NON	NON	OUI
Italie	NON	NON	OUI
Jamaïque	NON	OUI	OUI
Japon	NON	NON	NON
Kirghizistan	NON	NON	NON
Lituanie	NON	NON	NON
Madagascar	NON	NON	NON
Malte	NON	NON	S.O.
Maroc	NON	NON	NON
Maurice	NON	NON	NON
Mexique	NON	NON	OUI

III. PROCÉDURE DE DÉPÔT DE LA DEMANDE			
Pays/ office régional	4. La preuve de l'intention d'utiliser la marque doit-elle être fournie au moment du dépôt de la demande?	5. L'usage est-il une condition préalable à l'enregistrement?	6. L'usage préalable et de bonne foi d'une marque donne-t-il au déposant un droit prioritaire sur une autre demande?
Monaco	NON	NON	NON
Norvège	NON	NON	S.O.
Nouvelle-Zélande	NON	NON	NON
Oman	NON	NON	OUI
Pakistan	NON	NON	OUI
Panama	NON	NON	OUI
Pérou	NON	NON	NON
Philippines	NON	NON	NON
Portugal	NON	NON	OUI
Rép. Arabe syrienne	NON	NON	NON
Rép. De Corée	NON	NON	NON
Rép. De Moldova	NON	NON	NON
Rép. Tchèque.	NON	NON	NON
Roumanie	NON	NON	NON
Royaume-Uni	NON	NON	NON
Sainte-Lucie	NON	NON	NON
Saint-Vincent-et-les- Grenadines	NON	NON	NON
Singapour		NON	
Slovaquie	NON	NON	OUI
Slovénie	NON	NON	NON
Soudan	NON	NON	OUI
Sri Lanka	NON	NON	OUI
Suède	NON	NON	
Suisse	NON	NON	NON
Swaziland	OUI	NON	OUI
Thaïlande	NON	NON	OUI
Trinité-et-Tobago	NON	NON	NON
Tunisie	NON	NON	NON
Turquie	NON	NON	NON
Ukraine	NON	NON	S.O.
Uruguay	NON	NON	NON
Zambie	NON	NON	OUI
BBM	NON	NON	NON
CE	NON	NON	NON
OAPI	NON	NON	OUI

6. Dans l'affirmative, prière de préciser :

S'agissant de marques similaires, le principe général veut que la marque utilisée en premier dans le commerce bénéficie d'un droit de priorité. Cela étant, certaines réponses indiquent que ce droit n'est octroyé que si la marque est utilisée depuis au moins trois à six mois. Ce droit s'exerce généralement dans le cadre d'une procédure d'opposition ou moyennant la prise en considération des marques notoires. Une réponse indique que les droits de priorité ont uniquement valeur de preuve dans le cadre des procédures judiciaires.

III. PROCÉDURE DE DÉPÔT DE LA DEMANDE				
Pays/office régional	7. Y a-t-il un délai maximal pour une première réaction de l'office de propriété industrielle au dépôt d'une demande d'enregistrement de marque ?	8. Existe-t-il des procédures permettant d'accélérer l'instruction d'une demande ?	8bis. Dans l'affirmative, une taxe supplémentaire est-elle exigée ?	9. Les demandes multiclassées sont-elles autorisées ?
Afrique du Sud	NON	NON		NON
Algérie	NON	NON		OUI
Allemagne	NON	OUI	OUI	OUI
Argentine	OUI	NON	S.O.	NON
Arménie	OUI	NON		OUI
Australie	NON	OUI	NON	OUI
Autriche	NON	NON		OUI
Bangladesh	NON	OUI	OUI	NON
Bélarus	OUI	NON		OUI
Brésil	NON	NON		NON
Bulgarie	NON	NON		OUI
Canada	NON	OUI	NON	OUI
Chili	NON	OUI	OUI	OUI
Chine	NON	NON		OUI
Chine : Hong Kong (RAS)	NON	NON		OUI
Colombie	OUI	NON		NON
Costa Rica	NON	NON	S.O.	NON
Croatie	NON	NON	S.O.	OUI
Danemark	S.O.	NON		OUI
Dominique				
El Salvador	OUI	NON	S.O.	NON
Équateur	NON	NON		OUI
Espagne	NON	OUI	OUI	OUI
Estonie	NON	NON		OUI
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	NON	OUI	OUI	OUI
Fédération de Russie	NON	OUI	OUI	OUI
Finlande	NON	OUI	NON	OUI
France	OUI	NON		OUI
Géorgie	OUI	NON		OUI
Hongrie	NON	NON	OUI	OUI
Indonésie	NON	NON	NON	OUI
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	NON	NON	OUI
Irlande	NON	NON	S.O.	OUI
Israël	NON	OUI	OUI	NON
Italie	NON	OUI	NON	OUI
Jamaïque	OUI	NON	S.O.	OUI
Japon	OUI	OUI	NON	OUI
Kirghizistan	OUI	OUI	OUI	OUI
Lituanie	OUI	OUI	NON	OUI
Madagascar	NON	OUI	NON	OUI
Malte	S.O.	NON	S.O.	NON

III. PROCÉDURE DE DÉPÔT DE LA DEMANDE				
Pays/office régional	7. Y a-t-il un délai maximal pour une première réaction de l'office de propriété industrielle au dépôt d'une demande d'enregistrement de marque ?	8. Existe-t-il des procédures permettant d'accélérer l'instruction d'une demande ?	8bis. Dans l'affirmative, une taxe supplémentaire est-elle exigée ?	9. Les demandes multiclassées sont-elles autorisées ?
Maroc	OUI	NON	NON	OUI
Maurice	NON	NON	NON	OUI
Mexique	OUI	NON		NON
Monaco	OUI	OUI	NON	OUI
Norvège	S.O.	NON	S.O.	OUI
Nouvelle-Zélande	OUI	NON	NON	OUI
Oman	NON	NON	NON	S.O.
Pakistan	OUI	NON		NON
Panama	OUI	NON		NON
Pérou	OUI	NON		NON
Philippines	NON	OUI	OUI	OUI
Portugal	OUI	OUI	OUI	OUI
Rép. Arabe syrienne	NON	NON		OUI
Rép. De Corée	NON	NON		OUI
Rép. De Moldova	NON	OUI	OUI	OUI
Rép. Tchèque.	NON	OUI	NON	OUI
Roumanie	NON	NON		OUI
Royaume-Uni	NON	NON		OUI
Sainte-Lucie	NON	OUI	OUI	OUI
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	NON	OUI	OUI	OUI
Singapour	S.O.	OUI	NON	NON
Slovaquie	NON	OUI	NON	OUI
Slovénie	NON	OUI	NON	OUI
Soudan	OUI	OUI	NON	OUI
Sri Lanka	NON	NON		NON
Suède	NON	OUI	NON	OUI
Suisse	OUI	OUI	OUI	OUI
Swaziland	NON	OUI	OUI	OUI
Thaïlande	NON	NON		NON
Trinité-et-Tobago	NON	NON		OUI
Tunisie	NON	NON		OUI
Turquie	NON	OUI	OUI	OUI
Ukraine	OUI	NON		OUI
Uruguay	S.O.	NON		OUI
Zambie	OUI	S.O.	S.O.	S.O.
BBM	NON	OUI	OUI	OUI
CE	NON	NON	S.O.	OUI
OAPI	NON	NON		OUI

7. Dans l'affirmative, prière d'indiquer si ce délai est fixé par voie réglementaire ou s'il dépend de la nature de la réaction, et de préciser sa durée :

Les délais varient de 10 jours à 18 mois à compter de la date de dépôt de la demande ou, dans un cas en particulier, à compter de la date de sa publication. Les délais sont généralement fixés par la législation nationale ou la réglementation administrative et s'appliquent à l'examen quant à la forme et/ou quant au fond.

III. PROCÉDURE DE DÉPÔT DE LA DEMANDE			
Pays/ office régional	10. Le dépôt électronique est-il autorisé ?	11. Les demandes peuvent-elles être cédées ?	12. Les demandes peuvent-elles être modifiées ?
Afrique du Sud	NON	OUI	OUI
Algérie	NON	OUI	OUI
Allemagne	S.O.	OUI	NON
Argentine	NON	OUI	NON
Arménie	NON	OUI	OUI
Australie	OUI	OUI	OUI
Autriche	NON	OUI	OUI
Bangladesh	NON	OUI	
Bélarus	NON	OUI	OUI
Brésil	NON	OUI	OUI
Bulgarie	NON	OUI	NON
Canada	OUI	OUI	OUI
Chili	OUI	NON	OUI
Chine	OUI	OUI	OUI
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	OUI	OUI
Colombie	NON	OUI	OUI
Costa Rica	NON	OUI	OUI
Croatie	NON	OUI	OUI
Danemark	OUI	OUI	
Dominique			
El Salvador	NON	OUI	OUI
Équateur	NON	OUI	OUI
Estonie	NON	OUI	NON
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	NON	OUI	OUI
Fédération de Russie	NON	OUI	OUI
Finlande	NON	OUI	OUI
France	NON	OUI	OUI
Géorgie	NON	OUI	OUI
Hongrie	NON	OUI	OUI
Indonésie	S.O.	OUI	OUI
Iran (Rép. Islam. D')	NON	OUI	OUI
Irlande	NON	OUI	OUI
Israël	OUI	OUI	OUI
Italie	NON	OUI	NON
Jamaïque	S.O.	OUI	OUI
Japon	OUI	OUI	OUI
Kirghizistan	S.O.	OUI	OUI
Lituanie	NON		OUI
Madagascar	NON	OUI	OUI
Malte	NON	OUI	OUI
Maroc	NON	NON	NON
Maurice	NON	OUI	OUI
Mexique	NON	OUI	OUI
Monaco	NON	OUI	OUI
Norvège	S.O.	OUI	OUI
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI	OUI
Oman	S.O.	OUI	OUI
Pakistan	NON	OUI	OUI

III. PROCÉDURE DE DÉPÔT DE LA DEMANDE			
Pays/ office régional	10. Le dépôt électronique est-il autorisé ?	11. Les demandes peuvent-elles être cédées ?	12. Les demandes peuvent-elles être modifiées ?
Panama	NON	OUI	OUI
Pérou	NON	OUI	OUI
Philippines	NON	OUI	OUI
Portugal	NON		
Rép. De Corée	OUI	OUI	OUI
Rép. De Moldova	S.O.	OUI	OUI
Rép. Tchèque.	OUI	OUI	OUI
Roumanie	NON	NON	OUI
Royaume-Uni	OUI	OUI	NON
Sainte-Lucie	NON	OUI	OUI
Singapour	OUI	OUI	
Slovaquie	NON	OUI	OUI
Slovénie	NON	OUI	S.O.
Suisse	OUI	OUI	OUI
Trinité-et-Tobago	NON	OUI	OUI
Tunisie	NON	OUI	OUI
Turquie	NON	OUI	NON
Ukraine	NON	OUI	OUI
Uruguay	S.O.	OUI	NON
Zambie	S.O.	NON	OUI
BBM	OUI	OUI	NON
CE	OUI	OUI	OUI
OAPI	NON		OUI

10. Dans l'affirmative, quels sont les avantages pour l'administration et quels sont, le cas échéant, les problèmes soulevés par la mise en œuvre de cette procédure ?

Selon la majorité des réponses, le dépôt électronique accélère, facilite et rationalise la procédure en réduisant les coûts administratifs et en permettant aux offices de vérifier automatiquement le respect des conditions de forme. Il est précisé que le système est d'autant plus intéressant qu'il offre des fonctions de recherche de données. Une réponse indique que près de la moitié des demandes est déposée par voie électronique. Bien qu'aucun problème important ne soit mentionné, une réponse signale que les utilisateurs trouvent le système moins accessible et le paiement électronique des taxes, problématique. Une autre souligne l'absence de système totalement sécurisé, toutes les demandes actuellement déposées par voie électronique devant être suivies de l'original sur papier. Néanmoins, un système de dépôt électronique sécurisé avec signature électronique sera disponible à l'avenir.

11. Dans l'affirmative, prière d'indiquer les conditions applicables :

Il est majoritairement indiqué que le déposant peut demander l'enregistrement de la cession d'une demande en présentant l'acte de vente (ou une copie certifiée conforme) et en payant les taxes prescrites (le cas échéant). Certaines réponses font état d'une condition de forme à observer pour la présentation de la requête correspondante. D'autres indiquent que la requête doit comporter tous les détails de la demande, la signature des parties, une déclaration selon laquelle la marque est utilisée et l'indication des produits ou services faisant l'objet de la cession.

12. Dans l'affirmative, une modification a-t-elle une incidence sur la date de dépôt ou sur la protection de la marque ?

Certaines réponses indiquent que les modifications portant uniquement sur des aspects secondaires de la demande (fautes de frappe, erreurs évidentes, etc.) n'influent pas sur sa date de dépôt. En revanche, les modifications touchant l'essence d'une marque ou la portée de la protection (p. ex. Extension de la liste des produits ou services) ne sont pas autorisées. D'autres réponses indiquent que les modifications n'influent en rien sur la date de dépôt ni sur la protection de la marque. Enfin, il a été indiqué que, si une marque est remplacée ou substantiellement modifiée, la date de dépôt est celle à laquelle la modification est effectuée et que, dans certain cas, la demande doit être republiée.

IV. PROCÉDURE D'EXAMEN					
1. Examen d'office					
Pays/office régional	A. L'office de propriété industrielle examine-t-il d'office les demandes d'enregistrement de marque en ce qui concerne :				
	i) Les conditions de forme ?	ii) Les motifs absolus/les caractéristiques qui emportent intrinsèquement l'enregistrement ?	iii) Motifs relatifs de refus (droits antérieurs) ?	iv) Motifs de refus considérés globalement (sans distinguer les motifs relevant de B et de C) ?	v) Autres
Afrique du Sud	OUI	OUI	OUI	NON	
Algérie	OUI	S.O.	OUI	OUI	
Allemagne	OUI	OUI	NON	S.O.	
Argentine	OUI	OUI	OUI	OUI	
Arménie	OUI	OUI	OUI	OUI	
Australie	OUI	OUI	OUI	NON	OUI
Autriche	OUI	OUI	NON	OUI	
Bangladesh	OUI	OUI	OUI	OUI	
Bélarus	OUI	OUI	OUI		
Brésil	OUI	OUI	OUI	OUI	NON
Bulgarie	OUI	OUI	OUI	NON	
Canada	OUI	OUI	OUI	NON	
Chili	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Chine	OUI	OUI	OUI	S.O.	
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	OUI	OUI	N/A	
Colombie	OUI	OUI	OUI	OUI	
Costa Rica	OUI	OUI	OUI	OUI	
Croatie	OUI	OUI	NON	NON	
Danemark	OUI	OUI	OUI	OUI	
Dominique					
El Salvador	OUI	OUI	OUI	S.O.	
Équateur	OUI	OUI	OUI	OUI	
Espagne	OUI	OUI	NON		
Estonie	OUI	OUI	OUI	OUI	
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI	NON	
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	OUI	OUI	NON		
Fédération de Russie	OUI	OUI	OUI	OUI	
Finlande	OUI	OUI	OUI	OUI	
France	OUI	OUI	NON		
Géorgie	OUI	OUI	OUI	OUI	
Hongrie	OUI	OUI	OUI	OUI	
Indonésie	OUI	NON	NON	NON	
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	OUI	OUI	OUI	
Irlande	OUI	OUI	OUI	NON	S.O.
Israël	OUI	OUI	OUI	NON	
Italie	OUI	OUI	NON	OUI	
Jamaïque	OUI	OUI	OUI	OUI	S.O.
Japon	OUI	OUI	OUI	OUI	
Kirghizistan	OUI	OUI	OUI	OUI	NON

IV. PROCÉDURE D'EXAMEN					
1. Examen d'office					
Pays/office régional	A. L'office de propriété industrielle examine-t-il d'office les demandes d'enregistrement de marque en ce qui concerne :				
	i) Les conditions de forme ?	ii) Les motifs absolus/les caractéristiques qui emportent intrinsèquement l'enregistrement ?	iii) Motifs relatifs de refus (droits antérieurs) ?	iv) Motifs de refus considérés globalement (sans distinguer les motifs relevant de B et de C) ?	v) Autres
Lituanie	OUI	OUI	NON		
Madagascar	OUI	NON	NON	OUI	
Malte	OUI	OUI	OUI	OUI	
Maroc	OUI	NON	NON	S.O.	S.O.
Maurice	OUI	OUI	OUI	OUI	
Mexique	OUI	OUI	OUI	OUI	
Monaco	OUI	OUI	NON	S.O.	
Norvège	OUI	OUI	OUI	OUI	
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Oman	OUI	OUI	OUI	OUI	
Pakistan	OUI	OUI	OUI	OUI	
Panama	OUI	OUI	OUI	S.O.	
Pérou	OUI	OUI	OUI	OUI	
Philippines	OUI	OUI	OUI	OUI	
Portugal					
Rép. Arabe syrienne	OUI	OUI	OUI	OUI	
Rép. De Corée	OUI	OUI	OUI	OUI	
Rép. De Moldova	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Rép. Tchèque.	OUI	OUI	OUI	OUI	
Roumanie	OUI	OUI	OUI	NON	
Royaume-Uni	OUI	OUI	OUI	NON	
Sainte-Lucie	OUI	OUI	OUI	OUI	
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	OUI			NON	
Singapour	OUI	OUI	OUI		
Slovaquie	OUI	OUI	OUI	NON	
Slovénie	OUI	OUI	NON	S.O.	
Soudan	OUI	OUI	OUI	NON	
Sri Lanka	OUI	OUI	OUI	S.O.	
Suède	OUI	OUI	OUI	OUI	
Suisse	OUI	OUI	NON	NON	
Swaziland	OUI	OUI	OUI	S.O.	
Thaïlande	OUI	OUI	OUI	OUI	
Trinité-et-Tobago	OUI	OUI	OUI	OUI	
Tunisie	OUI	OUI	NON	NON	
Turquie	OUI	OUI	OUI	OUI	
Ukraine	OUI	OUI	OUI	OUI	
Uruguay	OUI	OUI	OUI		
Zambie	OUI	OUI	OUI	OUI	
BBM	OUI	OUI	NON		
CE	OUI	OUI	NON	NON	
OAPI	OUI	OUI	NON		

A. v) Autres :

Certaines réponses font état de conditions de forme particulières, telles que la possibilité de représentation graphique, ainsi que de certains motifs de refus absolus ou relatifs.

IV. PROCÉDURE D'EXAMEN				
1. Examen d'office				
Pays/office régional	B. L'office de propriété industrielle publie-t-il les demandes ?	C. L'examen d'office quant au fond intervient-il :		
		i) avant la publication de la demande ?	ii) après la publication de la demande ?	iii) avant la publication de l'enregistrement ?
Afrique du Sud	OUI	OUI	NON	S.O.
Algérie	NON	OUI		
Allemagne	OUI		OUI	OUI
Argentine	OUI	NON	OUI	OUI
Arménie	NON	NON	NON	OUI
Australie	OUI	NON	OUI	S.O.
Autriche	NON			OUI
Bangladesh		OUI	NON	
Bélarus	NON			OUI
Brésil	OUI	NON	OUI	NON
Bulgarie	NON			OUI
Canada	OUI	OUI	S.O.	S.O.
Chili	OUI	OUI	OUI	NON
Chine	OUI	OUI		NON
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	OUI	NON	NON
Colombie	OUI	NON	OUI	NON
Costa Rica	NON			
Croatie	OUI	OUI	NON	OUI
Danemark		OUI	S.O.	
Dominique				
El Salvador	OUI	OUI	NON	NON
Équateur	OUI	NON	OUI	NON
Espagne	OUI		OUI	
Estonie	OUI	OUI	NON	NON
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	OUI	OUI	NON	NON
Fédération de Russie	NON			OUI
Finlande	NON			OUI
France	OUI	OUI	OUI	OUI
Géorgie	OUI	OUI	NON	OUI
Hongrie	NON	S.O.	S.O.	OUI
Indonésie	OUI	OUI	OUI	OUI
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	OUI	NON	OUI
Irlande	OUI	OUI	NON	S.O.
Israël	OUI	OUI	NON	NON
Italie	OUI			OUI
Jamaïque	NON	OUI	OUI	S.O.
Japon	NON			OUI
Kirghizistan	NON	NON	NON	OUI
Lituanie	NON	OUI		
Madagascar	NON			OUI
Malte	OUI			OUI
Maroc	OUI			
Maurice	OUI	OUI	NON	NON
Mexique	NON	S.O.	NON	OUI

IV. PROCÉDURE D'EXAMEN				
1. Examen d'office				
Pays/office régional	B. L'office de propriété industrielle publie-t-il les demandes ?	C. L'examen d'office quant au fond intervient-il :		
		i) avant la publication de la demande ?	ii) après la publication de la demande ?	iii) avant la publication de l'enregistrement ?
Monaco				OUI
Norvège	NON	OUI	S.O.	OUI
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI	NON	NON
Oman	OUI	OUI	NON	NON
Pakistan	OUI	OUI	OUI	OUI
Panama	OUI	OUI		
Pérou	OUI	NON	OUI	NON
Philippines		OUI	NON	OUI
Portugal	OUI	NON	OUI	OUI
Rép. Arabe syrienne		OUI	NON	NON
Rép. De Corée	OUI	OUI	OUI	OUI
Rép. De Moldova	OUI	OUI	NON	OUI
Rép. Tchèque.	OUI	OUI	NON	NON
Roumanie	OUI			OUI
Royaume-Uni	OUI	OUI	NON	S.O.
Sainte-Lucie		OUI	NON	NON
Saint-Vincent-et-les-Grenadines		NON	OUI	OUI
Singapour	OUI			
Slovaquie	OUI	OUI	OUI	OUI
Slovénie	OUI	OUI	NON	NON
Soudan		OUI	NON	NON
Sri Lanka			S.O.	S.O.
Suède		NON	NON	
Suisse	NON			OUI
Swaziland			OUI	OUI
Thaïlande		OUI		OUI
Trinité-et-Tobago		OUI	NON	S.O.
Tunisie	OUI	OUI	NON	NON
Turquie		OUI	NON	NON
Ukraine	NON			OUI
Uruguay	OUI	NON	OUI	S.O.
Zambie	NON	OUI	NON	NON
BBM	OUI	NON	OUI	OUI
CE	OUI	OUI	OUI	OUI
OAPI	NON			

B. Dans l'affirmative, quels sont les effets juridiques de la publication ?

La plupart des réponses indiquent que la publication de la demande marque le début du délai au cours duquel des oppositions peuvent être formées ou des observations, présentées. Une réponse signale que les possibilités de modification de la demande offertes au déposant sont très limitées. Même si la demande contient des erreurs imputables au déposant ou à son agent, celles-ci ne peuvent être corrigées si les corrections ont pour effet d'étendre la portée des droits découlant de la demande ou si elles en modifient substantiellement la teneur.

IV. PROCÉDURE D'EXAMEN

2. Motifs absolus de refus

Si la demande est examinée en vue de déterminer si elle remplit les conditions fixées par la loi, quels sont, selon votre législation, les motifs absolus de refus ?

Pays/ office régional	A. Signes qui ne permettent pas la distinction	B. Signes qui ne répondent pas à d'autres éléments de la définition d'une marque	C. Signes dépourvus de tout caractère distinctif
Afrique du Sud	OUI	OUI	OUI
Algérie	OUI	OUI	OUI
Allemagne	OUI	OUI	OUI
Argentine	OUI	S.O.	OUI
Arménie	OUI	OUI	OUI
Australie	OUI	OUI	OUI
Autriche	OUI	OUI	OUI
Bangladesh			OUI
Bélarus	OUI	OUI	OUI
Brésil	OUI	OUI	OUI
Bulgarie	OUI	OUI	OUI
Canada	NON	OUI	NON
Chili	OUI	OUI	OUI
Chine	OUI	OUI	OUI
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	OUI	OUI
Colombie	OUI	OUI	OUI
Costa Rica	OUI	NON	OUI
Croatie	OUI	OUI	OUI
Danemark	OUI	OUI	OUI
Dominique			
El Salvador	NON	OUI	OUI
Équateur	OUI	OUI	OUI
Espagne	OUI	OUI	OUI
Estonie	OUI	OUI	OUI
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	OUI	OUI	OUI
Fédération de Russie	OUI	OUI	OUI
Finlande	OUI	OUI	OUI
France	OUI	OUI	NON
Géorgie	OUI	OUI	OUI
Hongrie	OUI	OUI	OUI
Indonésie	OUI	OUI	OUI
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	OUI	OUI
Irlande	OUI	OUI	OUI
Israël	OUI	OUI	OUI
Italie	OUI	OUI	OUI
Jamaïque	OUI	OUI	OUI
Japon	OUI	OUI	OUI
Kirghizistan	OUI	OUI	OUI
Lituanie	OUI	OUI	OUI
Madagascar			
Malte	OUI	OUI	OUI
Maroc	NON	NON	NON
Maurice	OUI	OUI	OUI
Mexique	OUI	OUI	OUI

IV. PROCÉDURE D'EXAMEN

2. Motifs absolus de refus

Si la demande est examinée en vue de déterminer si elle remplit les conditions fixées par la loi, quels sont, selon votre législation, les motifs absolus de refus ?

Pays/ office régional	A. Signes qui ne permettent pas la distinction	B. Signes qui ne répondent pas à d'autres éléments de la définition d'une marque	C. Signes dépourvus de tout caractère distinctif
Monaco	S.O.	OUI	OUI
Norvège	OUI	OUI	OUI
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI	OUI
Oman	OUI	OUI	OUI
Pakistan	OUI	OUI	OUI
Panama	S.O.	S.O.	OUI
Pérou	OUI	OUI	OUI
Philippines	OUI	OUI	OUI
Portugal	OUI	OUI	OUI
Rép. Arabe syrienne	OUI	OUI	OUI
Rép. De Corée	OUI	OUI	OUI
Rép. De Moldova	OUI	OUI	OUI
Rép. Tchèque.	OUI	OUI	OUI
Roumanie		OUI	OUI
Royaume-Uni	OUI	OUI	OUI
Sainte-Lucie	OUI	OUI	OUI
Saint-Vincent-et-les- Grenadines	OUI	OUI	S.O.
Singapour	OUI	OUI	OUI
Slovaquie	OUI	OUI	OUI
Slovénie	OUI	OUI	OUI
Soudan	OUI	S.O.	OUI
Sri Lanka	OUI	OUI	OUI
Suède		OUI	OUI
Suisse	OUI	OUI	OUI
Swaziland	OUI	OUI	OUI
Thaïlande	OUI	OUI	OUI
Trinité-et-Tobago	OUI	OUI	OUI
Tunisie	OUI	OUI	OUI
Turquie	OUI	OUI	OUI
Ukraine	OUI	NON	OUI
Uruguay	OUI	OUI	OUI
Zambie	OUI	OUI	OUI
BBM	OUI	OUI	OUI
CE	OUI	OUI	OUI
OAPI		OUI	OUI

IV. PROCÉDURE D'EXAMEN

2. Motifs absolus de refus

Si la demande est examinée en vue de déterminer si elle remplit les conditions fixées par la loi, quels sont, selon votre législation, les motifs absolus de refus ?

Pays/ office régional	D. Signes descriptifs	E. Signes devenus génériques	F. Termes génériques
Afrique du Sud	OUI	OUI	S.O.
Algérie	OUI	OUI	OUI
Allemagne	OUI	OUI	NON
Argentine	OUI	OUI	OUI
Arménie	OUI	OUI	OUI
Australie	OUI	NON	NON
Autriche	OUI	OUI	OUI
Bangladesh	OUI		NON
Bélarus	OUI	OUI	OUI
Brésil	OUI	OUI	OUI
Bulgarie	OUI	OUI	OUI
Canada	OUI	OUI	OUI
Chili	OUI	OUI	OUI
Chine	OUI	OUI	S.O.
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	OUI	OUI
Colombie	OUI	OUI	OUI
Costa Rica	OUI	OUI	OUI
Croatie	OUI	OUI	OUI
Danemark	OUI	OUI	OUI
Dominique			
El Salvador	OUI	OUI	OUI
Équateur	OUI	OUI	OUI
Espagne	OUI	OUI	OUI
Estonie	OUI	OUI	OUI
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	OUI	OUI	OUI
Fédération de Russie	OUI	OUI	OUI
Finlande	OUI	OUI	OUI
France	OUI	OUI	OUI
Géorgie	OUI	OUI	OUI
Hongrie	OUI	OUI	OUI
Indonésie	OUI	OUI	OUI
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	OUI	
Irlande	OUI	OUI	OUI
Israël	OUI	OUI	OUI
Italie	OUI	OUI	OUI
Jamaïque	OUI	OUI	OUI
Japon	OUI	OUI	OUI
Kirghizistan	OUI	OUI	OUI
Lituanie			
Madagascar	OUI	OUI	OUI
Malte	OUI	OUI	OUI
Maroc	OUI	OUI	OUI
Maurice	OUI	OUI	OUI
Mexique	OUI	OUI	OUI
Monaco	NON	NON	NON

IV. PROCÉDURE D'EXAMEN 2. Motifs absolus de refus Si la demande est examinée en vue de déterminer si elle remplit les conditions fixées par la loi, quels sont, selon votre législation, les motifs absolus de refus ?			
Pays/ office régional	D. Signes descriptifs	E. Signes devenus génériques	F. Termes génériques
Norvège	OUI	OUI	OUI
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI	OUI
Oman	OUI	OUI	OUI
Pakistan	OUI	OUI	OUI
Panama	OUI	OUI	OUI
Pérou	OUI	OUI	OUI
Philippines	OUI	OUI	OUI
Portugal	OUI	OUI	OUI
Rép. Arabe syrienne	OUI	OUI	OUI
Rép. De Corée	OUI	OUI	OUI
Rép. De Moldova	OUI	OUI	OUI
Rép. Tchèque.	OUI	OUI	OUI
Roumanie	OUI	OUI	OUI
Royaume-Uni	OUI	OUI	OUI
Sainte-Lucie	S.O.	NON	S.O.
Saint-Vincent-et-les- Grenadines	OUI	OUI	OUI
Singapour	OUI	OUI	OUI
Slovaquie	OUI	OUI	OUI
Slovénie	OUI	OUI	OUI
Soudan	NON	NON	NON
Sri Lanka			
Suède	OUI	OUI	OUI
Suisse	OUI	OUI	OUI
Swaziland	OUI	OUI	
Thaïlande	OUI	OUI	OUI
Trinité-et-Tobago			
Tunisie	OUI	OUI	OUI
Turquie			
Ukraine	OUI	OUI	OUI
Uruguay	OUI	OUI	OUI
Zambie	NON	OUI	
BBM	OUI	OUI	S.O.
CE	OUI	OUI	S.O.
OAPI	OUI	OUI	S.O.

F. Dans l'affirmative, prière de préciser le sens du mot "générique" :

La majorité des réponses indique que les termes génériques sont examinés au regard des produits ou services visés dans la demande. La protection est refusée lorsque le terme générique donne une description de ces produits ou services.

IV. PROCÉDURE D'EXAMEN

2. Motifs absolus de refus

Si la demande est examinée en vue de déterminer si elle remplit les conditions fixées par la loi, quels sont, selon votre législation, les motifs absolus de refus ?

Pays/ office régional	G. Signes contraires aux bonnes mœurs ou à l'ordre public	H. Signes de nature à tromper le public	I. Signes contraires à l'article 6ter de la Convention de Paris	J. Signes bénéficiant d'une protection conférée par d'autres conventions internationales (Croix-Rouge, symboles olympiques...)
Afrique du Sud	OUI	OUI	OUI	OUI
Algérie	OUI	OUI	OUI	OUI
Allemagne	OUI	OUI	OUI	OUI
Argentine	NON	NON	NON	NON
Arménie	OUI	OUI	OUI	OUI
Australie	OUI	OUI	OUI	OUI
Autriche	OUI	OUI	OUI	OUI
Bangladesh	NON	NON	NON	NON
Bélarus	OUI	OUI	OUI	OUI
Brésil	OUI	OUI	OUI	OUI
Bulgarie	OUI	OUI	OUI	OUI
Canada	OUI	OUI	OUI	OUI
Chili	OUI	OUI	OUI	OUI
Chine	OUI	OUI	OUI	OUI
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	OUI	OUI	NON
Colombie	OUI	OUI	OUI	OUI
Costa Rica	OUI	OUI	OUI	OUI
Croatie	OUI	OUI	OUI	OUI
Danemark	OUI	OUI	OUI	OUI
El Salvador	OUI	OUI	OUI	OUI
Équateur	OUI	OUI	OUI	OUI
Espagne	OUI	OUI	OUI	OUI
Estonie	OUI	OUI	OUI	OUI
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	OUI	OUI	OUI	OUI
Fédération de Russie	OUI	OUI	OUI	OUI
Finlande	OUI	OUI	OUI	OUI
France	OUI	OUI	OUI	OUI
Géorgie	OUI	OUI	OUI	OUI
Hongrie	OUI	OUI	OUI	OUI
Indonésie	OUI	OUI	OUI	OUI
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	OUI	OUI	OUI
Irlande	OUI	OUI	OUI	OUI
Israël	OUI	OUI	OUI	OUI
Italie	OUI	OUI	OUI	OUI
Jamaïque	OUI	OUI	OUI	OUI
Japon	OUI	OUI	OUI	OUI
Kirghizistan	OUI	OUI	OUI	OUI
Lituanie	OUI	OUI	OUI	OUI
Madagascar				

IV. PROCÉDURE D'EXAMEN

2. Motifs absolus de refus

Si la demande est examinée en vue de déterminer si elle remplit les conditions fixées par la loi, quels sont, selon votre législation, les motifs absolus de refus ?

Pays/ office régional	G. Signes contraires aux bonnes mœurs ou à l'ordre public	H. Signes de nature à tromper le public	I. Signes contraires à l'article 6ter de la Convention de Paris	J. Signes bénéficiant d'une protection conférée par d'autres conventions internationales (Croix-Rouge, symboles olympiques...)
Malte	OUI	OUI	OUI	OUI
Maroc	OUI	NON	OUI	OUI
Maurice	OUI	OUI	OUI	OUI
Mexique	OUI	OUI	OUI	OUI
Monaco	OUI	OUI	OUI	NON
Norvège	OUI	OUI	OUI	OUI
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI	OUI	OUI
Oman	OUI	OUI	OUI	OUI
Pakistan	OUI	OUI	OUI	OUI
Panama	OUI	OUI	OUI	OUI
Pérou	OUI	OUI	OUI	
Philippines	OUI	OUI	OUI	OUI
Portugal	OUI	OUI	OUI	OUI
Rép. Arabe syrienne	OUI	OUI	OUI	OUI
Rép. De Corée	OUI	OUI	OUI	OUI
Rép. De Moldova	OUI	OUI	OUI	OUI
Rép. Tchèque.	OUI	OUI	OUI	OUI
Roumanie	OUI	OUI	OUI	OUI
Royaume-Uni	OUI	OUI	OUI	OUI
Sainte-Lucie	OUI	OUI	OUI	NON
Saint-Vincent-et-les- Grenadines	OUI	OUI	OUI	OUI
Singapour	OUI	OUI	OUI	OUI
Slovaquie	OUI	OUI	OUI	OUI
Slovénie	OUI	OUI	OUI	OUI
Soudan	OUI	OUI	OUI	OUI
Sri Lanka	OUI	OUI	OUI	OUI
Suède	OUI	OUI	OUI	OUI
Suisse	OUI	OUI	OUI	OUI
Swaziland	OUI	OUI	OUI	OUI
Thaïlande	OUI	OUI	OUI	OUI
Trinité-et-Tobago	OUI	OUI	OUI	OUI
Tunisie	OUI	OUI	OUI	OUI
Turquie	OUI	OUI	OUI	OUI
Ukraine	OUI	OUI	OUI	OUI
Uruguay	OUI	OUI	OUI	OUI
Zambie	OUI	OUI	OUI	OUI
BBM	OUI	OUI	OUI	S.O.
CE	OUI	OUI	OUI	NON
OAPI	OUI	OUI	OUI	OUI

IV. PROCÉDURE D'EXAMEN

2. Motifs absolus de refus

Si la demande est examinée en vue de déterminer si elle remplit les conditions fixées par la loi, quels sont, selon votre législation, les motifs absolus de refus ?

Pays/ office régional	K. Signes protégés par la législation nationale :			L. Marques notoires/célèbres/ réputées
	i) Emblèmes royaux	ii) Signes de peuples autochtones ou de communautés locales	iii) Autres	
Afrique du Sud	OUI	NON	S.O.	OUI
Algérie	OUI			OUI
Allemagne	NON	OUI		OUI
Argentine	NON	NON	NON	NON
Arménie	NON	NON	OUI	OUI
Australie	NON	NON	OUI	NON
Autriche	NON	NON	NON	NON
Bangladesh	NON	NON	S.O.	NON
Bélarus	NON	NON	OUI	NON
Brésil	OUI	NON	OUI	OUI
Bulgarie	NON	NON	NON	OUI
Canada	OUI	OUI	OUI	NON
Chili	OUI	OUI	OUI	OUI
Chine	NON	NON		OUI
Chine : Hong Kong (RAS)	S.O.	NON	OUI	NON
Colombie	OUI	OUI	OUI	OUI
Costa Rica	OUI	OUI	OUI	OUI
Croatie	NON	OUI	OUI	NON
Danemark	OUI	S.O.	OUI	NON
El Salvador	S.O.	OUI	OUI	OUI
Équateur	OUI	OUI	OUI	OUI
Espagne	OUI		OUI	
Estonie	NON	OUI	OUI	NON
États-Unis d'Amérique	NON	OUI	S.O.	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	OUI	OUI	OUI	NON
Fédération de Russie	NON	NON	NON	NON
Finlande		S.O.		NON
France	NON	NON	NON	NON
Géorgie	OUI	OUI	OUI	NON
Hongrie	OUI	NON	OUI	NON
Indonésie	OUI	OUI	NON	OUI
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	OUI		OUI
Irlande	OUI	NON	NON	NON
Israël	OUI	NON		OUI
Italie	NON	NON	OUI	NON
Jamaïque	OUI	OUI	OUI	OUI
Japon	OUI	S.O.	OUI	OUI
Kirghizistan	S.O.	S.O.	S.O.	NON
Lituanie	NON	NON	OUI	NON
Madagascar				
Malte	OUI			OUI

IV. PROCÉDURE D'EXAMEN

2. Motifs absolus de refus

Si la demande est examinée en vue de déterminer si elle remplit les conditions fixées par la loi, quels sont, selon votre législation, les motifs absolus de refus ?

Pays/ office régional	K. Signes protégés par la législation nationale :			L. Marques notoires/célèbres/ réputées
	i) Emblèmes royaux	ii) Signes de peuples autochtones ou de communautés locales	iii) Autres	
Maroc	OUI	NON		NON
Maurice	OUI			OUI
Mexique	OUI	OUI	OUI	OUI
Monaco	OUI	NON	NON	OUI
Norvège	OUI	S.O.	S.O.	NON
Nouvelle-Zélande	OUI	NON	OUI	OUI
Oman	OUI	OUI	OUI	OUI
Pakistan	OUI	NON		OUI
Panama	OUI	OUI		OUI
Pérou	NON	OUI	OUI	OUI
Philippines	OUI	S.O.	S.O.	NON
Portugal	NON	OUI	OUI	NON
Rép. Arabe syrienne	OUI	OUI	OUI	OUI
Rép. De Corée				OUI
Rép. De Moldova	OUI	OUI	S.O.	OUI
Rép. Tchèque.	OUI	NON	OUI	NON
Roumanie	NON	NON	NON	OUI
Royaume-Uni	OUI	NON	NON	NON
Sainte-Lucie	OUI	NON	S.O.	OUI
Saint-Vincent-et-les- Grenadines	OUI	S.O.	OUI	NON
Singapour	OUI	NON	S.O.	NON
Slovaquie	OUI	NON	OUI	NON
Slovénie			OUI	S.O.
Soudan	OUI	OUI	OUI	OUI
Sri Lanka	OUI	OUI	OUI	OUI
Suède	OUI	NON	OUI	NON
Suisse	NON	NON	OUI	NON
Swaziland	OUI	S.O.		OUI
Thaïlande	OUI	OUI	OUI	OUI
Trinité-et-Tobago	OUI	NON	NON	OUI
Tunisie	OUI	NON	NON	NON
Turquie	OUI	OUI	OUI	OUI
Ukraine	NON	NON	NON	OUI
Uruguay	OUI	OUI		OUI
Zambie	OUI	S.O.	S.O.	S.O.
BBM	S.O.	S.O.	S.O.	NON
CE	NON	NON	NON	NON
OAPI	NON	NON	NON	NON

IV. PROCÉDURE D'EXAMEN

2. Motifs absolus de refus

Si la demande est examinée en vue de déterminer si elle remplit les conditions fixées par la loi, quels sont, selon votre législation, les motifs absolus de refus ?

Pays/ office régional	M. Appellations d'origine, indications géographiques protégées	N. Noms commerciaux/ signes distinctifs d'entreprises	O. Noms de personnes célèbres	P. Mots ou expressions étrangers	Q. Autres
Afrique du Sud	NON	NON	NON	NON	
Algérie	OUI	OUI	OUI	S.O.	
Allemagne	OUI	NON	NON	NON	OUI
Argentine	NON	NON	NON	NON	
Arménie	OUI	OUI	OUI	OUI	
Australie	OUI	NON	N O	NON	
Autriche	OUI	NON	NON	NON	
Bangladesh	NON	NON	NON	OUI	
Bélarus	NON	NON	NON	NON	
Brésil	OUI	OUI	OUI	OUI	NON
Bulgarie	OUI	NON	OUI	OUI	
Canada	OUI	NON	NON	NON	
Chili	OUI	OUI	OUI	NON	
Chine	OUI	S.O.	OUI	OUI	
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	S.O.	OUI	OUI	
Colombie	OUI	OUI	OUI	NON	
Costa Rica	OUI	OUI	OUI	NON	
Croatie	NON	NON	NON	NON	NON
Danemark	S.O.	NON	NON	S.O.	
Dominique					
El Salvador	OUI	OUI	OUI	NON	OUI
Équateur	OUI	OUI	OUI	NON	
Espagne	OUI				
Estonie	OUI	NON	NON	NON	OUI
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI	OUI	
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	OUI	NON	OUI	NON	
Fédération de Russie		NON	NON	NON	
Finlande	OUI				
France	OUI	NON	NON	NON	
Géorgie	NON	NON	NON	NON	OUI
Hongrie	NON	NON	NON	NON	
Indonésie	OUI	OUI	OUI	OUI	
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	OUI	OUI	NON	
Irlande	OUI	NON	NON	NON	NON
Israël	OUI	OUI	OUI	NON	
Italie	OUI	NON	OUI	OUI	
Jamaïque	OUI	OUI	OUI	OUI	S.O.
Japon	OUI	S.O.	OUI	S.O.	OUI
Kirghizistan	OUI	NON	NON	NON	
Lituanie	S.O.	NON	NON	S.O.	
Madagascar					
Malte	OUI	NON	NON	NON	
Maroc	NON	NON	NON	S.O.	

IV. PROCÉDURE D'EXAMEN

2. Motifs absolus de refus

Si la demande est examinée en vue de déterminer si elle remplit les conditions fixées par la loi, quels sont, selon votre législation, les motifs absolus de refus ?

Pays/ office régional	M. Appellations d'origine, indications géographiques protégées	N. Noms commerciaux/ signes distinctifs d'entreprises	O. Noms de personnes célèbres	P. Mots ou expressions étrangers	Q. Autres
Maurice	OUI	OUI	OUI	OUI	
Mexique	OUI	NON	OUI	NON	OUI
Monaco	OUI	NON	NON	NON	
Norvège	OUI	NON	NON	OUI	OUI
Nouvelle-Zélande	OUI	NON	OUI	NON	OUI
Oman	OUI	OUI	OUI	NON	
Pakistan	OUI	OUI	NON	NON	
Panama	OUI	OUI	OUI	NON	
Pérou	OUI	OUI	OUI	NON	
Philippines	OUI	NON	OUI	NON	
Portugal	NON	NON	NON	NON	OUI
Rép. Arabe syrienne	OUI	OUI	OUI	NON	
Rép. De Corée	OUI	NON	OUI	NON	
Rép. De Moldova	OUI	NON	OUI	NON	
Rép. Tchèque.	OUI	NON	NON	NON	OUI
Roumanie	OUI	OUI	OUI	OUI	
Royaume-Uni	OUI	NON	NON	NON	
Sainte-Lucie	OUI	NON	OUI	OUI	
Saint-Vincent-et-les- Grenadines	NON	NON	NON	NON	
Singapour	OUI	NON	NON	NON	
Slovaquie	NON	NON	NON	NON	
Slovénie	OUI	S.O.			
Soudan	OUI	NON	NON	NON	
Sri Lanka	OUI	OUI	OUI	OUI	
Suède	OUI	NON	NON	NON	
Suisse	OUI	NON	OUI	OUI	
Swaziland	S.O.	OUI	OUI	OUI	
Thaïlande	OUI	OUI	OUI	NON	
Trinité-et-Tobago	OUI	NON	NON	NON	
Tunisie	NON	NON	NON	NON	
Turquie	OUI	NON	NON	NON	
Ukraine	OUI	OUI	OUI	NON	
Uruguay	OUI	NON	NON	OUI	
Zambie	S.O.	NON	NON	NON	
BBM	OUI	NON	NON	NON	
CE	OUI	NON	NON	NON	OUI
OAPI	NON	NON	NON	NON	

Q. Autres :

Une réponse indique qu'un signe ne doit pas être protégé si la demande d'enregistrement est présentée de mauvaise foi. Un signe ne doit pas non plus être protégé s'il est constitué de symboles étroitement liés à la foi religieuse ou à d'autres croyances. Les dénominations variétales et les dénominations communes internationales (DCI) pour les substances pharmaceutiques constituent aussi un motif absolu de refus. Une réponse cite des marques constituées exclusivement d'un signe désignant, d'une manière courante, un patronyme courant ou le nom d'une entité juridique, des marques comportant un signe identique ou similaire à un prix décerné lors d'une exposition organisée par le gouvernement ou une collectivité locale ou lors d'une exposition organisée non pas par le gouvernement mais par le Commissaire de l'office des brevets, ou encore lors d'une exposition internationale organisée à l'étranger par le gouvernement ou une personne autorisée à cet effet et les marques identiques ou similaires à une marque célèbre désignant un organisme public à but non lucratif.

IV. PROCÉDURE D'EXAMEN

2. Motifs absolus de refus

Si la demande est examinée en vue de déterminer si elle remplit les conditions fixées par la loi, quels sont, selon votre législation, les motifs absolus de refus ?

Pays/ office régional	R. L'examineur doit-il suivre les précédents ?		S. L'office de propriété industrielle prévoit-il le dépôt d'objections <i>ex parte</i> ?	T. Délai accordé au déposant pour répondre à des objections <i>ex parte</i> :	U. Des prorogations de délai sont-elles prévues pour permettre de répondre à des objections <i>ex parte</i> ?
	i) Décisions des tribunaux judiciaires ou administratifs	ii) Décisions d'autres examineurs			
Afrique du Sud	OUI	NON	OUI	3 mois	OUI
Algérie	S.O.	S.O.	NON		NON
Allemagne	NON	NON	S.O.		
Argentine	OUI	OUI	OUI	90 jours	OUI
Arménie	NON	NON	OUI	2 mois	OUI
Australie	OUI	NON	OUI	15 mois	OUI
Autriche	NON	NON	OUI	2 mois	OUI
Bangladesh				3 mois	OUI
Bélarus	NON	OUI			
Brésil	OUI	OUI	OUI	60 jours	OUI
Bulgarie	NON	NON	NON		
Canada	OUI	NON	NON		S.O.
Chili	OUI	OUI			NON
Chine	OUI	S.O.	NON		
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	S.O.	NON		
Colombie	OUI	OUI	OUI	30 jours	NON
Costa Rica	OUI	OUI	NON		
Croatie	NON	NON	OUI	15 jours	NON
Danemark	OUI	S.O.		4 ou 8 mois	OUI
Dominique					
El Salvador	OUI	OUI	OUI	2 mois	NON
Équateur	OUI	OUI	NON		
Espagne	OUI	NON	OUI	1 mois	OUI
Estonie	NON	OUI	S.O.		S.O.
États-Unis d'Amérique	OUI	NON	OUI	6 mois	OUI
ex-Rép. yougoslave de Macédoine	NON	NON	NON		
Fédération de Russie	NON	NON	NON		
Finlande	OUI	NON	S.O.		
France	OUI	NON	OUI	Aucune obligation de réponse	NON
Géorgie	NON	NON	OUI	2 mois	S.O.
Hongrie	NON	NON	OUI		S.O.
Indonésie	OUI	OUI	NON		
Iran (Rép. islam. d')	OUI	NON	OUI	60 jours	NON
Irlande	OUI	NON	OUI	3 mois	OUI
Israël	OUI	NON	OUI	3 mois	OUI
Italie	NON	NON	NON		
Jamaïque	OUI	OUI	OUI	3 mois	OUI

IV. PROCÉDURE D'EXAMEN

2. Motifs absolus de refus

Si la demande est examinée en vue de déterminer si elle remplit les conditions fixées par la loi, quels sont, selon votre législation, les motifs absolus de refus ?

Pays/ office régional	R. L'examineur doit-il suivre les précédents ?		S. L'office de propriété industrielle prévoit-il le dépôt d'objections <i>ex parte</i> ?	T. Délai accordé au déposant pour répondre à des objections <i>ex parte</i> :	U. Des prorogations de délai sont-elles prévues pour permettre de répondre à des objections <i>ex parte</i> ?
	i) Décisions des tribunaux judiciaires ou administratifs	ii) Décisions d'autres examineurs			
Japon	S.O.	S.O.			
Kirghizistan	S.O.	S.O.	OUI	2 mois	OUI
Lituanie	OUI	S.O.	OUI	3 à 5 mois	OUI
Madagascar					
Malte	NON	OUI	NON		
Maroc	S.O.	S.O.	NON		
Maurice	OUI	OUI	OUI		
Mexique	OUI	NON			
Monaco	OUI	OUI	NON		
Norvège	OUI	NON	OUI	3 mois	OUI
Nouvelle-Zélande	OUI	NON	NON	S.O.	S.O.
Oman	OUI	OUI	OUI	2 mois	NON
Pakistan					
Panama	OUI	NON	OUI	90 jours	NON
Pérou	NON	NON	OUI	30 days	NON
Philippines	OUI	NON	NON		
Portugal	OUI	NON	OUI		OUI
Rép. arabe syrienne	NON	NON	OUI		NON
Rép. de Corée	NON	NON	S.O.		S.O.
Rép. de Moldova	NON	NON	OUI	3 à 6 mois	OUI
Rép. Tchèque.	NON	NON	OUI	1 à 2 mois	OUI
Roumanie	NON	OUI	OUI	3 mois	OUI
Royaume-Uni	OUI	NON	OUI	3 mois	OUI
Sainte-Lucie	NON	NON	OUI	3 mois à 1 an	OUI
Saint-Vincent-et-les- Grenadines	OUI	OUI	OUI	3 mois	OUI
Singapour	S.O.	S.O.		2 mois	OUI
Slovaquie	OUI	OUI	OUI	2 mois	OUI
Slovénie	OUI	OUI	OUI		NON
Soudan	S.O.	S.O.	OUI	1 mois	OUI
Sri Lanka	OUI	NON	OUI	1 mois	OUI
Suède	OUI	NON			
Suisse	OUI	OUI	NON		
Swaziland	OUI	NON	OUI	3 mois	OUI
Thaïlande	OUI	NON	OUI	90 jours	NON
Trinité-et-Tobago	OUI		OUI	3 mois	OUI
Tunisie	NON	NON	OUI	45 jours	NON
Turquie	OUI	OUI	OUI	2 mois	NON
Ukraine	NON	NON	OUI		NON
Uruguay	NON	NON	OUI	30 jours	OUI

IV. PROCÉDURE D'EXAMEN 2. Motifs absolus de refus Si la demande est examinée en vue de déterminer si elle remplit les conditions fixées par la loi, quels sont, selon votre législation, les motifs absolus de refus ?					
Pays/ office régional	R. L'examineur doit-il suivre les précédents ?		S. L'office de propriété industrielle prévoit-il le dépôt d'objections <i>ex parte</i> ?	T. Délai accordé au déposant pour répondre à des objections <i>ex parte</i> :	U. Des prorogations de délai sont-elles prévues pour permettre de répondre à des objections <i>ex parte</i> ?
	i) Décisions des tribunaux judiciaires ou administratifs	ii) Décisions d'autres examinateurs			
Zambie	OUI	OUI	NON		
BBM	OUI	NON	NON		
CE	NON	NON	OUI	2 mois	OUI
OAPI	NON	NON		3 mois	OUI

R.i) Dans l'affirmative, prière d'indiquer les différences sur le plan pratique :

La plupart des réponses indiquent que les examinateurs fondent leurs décisions sur des décisions et interprétations judiciaires et administratives éprouvées.

R.ii) Dans l'affirmative, prière d'indiquer les conséquences sur le plan pratique :

La plupart des réponses indiquent que les examinateurs doivent tenir compte des précédents lorsqu'ils prennent leurs décisions. L'uniformité est jugée souhaitable mais n'est pas toujours appropriée. Les examinateurs appuient leurs décisions sur celles d'autres examinateurs lorsque ces décisions sont fondées sur des interprétations éprouvées.

IV. PROCÉDURE D'EXAMEN

3. Motifs relatifs (droits antérieurs)

Si la demande d'enregistrement de la marque est examinée d'office en vue de déterminer si elle est en conflit avec des droits antérieurs, qu'entend-on par droits antérieurs selon la législation en vigueur?

Pays/ office régional	A. Une marque identique enregistrée ou ayant fait l'objet d'une demande d'enregistrement par ou de la part d'une autre personne pour des produits ou des services identiques	B. Une marque identique enregistrée ou ayant fait l'objet d'une demande d'enregistrement par ou de la part d'une autre personne pour des produits ou des services similaires	C. Une marque similaire enregistrée ou ayant fait l'objet d'une demande d'enregistrement par ou de la part d'une autre personne pour des produits ou des services identiques	D. Une marque similaire enregistrée ou ayant fait l'objet d'une demande d'enregistrement par ou de la part d'une autre personne pour des produits ou des services similaires
Afrique du Sud	OUI	OUI	OUI	OUI
Algérie	OUI	OUI	OUI	OUI
Allemagne				
Argentine	OUI	NON	OUI	NON
Arménie	OUI	OUI	OUI	OUI
Australie	OUI	OUI	OUI	OUI
Autriche	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Bangladesh	NON	NON	NON	NON
Bélarus	OUI	OUI	OUI	OUI
Brésil	OUI	OUI	OUI	OUI
Bulgarie	OUI	OUI	OUI	OUI
Canada	OUI	OUI	OUI	OUI
Chili	OUI	OUI	OUI	OUI
Chine	OUI	OUI	OUI	OUI
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	OUI	OUI	OUI
Colombie	OUI	OUI	OUI	OUI
Costa Rica	OUI	NON	OUI	NON
Croatie	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Danemark	OUI	OUI	OUI	OUI
Dominique				
El Salvador	OUI	OUI	OUI	OUI
Équateur	OUI	OUI	OUI	OUI
Espagne				
Estonie	OUI	OUI	OUI	OUI
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine				
Fédération de Russie	OUI	OUI	OUI	OUI
Finlande	OUI	OUI	OUI	OUI
France				
Géorgie	OUI	OUI	OUI	OUI
Hongrie	OUI	OUI	OUI	OUI
Indonésie	OUI	OUI	OUI	OUI
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	OUI	OUI	OUI
Irlande	OUI	OUI	OUI	OUI
Israël	OUI	OUI	OUI	OUI
Italie				
Jamaïque	OUI	OUI	OUI	OUI

IV. PROCÉDURE D'EXAMEN

3. Motifs relatifs (droits antérieurs)

Si la demande d'enregistrement de la marque est examinée d'office en vue de déterminer si elle est en conflit avec des droits antérieurs, qu'entend-on par droits antérieurs selon la législation en vigueur?

Pays/ office régional	A. Une marque identique enregistrée ou ayant fait l'objet d'une demande d'enregistrement par ou de la part d'une autre personne pour des produits ou des services identiques	B. Une marque identique enregistrée ou ayant fait l'objet d'une demande d'enregistrement par ou de la part d'une autre personne pour des produits ou des services similaires	C. Une marque similaire enregistrée ou ayant fait l'objet d'une demande d'enregistrement par ou de la part d'une autre personne pour des produits ou des services identiques	D. Une marque similaire enregistrée ou ayant fait l'objet d'une demande d'enregistrement par ou de la part d'une autre personne pour des produits ou des services similaires
Japon	OUI	OUI	OUI	OUI
Kirghizistan	OUI	OUI	OUI	OUI
Lituanie	OUI	OUI	OUI	OUI
Madagascar				
Malte	OUI	OUI	OUI	OUI
Maroc	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Maurice	OUI	OUI	OUI	OUI
Mexique	OUI	OUI	OUI	OUI
Monaco	NON	NON	NON	NON
Norvège	OUI	OUI	OUI	OUI
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI	OUI	OUI
Oman	OUI	OUI	OUI	OUI
Pakistan	OUI	OUI	OUI	OUI
Panama	OUI	OUI	OUI	OUI
Pérou	OUI	OUI	OUI	OUI
Philippines	OUI	OUI	OUI	OUI
Portugal	OUI	OUI	OUI	OUI
Rép. Arabe syrienne	OUI	NON	OUI	NON
Rép. De Corée	OUI	OUI	OUI	OUI
Rép. De Moldova	OUI	NON	OUI	NON
Rép. Tchèque.	OUI	NON	OUI	NON
Roumanie	OUI	OUI	OUI	OUI
Royaume-Uni	OUI	OUI	OUI	OUI
Sainte-Lucie	OUI	OUI	OUI	OUI
Saint-Vincent-et-les- Grenadines	OUI	OUI	OUI	OUI
Singapour	OUI	OUI	OUI	OUI
Slovaquie	OUI	OUI	OUI	OUI
Slovénie				
Soudan	OUI	OUI	OUI	OUI
Sri Lanka	OUI	OUI	OUI	OUI
Suède	OUI	OUI	OUI	OUI
Suisse				
Swaziland	OUI	OUI	OUI	OUI
Thaïlande	OUI	OUI	OUI	OUI
Trinité-et-Tobago	OUI	OUI	OUI	OUI
Tunisie	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Turquie	OUI	OUI	OUI	OUI
Ukraine	OUI	OUI	OUI	OUI

IV. PROCÉDURE D'EXAMEN 3. Motifs relatifs (droits antérieurs) Si la demande d'enregistrement de la marque est examinée d'office en vue de déterminer si elle est en conflit avec des droits antérieurs, qu'entend-on par droits antérieurs selon la législation en vigueur?				
Pays/ office régional	A. Une marque identique enregistrée ou ayant fait l'objet d'une demande d'enregistrement par ou de la part d'une autre personne pour des produits ou des services identiques	B. Une marque identique enregistrée ou ayant fait l'objet d'une demande d'enregistrement par ou de la part d'une autre personne pour des produits ou des services similaires	C. Une marque similaire enregistrée ou ayant fait l'objet d'une demande d'enregistrement par ou de la part d'une autre personne pour des produits ou des services identiques	D. Une marque similaire enregistrée ou ayant fait l'objet d'une demande d'enregistrement par ou de la part d'une autre personne pour des produits ou des services similaires
Uruguay	OUI	OUI	OUI	OUI
Zambie	OUI	OUI	OUI	OUI
BBM				
CE				
OAPI	OUI	OUI	OUI	OUI

D. Prière d'indiquer si le risque de confusion est nécessaire dans tous les cas ou seulement dans les cas visés aux points B à D :

De nombreuses réponses indiquent que le risque de confusion est nécessaire uniquement dans les cas visés aux points B à D. Une minorité indique que le risque de confusion est nécessaire dans tous les cas.

IV. PROCÉDURE D'EXAMEN

3. Motifs relatifs (droits antérieurs)

Si la demande d'enregistrement de la marque est examinée d'office en vue de déterminer si elle est en conflit avec des droits antérieurs, qu'entend-on par droits antérieurs selon la législation en vigueur ?

Pays/ office régional	E. Une marque notoire	F. Signes de peuples autochtones ou de communautés locales	G. Noms commerciaux/ signes distinctifs d'entreprises (noms commerciaux, abréviations de noms commerciaux)	H. Appellations d'origine/ indications géographiques protégées
Afrique du Sud	OUI	NON	NON	NON
Algérie	OUI	S.O.		OUI
Allemagne				
Argentine	OUI	NON	OUI	OUI
Arménie	OUI	NON	OUI	OUI
Australie	NON	NON	NON	OUI
Autriche	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Bangladesh	NON	OUI	NON	NON
Bélarus	OUI	NON	OUI	OUI
Brésil	OUI	NON	NON	OUI
Bulgarie	OUI	NON	NON	OUI
Canada	NON	NON	NON	OUI
Chili	OUI	OUI	OUI	OUI
Chine	OUI	OUI	OUI	OUI
Chine : Hong Kong (RAS)	NON	NON	NON	NON
Colombie	OUI	OUI	OUI	OUI
Costa Rica	OUI	NON	OUI	OUI
Croatie	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Danemark	OUI	S.O.	OUI	S.O.
Dominique				
El Salvador	OUI	OUI	OUI	OUI
Équateur	OUI	OUI	OUI	OUI
Espagne				
Estonie	OUI	S.O.	OUI	OUI
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine				
Fédération de Russie	OUI	NON	OUI	OUI
Finlande	OUI		OUI	OUI
France				
Géorgie	OUI	NON	OUI	OUI
Hongrie	OUI	OUI	OUI	OUI
Indonésie	OUI	OUI	OUI	OUI
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	OUI	OUI	OUI
Irlande	NON	NON	NON	NON
Israël	OUI	NON	OUI	OUI
Italie				
Jamaïque	OUI	OUI	OUI	OUI
Japon	OUI	S.O.	S.O.	OUI
Kirghizistan	OUI	S.O.	OUI	OUI
Lituanie	OUI	OUI	OUI	OUI

IV. PROCÉDURE D'EXAMEN

3. Motifs relatifs (droits antérieurs)

Si la demande d'enregistrement de la marque est examinée d'office en vue de déterminer si elle est en conflit avec des droits antérieurs, qu'entend-on par droits antérieurs selon la législation en vigueur ?

Pays/ office régional	E. Une marque notoire	F. Signes de peuples autochtones ou de communautés locales	G. Noms commerciaux/ signes distinctifs d'entreprises (noms commerciaux, abréviations de noms commerciaux)	H. Appellations d'origine/ indications géographiques protégées
Madagascar				
Malte	OUI	S.O.	S.O.	S.O.
Maroc	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Maurice	OUI	OUI	OUI	OUI
Mexique	OUI	OUI	NON	OUI
Monaco	OUI	NON	NON	NON
Norvège	OUI	S.O.	OUI	OUI
Nouvelle-Zélande	NON	NON	OUI	NON
Oman	OUI	OUI	OUI	OUI
Pakistan	OUI	NON	OUI	NON
Panama	OUI	OUI		OUI
Pérou	OUI	OUI	OUI	OUI
Philippines	OUI	S.O.	OUI	OUI
Portugal	OUI	NON	OUI	OUI
Rép. Arabe syrienne	OUI	OUI	OUI	OUI
Rép. De Corée	OUI	S.O.	NON	OUI
Rép. De Moldova	OUI	OUI	NON	OUI
Rép. Tchèque.	NON	NON	NON	NON
Roumanie	OUI	NON	OUI	OUI
Royaume-Uni	NON	NON	NON	NON
Sainte-Lucie	OUI	NON	NON	OUI
Saint-Vincent-et-les- Grenadines	NON	NON	NON	NON
Singapour	OUI	NON	NON	NON
Slovaquie	NON	S.O.	NON	NON
Slovénie				
Soudan	OUI	NON	S.O.	S.O.
Sri Lanka	OUI	OUI	OUI	OUI
Suède	OUI	NON	OUI	OUI
Suisse				
Swaziland	OUI	OUI	OUI	OUI
Thaïlande	OUI	NON	OUI	NON
Trinité-et-Tobago	NON	NON	NON	OUI
Tunisie	NON	S.O.	NON	NON
Turquie	OUI	OUI	OUI	OUI
Ukraine	OUI	NON	OUI	OUI
Uruguay	OUI	OUI	OUI	NON
Zambie	S.O.	S.O.	NON	S.O.
BBM				
CE	NON	NON	OUI	OUI
OAPI	NON	NON	OUI	OUI

IV. PROCÉDURE D'EXAMEN

3. Motifs relatifs (droits antérieurs)

Si la demande d'enregistrement de la marque est examinée d'office en vue de déterminer si elle est en conflit avec des droits antérieurs, qu'entend-on par droits antérieurs selon la législation en vigueur ?

Pays/office régional	I. Dessins et modèles industriels	J. Droit d'auteur	K. Noms de personnes	L. Marques collectives, de garantie ou de certification	M. Marques non enregistrées	N. Autres
Afrique du Sud	NON	NON	NON	NON	NON	S.O.
Algérie	NON	OUI	OUI			
Allemagne						
Argentine	NON	NON	NON	OUI	NON	OUI
Arménie	OUI	OUI	NON	OUI	NON	
Australie	NON	NON	NON	OUI	NON	NON
Autriche	S.O.	S.O.	S.O.	OUI	NON	NON
Bangladesh		S.O.	OUI	S.O.	S.O.	S.O.
Bélarus	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Brésil	NON	NON	OUI	OUI	NON	OUI
Bulgarie	NON	NON	NON	OUI	NON	OUI
Canada	NON	NON	OUI	OUI	NON	OUI
Chili	NON	OUI	OUI	NON	OUI	
Chine	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	
Chine : Hong Kong (RAS)	NON	NON	NON	OUI	NON	NON
Colombie	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	S.O.
Costa Rica	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON
Croatie	S.O.	S.O.	S.O.	OUI	OUI	NON
Danemark	OUI	OUI	OUI	S.O.	NON	NON
Dominique				OUI	OUI	S.O.
El Salvador	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Équateur	OUI	OUI	OUI			
Espagne						
Estonie	OUI	OUI		OUI	OUI	OUI
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine						
Fédération de Russie	OUI	OUI	NON	OUI	NON	
Finlande	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	
France						
Géorgie	OUI	S.O.	OUI			
Hongrie	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Indonésie	S.O.	S.O.	OUI	OUI	NON	NON
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	OUI	OUI			
Irlande	NON	NON	NON	OUI	NON	NON
Israël	NON	NON	NON	OUI	NON	
Italie				OUI	OUI	
Jamaïque	OUI	OUI	OUI			
Japon	NON	NON	OUI	OUI	S.O.	OUI
Kirghizistan	OUI	OUI	NON	OUI	S.O.	OUI
Lituanie	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON
Madagascar				OUI	S.O.	S.O.
Malte	S.O.	S.O.	S.O.			
Maroc	S.O.	S.O.	S.O.	NON	NON	NON

IV. PROCÉDURE D'EXAMEN

3. Motifs relatifs (droits antérieurs)

Si la demande d'enregistrement de la marque est examinée d'office en vue de déterminer si elle est en conflit avec des droits antérieurs, qu'entend-on par droits antérieurs selon la législation en vigueur ?

Pays/office régional	I. Dessins et modèles industriels	J. Droit d'auteur	K. Noms de personnes	L. Marques collectives, de garantie ou de certification	M. Marques non enregistrées	N. Autres
Maurice	OUI	OUI	NON	S.O.	OUI	
Mexique	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	
Monaco	NON	NON	NON	OUI	NON	NON
Norvège	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	OUI
Nouvelle-Zélande	NON	NON	OUI		NON	S.O.
Oman	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON
Pakistan	NON	NON		OUI	OUI	OUI
Panama	OUI	OUI	OUI			
Pérou	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	
Philippines	NON	NON	OUI	OUI	S.O.	
Portugal	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	S.O.
Rép. Arabe syrienne	OUI	OUI	OUI			
Rép. De Corée	NON	NON	NON	OUI	OUI	NON
Rép. De Moldova	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	OUI
Rép. Tchèque.	NON	NON	NON	OUI	S.O.	S.O.
Roumanie	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	
Royaume-Uni	NON	NON	NON			
Sainte-Lucie	NON	NON	NON	OUI	NON	NON
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	NON	NON	NON	OUI	NON	S.O.
Singapour	NON	NON	NON	OUI	NON	NON
Slovaquie	NON	NON	NON	S.O.	NON	S.O.
Slovénie				NON	OUI	NON
Soudan	S.O.	S.O.	OUI	OUI	OUI	
Sri Lanka	OUI	OUI	OUI			
Suède	OUI	OUI	OUI	S.O.	S.O.	
Suisse						
Swaziland	OUI	OUI	OUI	S.O.	S.O.	OUI
Thaïlande	NON	NON	NON	NON	NON	NON
Trinité-et-Tobago	NON	NON	OUI	OUI	NON	
Tunisie	NON	NON	NON	OUI	NON	NON
Turquie	OUI	OUI	OUI	S.O.	S.O.	NON
Ukraine	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	S.O.
Uruguay	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Zambie	S.O.	S.O.	S.O.	OUI	NON	OUI
BBM				OUI	NON	
CE	OUI	OUI	NON			
OAPI	OUI	OUI	NON	NON	NON	S.O.

N. Dans l'affirmative, veuillez les énumérer :

Ont notamment été cités les marques de composition, les noms commerciaux, les brevets de dessins ou modèles et les noms et représentations de monuments historiques. Une réponse fait état des éléments suivants : désignations or sigles d'entités ou d'organismes publics, lorsque l'enregistrement n'est pas exigé par ces entités ou organismes ; noms, prix ou symboles de manifestations officielles ou officiellement reconnues dans les domaines sportif, artistique, culturel, social, politique, économique ou technique ou imitations susceptibles de prêter à confusion, sauf lorsqu'elles sont autorisées par l'autorité compétente ou l'entité parrainant la manifestation ; reproductions ou imitations de titres, bons, pièces ou billets de banque de l'Union, des États, du district fédéral, des territoires, des municipalités ou de tout pays ; signes qui imitent ou reproduisent, en totalité ou en partie, une marque dont le déposant ne pouvait ignorer l'existence compte tenu de ses activités et dont le propriétaire a son siège ou son domicile sur le territoire national, si la marque est censée distinguer un produit ou un service identique, similaire ou lié à la marque de cette personne, ou susceptible de prêter à confusion avec celle-ci ; le nom et les signes d'entités sportives et le nom ou surnom des athlètes.

Une autre réponse fait état des motifs relatifs de refus suivants : marques contenant le portrait d'une autre personne ou le nom, le pseudonyme connu, le nom professionnel ou le nom de plume d'une autre personne ou l'abréviation connue de celui-ci (sauf si la personne concernée a donné son consentement) ; marques identiques à une marque défensive enregistrée par un tiers et qui sont utilisées sur des produits ou services couverts par l'enregistrement défensif ; ou marques identiques à la marque d'un tiers avant l'expiration d'un délai d'un an à compter de l'expiration du droit sur la marque, ou identiques à une marque similaire à une telle marque, et qui sont utilisées en relation avec des produits ou services couverts par le droit sur la marque ou avec des produits ou services similaires.

IV. PROCÉDURE D'EXAMEN 3. Motifs relatifs (droits antérieurs) Si la demande d'enregistrement de la marque est examinée d'office en vue de déterminer si elle est en conflit avec des droits antérieurs, qu'entend-on par droits antérieurs selon la législation en vigueur ?			
Pays/ office régional	O. Date d'enregistrement		
	i) Date de dépôt de la demande	ii) Date de remise du certificat d'enregistrement	iii) Autres
Afrique du Sud	OUI	NON	
Algérie	OUI	NON	
Allemagne			
Argentine	NON	OUI	
Arménie	NON	NON	OUI
Australie	OUI	NON	
Autriche	OUI	S.O.	
Bangladesh	OUI	OUI	
Bélarus	NON	NON	OUI
Brésil	NON	OUI	
Bulgarie	NON	NON	OUI
Canada	NON	OUI	
Chili		OUI	
Chine	OUI	NON	
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	NON	
Colombie	NON	OUI	
Costa Rica	OUI	OUI	
Croatie	OUI	NON	
Danemark	NON	NON	OUI
Dominique			
El Salvador	OUI	OUI	
Équateur	OUI	OUI	
Espagne			
Estonie	OUI	NON	
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine			
Fédération de Russie	NON	NON	
Finlande	OUI	NON	
France			
Géorgie	NON	NON	OUI
Hongrie	NON	NON	
Indonésie	OUI	NON	
Iran (Rép. Islam. D')	OUI		
Irlande	OUI	NON	
Israël	OUI	NON	
Italie			
Jamaïque	OUI	NON	S.O.
Japon	NON	NON	OUI
Kirghizistan	OUI	NON	OUI
Lituanie	NON	NON	OUI
Madagascar	NON	NON	OUI
Malte	OUI	NON	
Maroc	OUI	NON	

IV. PROCÉDURE D'EXAMEN 3. Motifs relatifs (droits antérieurs) Si la demande d'enregistrement de la marque est examinée d'office en vue de déterminer si elle est en conflit avec des droits antérieurs, qu'entend-on par droits antérieurs selon la législation en vigueur ?			
Pays/ office régional	O. Date d'enregistrement		
	i) Date de dépôt de la demande	ii) Date de remise du certificat d'enregistrement	iii) Autres
Maurice	OUI	NON	
Mexique	OUI	NON	
Monaco	NON	NON	
Norvège	OUI	NON	OUI
Nouvelle-Zélande	OUI	NON	OUI
Oman	NON	NON	
Pakistan			
Panama	OUI		
Pérou			
Philippines	OUI	OUI	
Portugal	NON	OUI	OUI
Rép. Arabe syrienne	OUI	NON	
Rép. De Corée	NON	OUI	
Rép. De Moldova	OUI	NON	
Rép. Tchèque.	OUI	NON	
Roumanie	OUI	NON	
Royaume-Uni	OUI	NON	
Sainte-Lucie		OUI	
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	OUI	NON	
Singapour	OUI	NON	
Slovaquie	OUI	NON	
Slovénie	NON	OUI	
Soudan	OUI	NON	
Sri Lanka	OUI		
Suède	OUI	NON	
Suisse			
Swaziland	NON	OUI	OUI
Thaïlande	OUI	NON	
Trinité-et-Tobago	OUI	NON	
Tunisie			
Turquie	OUI	NON	
Ukraine	OUI		
Uruguay	OUI	NON	OUI
Zambie	OUI	NON	
BBM			
CE	NON	NON	OUI
OAPI	OUI		

O.iii) Autres :

Certaines réponses indiquent que la date d'enregistrement est la date de l'inscription au registre. D'autres indiquent que la date d'enregistrement est la date à laquelle l'office a annoncé la décision d'enregistrement.

IV. PROCÉDURE D'EXAMEN 3. Motifs relatifs (droits antérieurs) Si la demande d'enregistrement de la marque est examinée d'office en vue de déterminer si elle est en conflit avec des droits antérieurs, qu'entend-on par droits antérieurs selon la législation en vigueur ?				
Pays/office régional	P. Preuve du caractère distinctif acquis		Q. Motifs de refus fondés sur des irrégularités dans le classement	
	i) Certaines marques sont-elles susceptibles d'être enregistrées uniquement s'il est prouvé qu'elles ont acquis un caractère distinctif ?	ii) Dans le cas de marques complexes comportant des mots ou des éléments non distinctifs, peut-il être demandé au déposant d'exclure ces mots ou éléments de la marque ?	i) La demande peut-elle être refusée si un terme figurant dans la liste des produits et services est trop vague ?	ii) L'office de propriété industrielle procède-t-il au reclassement de la liste des produits et services ?
Afrique du Sud	OUI	OUI	NON	NON
Algérie	NON	OUI	NON	OUI
Allemagne	OUI	NON	OUI	OUI
Argentine	OUI	OUI	OUI	NON
Arménie	NON	OUI	NON	
Australie	OUI	NON	OUI	OUI
Autriche	OUI	S.O.	OUI	OUI
Bangladesh	OUI	OUI		
Bélarus	NON	OUI	NON	OUI
Brésil	NON	NON	NON	OUI
Bulgarie	OUI	OUI	NON	OUI
Canada	OUI	OUI	OUI	NON
Chili	NON	NON	NON	NON
Chine	OUI	NON	OUI	OUI
Chine : Hong Kong (RAS)	NON	NON	OUI	OUI
Colombie	OUI	NON	NON	NON
Costa Rica	S.O.	NON	NON	NON
Croatie	OUI	NON	OUI	OUI
Danemark	OUI	OUI		
Dominique				
El Salvador	NON		NON	OUI
Équateur	OUI	OUI	OUI	NON
Espagne			OUI	OUI
Estonie	OUI	OUI	NON	OUI
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	NON	NON	NON	OUI
Fédération de Russie	OUI	NON	NON	OUI
Finlande	OUI	OUI	OUI	
France				
Géorgie	S.O.	OUI	NON	OUI
Hongrie	OUI	NON	OUI	OUI
Indonésie	NON	NON	NON	OUI
Iran (Rép. Islam. D')	NON	OUI	OUI	OUI
Irlande	NON	NON	OUI	OUI
Israël	OUI	OUI	OUI	OUI

IV. PROCÉDURE D'EXAMEN 3. Motifs relatifs (droits antérieurs) Si la demande d'enregistrement de la marque est examinée d'office en vue de déterminer si elle est en conflit avec des droits antérieurs, qu'entend-on par droits antérieurs selon la législation en vigueur ?				
Pays/office régional	P. Preuve du caractère distinctif acquis		Q. Motifs de refus fondés sur des irrégularités dans le classement	
	i) Certaines marques sont-elles susceptibles d'être enregistrées uniquement s'il est prouvé qu'elles ont acquis un caractère distinctif ?	ii) Dans le cas de marques complexes comportant des mots ou des éléments non distinctifs, peut-il être demandé au déposant d'exclure ces mots ou éléments de la marque ?	i) La demande peut-elle être refusée si un terme figurant dans la liste des produits et services est trop vague ?	ii) L'office de propriété industrielle procède-t-il au reclassement de la liste des produits et services ?
Italie				
Jamaïque	OUI	NON	OUI	OUI
Japon	OUI	NON	OUI	OUI
Kirghizistan	S.O.	OUI	NON	OUI
Lituanie	OUI	OUI	NON	OUI
Madagascar	NON	NON	NON	OUI
Malte	OUI	OUI	NON	OUI
Maroc	NON	NON	NON	OUI
Maurice	NON	OUI		OUI
Mexique	NON	NON	NON	NON
Monaco	NON	OUI	OUI	OUI
Norvège	OUI	OUI	OUI	OUI
Nouvelle-Zélande	OUI	NON	OUI	OUI
Oman	OUI	OUI	OUI	OUI
Pakistan		OUI	OUI	
Panama	NON	OUI	NON	NON
Pérou	OUI	OUI	NON	OUI
Philippines	OUI	OUI	NON	OUI
Portugal	OUI	NON	OUI	OUI
Rép. Arabe syrienne	OUI	NON	NON	OUI
Rép. De Corée	OUI	NON	OUI	OUI
Rép. De Moldova	OUI	OUI	NON	NON
Rép. Tchèque.	OUI	OUI	OUI	OUI
Roumanie	NON	OUI	OUI	OUI
Royaume-Uni	NON	NON	OUI	OUI
Sainte-Lucie	OUI	OUI	NON	OUI
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	OUI	OUI	NON	OUI
Singapour	OUI	NON		
Slovaquie	OUI	NON	OUI	OUI
Slovénie	S.O.	NON	NON	OUI
Soudan	S.O.	OUI	OUI	OUI
Sri Lanka	OUI	OUI	OUI	OUI
Suède	OUI	OUI		
Suisse			OUI	OUI
Swaziland	OUI	OUI	NON	OUI
Thaïlande	OUI	OUI	OUI	S.O.

IV. PROCÉDURE D'EXAMEN 3. Motifs relatifs (droits antérieurs) Si la demande d'enregistrement de la marque est examinée d'office en vue de déterminer si elle est en conflit avec des droits antérieurs, qu'entend-on par droits antérieurs selon la législation en vigueur ?				
Pays/office régional	P. Preuve du caractère distinctif acquis		Q. Motifs de refus fondés sur des irrégularités dans le classement	
	i) Certaines marques sont-elles susceptibles d'être enregistrées uniquement s'il est prouvé qu'elles ont acquis un caractère distinctif ?	ii) Dans le cas de marques complexes comportant des mots ou des éléments non distinctifs, peut-il être demandé au déposant d'exclure ces mots ou éléments de la marque ?	i) La demande peut-elle être refusée si un terme figurant dans la liste des produits et services est trop vague ?	ii) L'office de propriété industrielle procède-t-il au reclassement de la liste des produits et services ?
Trinité-et-Tobago	OUI	OUI	OUI	OUI
Tunisie	NON	NON	NON	NON
Turquie	NON	NON	NON	NON
Ukraine	OUI	NON	OUI	OUI
Uruguay	OUI	NON	NON	NON
Zambie	OUI	OUI	OUI	NON
BBM				
CE	OUI	OUI	OUI	OUI
OAPI	NON	NON		

P.i) Dans l'affirmative, veuillez les énumérer :

La plupart des réponses indiquent d'une manière très générale que les marques constituées entièrement d'un signe habituellement utilisé pour indiquer la nature, la qualité, la quantité, l'utilisation, la valeur, la provenance géographique ou d'autres caractéristiques des produits ou des services, ou le moment de la production des produits ou de la prestation des services, ne sont enregistrées que sous réserve de la preuve de l'acquisition du caractère distinctif. Toutefois, une réponse indique que les marques constituées d'une seule couleur et celles constituées uniquement de chiffres ne peuvent être enregistrées que si l'acquisition du caractère distinctif est prouvée.

P.i) Dans l'affirmative, quels sont les critères utilisés pour prouver l'acquisition du caractère distinctif ?

De nombreuses réponses soulignent que le public doit reconnaître le signe en tant que marque d'une entreprise, mais il existe de nombreux moyens de prouver l'acquisition du caractère distinctif, tels que les résultats d'enquêtes d'opinion. Selon certaines réponses, il faut prouver que la marque permettait de distinguer les produits ou services à la date de la demande d'enregistrement. Une réponse fait état de l'usage exclusif et ininterrompu pendant cinq ans et de la titularité d'un enregistrement de la même marque pour des produits ou services apparentés ou de preuves de la perception d'un caractère distinctif par le public.

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION 1. Systèmes d'opposition A. Le système d'enregistrement en vigueur prévoit-il la possibilité de former une opposition <i>ex parte</i> ? (Dans la négative, prière de passer à la partie VI)				
Pays/office régional	A. Le système d'enregistrement en vigueur prévoit-il la possibilité de former une opposition <i>ex parte</i> ?	A.i) Au près de la direction de l'enregistrement /de l'office de propriété industrielle ?	A.ii) Au près d'un organe judiciaire ?	A.iii) Autres
Afrique du Sud	OUI	OUI	OUI	
Algérie	NON	NON	NON	NON
Allemagne	OUI	OUI		
Argentine	OUI	OUI	NON	NON
Arménie				
Australie	OUI	OUI	NON	OUI
Autriche	NON	S.O.	S.O.	S.O.
Bangladesh	OUI	OUI	NON	S.O.
Bélarus	NON			
Brésil	OUI	OUI	NON	NON
Bulgarie	NON			
Canada	OUI	OUI	NON	NON
Chili	OUI	OUI	NON	NON
Chine	NON	OUI	NON	
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	OUI	NON	
Colombie	OUI	OUI	NON	NON
Costa Rica	OUI	OUI	NON	NON
Croatie	OUI	OUI	NON	NON
Danemark	OUI	S.O.	S.O.	
Dominique				
El Salvador	OUI	OUI	NON	NON
Équateur	OUI	OUI	NON	NON
Espagne	OUI	YE		
Estonie	OUI	NON	OUI	NON
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI	OUI
ex-Rép. yougoslave de Macédoine	OUI	OUI	NON	NON
Fédération de Russie	OUI	NON	NON	OUI
Finlande	OUI	OUI	NON	
France	OUI	OUI	NON	NON
Géorgie	OUI	OUI	OUI	NON
Hongrie	NON	OUI	NON	NON
Indonésie	OUI	OUI	NON	NON
Iran (Rép. islam. d')	OUI	OUI	OUI	OUI
Irlande	OUI	OUI	NON	NON
Israël	OUI	OUI	NON	
Italie	OUI			OUI
Jamaïque	OUI	OUI	S.O.	NON
Japon	OUI	OUI	NON	NON
Kirghizistan	OUI	NON		OUI
Lituanie	OUI	OUI	NON	S.O.
Madagascar	NON			
Malte	NON			

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION 1. Systèmes d'opposition A. Le système d'enregistrement en vigueur prévoit-il la possibilité de former une opposition <i>ex parte</i> ? (Dans la négative, prière de passer à la partie VI)				
Pays/office régional	A. Le système d'enregistrement en vigueur prévoit-il la possibilité de former une opposition <i>ex parte</i> ?	A.i) Auprès de la direction de l'enregistrement /de l'office de propriété industrielle ?	A.ii) Auprès d'un organe judiciaire ?	A.iii) Autres
Maroc	NON			
Maurice	OUI	OUI	NON	S.O.
Mexique	NON			
Monaco	NON			
Norvège	OUI	OUI	NON	NON
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI	NON	NON
Oman				
Pakistan	NON			
Panama	OUI	NON	OUI	S.O.
Pérou	OUI	OUI	NON	NON
Philippines	NON			
Portugal	OUI	OUI	NON	NON
Rép. arabe syrienne				
Rép. de Corée	OUI	OUI	NON	NON
Rép. de Moldova	OUI	OUI	OUI	NON
Rép. tchèque.	OUI	OUI	NON	NON
Roumanie	OUI	OUI	NON	NON
Royaume-Uni	OUI	OUI	NON	NON
Sainte-Lucie	OUI	OUI	NON	S.O.
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	OUI	OUI	NON	NON
Singapour	OUI			
Slovaquie	OUI	OUI	NON	NON
Slovénie	OUI	OUI		
Soudan				
Sri Lanka	OUI	OUI	N./A	S.O.
Suède	OUI	OUI	OUI	S.O.
Suisse	OUI	OUI	NON	NON
Swaziland	OUI	OUI		
Thaïlande				
Thaïlande	OUI	OUI	NON	NON
Trinité-et-Tobago	OUI	OUI	NON	NON
Tunisie				
Turquie	OUI	OUI	NON	NON
Ukraine	OUI	OUI		
Uruguay	OUI	OUI		
Zambie	OUI	OUI	OUI	
BBM	OUI	OUI		
CE	OUI	OUI	NON	NON
OAPI				

A. Dans l'affirmative, une procédure d'opposition est-elle prévue?

Il a été souligné que l'expression opposition *ex parte* semble être contradictoire.

A.iii) Dans l'affirmative, veuillez préciser :

Les réponses indiquent généralement certains organes de recours administratif.

V. PROCÉDURES D'OPPOSITION 1. Systèmes d'opposition A.iv) Avant l'enregistrement (opposition à une demande)			
Pays/office régional	A.iv)a) Avant tout examen	A.iv)b) Pendant l'examen	A.iv)c) Après l'examen relatif aux conditions de forme
Afrique du Sud	NON	NON	NON
Algérie	NON	NON	NON
Allemagne	NON	NON	NON
Argentine	NON	NON	OUI
Arménie			
Australie	NON	NON	OUI
Autriche	S.O.	S.O.	S.O.
Bangladesh	NON	NON	NON
Bélarus			
Brésil	NON	NON	OUI
Bulgarie			
Canada	NON	NON	NON
Chili	NON	NON	OUI
Chine	NON	NON	NON
Chine : Hong Kong (RAS)	NON	NON	NON
Colombie	NON	NON	OUI
Costa Rica	NON	NON	OUI
Croatie	NON	NON	OUI
Danemark			S.O.
Dominique			
El Salvador	NON	NON	OUI
Équateur	NON	NON	OUI
Espagne			
Estonie	NON	NON	NON
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	NON
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	NON	NON	NON
Fédération de Russie	NON	NON	NON
Finlande	S.O.	S.O.	S.O.
France		OUI	
Géorgie	NON	NON	NON
Hongrie	NON	OUI	OUI
Indonésie	NON	NON	OUI
Iran (Rép. Islam. D')	NON	NON	OUI
Irlande	NON	NON	NON
Israël	NON	NON	NON
Italie			OUI
Jamaïque	NON	OUI	OUI
Japon	NON	NON	NON
Kirghizistan	NON	NON	NON
Lituanie	NON	NON	NON
Madagascar			
Malte			
Maroc			
Maurice	NON	NON	NON
Mexique			
Monaco			
Norvège	S.O.	S.O.	S.O.

V. PROCÉDURES D'OPPOSITION 1. Systèmes d'opposition A.iv) Avant l'enregistrement (opposition à une demande)			
Pays/office régional	A.iv)a) Avant tout examen	A.iv)b) Pendant l'examen	A.iv)c) Après l'examen relatif aux conditions de forme
Nouvelle-Zélande	NON	NON	OUI
Oman			
Pakistan			
Panama	NON	NON	OUI
Pérou	NON	NON	OUI
Philippines			
Portugal	OUI	NON	OUI
Rép. Arabe syrienne			
Rép. De Corée	NON	NON	OUI
Rép. De Moldova	NON	NON	NON
Rép. Tchèque.	NON	NON	NON
Roumanie	NON	NON	NON
Royaume-Uni	NON	NON	NON
Sainte-Lucie	NON	NON	OUI
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	NON	NON	NON
Singapour	NON	NON	NON
Slovaquie	NON	NON	NON
Slovénie			
Soudan			
Sri Lanka	NON	NON	NON
Suède			
Suisse	NON	NON	NON
Swaziland	NON	NON	OUI
Thaïlande	NON	NON	OUI
Thaïlande	NON	NON	OUI
Trinité-et-Tobago	NON	NON	NON
Tunisie			
Turquie	NON	NON	NON
Ukraine		OUI	
Uruguay	OUI		
Zambie	NON	NON	NON
BBM			OUI
CE	NON	NON	NON
OAPI	NON	NON	

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION 1. Systèmes d'opposition A.iv) Avant l'enregistrement (opposition à une demande)			
Pays/office régional	A.iv)d) Après l'examen des motifs absolus de refus	A.iv)e) Après l'examen des motifs relatifs de refus	A.v) Après l'enregistrement (opposition à l'enregistrement)
Afrique du Sud	NON	NON	OUI
Algérie	NON	NON	
Allemagne	NON	S.O.	OUI
Argentine	NON	NON	NON
Arménie			
Australie	OUI	OUI	NON
Autriche	S.O.	S.O.	S.O.
Bangladesh		NON	OUI
Bélarus			
Brésil	NON	NON	NON
Bulgarie			
Canada	OUI	OUI	NON
Chili	NON	OUI	NON
Chine	OUI	OUI	NON
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	OUI	OUI
Colombie	NON	NON	NON
Costa Rica	OUI	OUI	NON
Croatie	OUI	NON	NON
Danemark	S.O.	S.O.	OUI
Dominique			
El Salvador	OUI	OUI	NON
Équateur	NON	NON	NON
Espagne			
Estonie	NON	OUI	NON
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	NON
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	OUI	NON	NON
Fédération de Russie	NON	NON	NON
Finlande	S.O.	S.O.	OUI
France			NON
Géorgie	OUI	OUI	OUI
Hongrie	OUI	NON	NON
Indonésie	OUI	OUI	NON
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	OUI	
Irlande	OUI	OUI	OUI
Israël	OUI	OUI	NON
Italie	OUI		OUI
Jamaïque	OUI	OUI	OUI
Japon	NON	NON	OUI
Kirghizistan	OUI	OUI	OUI
Lituanie	NON	NON	OUI
Madagascar			
Malte			
Maroc			
Maurice	NON	NON	NON
Mexique			
Monaco			

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION 1. Systèmes d'opposition A.iv) Avant l'enregistrement (opposition à une demande)			
Pays/office régional	A.iv)d) Après l'examen des motifs absolus de refus	A.iv)e) Après l'examen des motifs relatifs de refus	A.v) Après l'enregistrement (opposition à l'enregistrement)
Norvège	S.O.	S.O.	OUI
Nouvelle-Zélande	OUI	NON	NON
Oman	OUI	NON	NON
Pakistan			
Panama	OUI	OUI	NON
Pérou	NON	NON	NON
Philippines			
Portugal	NON	NON	NON
Rép. Arabe syrienne			
Rép. De Corée	OUI	OUI	NON
Rép. De Moldova	OUI	OUI	OUI
Rép. Tchèque.	OUI	OUI	NON
Roumanie	NON	NON	OUI
Royaume-Uni	OUI	OUI	OUI
Sainte-Lucie	OUI	OUI	NON
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	OUI	OUI	NON
Singapour	NON	NON	NON
Slovaquie	OUI	NON	NON
Slovénie	OUI		
Soudan	NON	NON	
Sri Lanka	OUI	OUI	NON
Suède	S.O.	S.O.	OUI
Suisse	NON	NON	OUI
Swaziland	OUI	OUI	
Thaïlande	OUI	OUI	NON
Trinité-et-Tobago	OUI	NON	NON
Tunisie	NON	NON	NON
Turquie	OUI	NON	NON
Ukraine			NON
Uruguay			
Zambie	NON	NON	OUI
BBM	OUI	S.O.	S.O.
CE	OUI	NON	NON
OAPI	NON	NON	

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION 2. Délai autorisé pour former une opposition A. Quelle est la durée du délai autorisé pour former une opposition ?				
Pays/office régional	i) 2 mois	ii) 3 mois	iii) Plus de 3 mois	iv) Le délai peut-il être prorogé ?
Afrique du Sud	NON	OUI	NON	OUI
Algérie				
Allemagne		OUI		NON
Argentine	S.O.	S.O.	S.O. (30 jours)	NON
Arménie				
Australie	NON	OUI	NON	OUI
Autriche	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Bangladesh	NON	NON	4 mois	OUI
Bélarus				
Brésil	OUI	NON	NON	OUI
Bulgarie				
Canada	OUI	NON	NON	OUI
Chili			OUI	NON
Chine	NON	OUI	NON	OUI
Chine : Hong Kong (RAS)	NON	OUI	NON	OUI
Colombie	S.O.	S.O.	S.O. (30 jours)	OUI
Costa Rica	OUI	NON	NON	NON
Croatie	NON	OUI	NON	NON
Danemark	OUI	NON	NON	S.O.
Dominique				
El Salvador	OUI	NON	NON	OUI
Équateur	OUI	NON	NON	OUI
Espagne	OUI			NON
Estonie	OUI	NON	NON	NON
États-Unis d'Amérique	NON	NON	NON	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	NON	OUI	NON	NON
Fédération de Russie		OUI		NON
Finlande	OUI			NON
France	OUI	NON	NON	NON
Géorgie	NON	OUI	6 mois	NON
Hongrie	NON	OUI	NON	NON
Indonésie	NON	OUI	NON	
Iran (Rép. Islam. D')			OUI	
Irlande	NON	OUI	NON	NON
Israël		OUI		OUI
Italie		OUI		NON
Jamaïque	OUI	S.O.	S.O.	OUI
Japon	OUI	NON	NON	NON
Kirghizistan	NON	OUI	OUI	OUI
Lituanie	NON	OUI		NON
Madagascar				
Malte				
Maroc				
Maurice	NON	OUI	NON	OUI
Mexique				
Monaco				
Norvège	OUI	NON	NON	NON

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION 2. Délai autorisé pour former une opposition A. Quelle est la durée du délai autorisé pour former une opposition ?				
Pays/office régional	i) 2 mois	ii) 3 mois	iii) Plus de 3 mois	iv) Le délai peut-il être prorogé ?
Nouvelle-Zélande		OUI		OUI
Oman				NON
Pakistan	OUI	NON	NON	OUI
Panama	OUI	NON	NON	NON
Pérou	S.O.	S.O.	S.O.	NON
Philippines				
Portugal	OUI	NON	NON	OUI
Rép. Arabe syrienne				
Rép. De Corée	NON	NON	NON (30 jours)	NON
Rép. De Moldova	NON	OUI	NON	OUI
Rép. Tchèque.	NON	OUI	NON	NON
Roumanie	NON	OUI	NON	NON
Royaume-Uni	NON	OUI	NON	NON
Sainte-Lucie		OUI		OUI
Saint-Vincent-et-les-Grenadines		OUI		OUI
Singapour	OUI	NON	NON	OUI
Slovaquie	NON	OUI	NON	NON
Slovénie		OUI		NON
Soudan	NON	NON	OUI	NON
Sri Lanka		OUI		OUI
Suède	OUI			OUI
Suisse	NON	OUI	NON	NON
Swaziland		OUI		OUI
Thaïlande		OUI		NON
Trinité-et-Tobago		OUI		OUI
Tunisie	OUI	NON	NON	NON
Turquie	NON	OUI	NON	NON
Ukraine	NON	NON	OUI	NON
Uruguay				NON
Zambie	OUI			OUI
BBM	OUI			NON
CE	NON	OUI	NON	NON
OAPI			6 mois	

A.iii) Dans l'affirmative, prière de préciser :

Voir le tableau.

A.iv) Prière de préciser dans quelles conditions :

La plupart des réponses indiquent qu'une prorogation du délai autorisé pour former une opposition peut être demandée en cas de cause ou de raisons légitimes.

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION

3. Publication

A. Où la demande/l'enregistrement est-il publié à des fins d'opposition ?

Pays/office régional	i) Dans la gazette	ii) Sur le site Web de l'office de propriété industrielle	iii) Dans les deux (I) et ii))	iv) Autres
Afrique du Sud	OUI	NON	NON	S.O.
Algérie	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Allemagne	OUI	OUI		
Argentine	OUI	NON	NON	NON
Arménie				
Australie	OUI	OUI	OUI	NON
Autriche	OUI	NON	S.O.	NON
Bangladesh	OUI	NON	NON	NON
Bélarus				
Brésil	OUI	OUI	OUI	OUI
Bulgarie				
Canada	OUI	OUI	OUI	
Chili	OUI			
Chine	NON	OUI	S.O.	
Chine : Hong Kong (RAS)	NON	OUI	S.O.	
Colombie	OUI	S.O.	S.O.	S.O.
Costa Rica	NON	NON	NON	OUI
Croatie	OUI	NON	NON	NON
Danemark	OUI	OUI	OUI	NON
Dominique				
El Salvador	NON	NON	NON	OUI
Équateur	OUI	NON	NON	NON
Espagne	OUI			
Estonie	S.O.	S.O.	OUI	NON
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI	NON
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	OUI	OUI	OUI	
Fédération de Russie	NON	NON	NON	NON
Finlande	OUI			NON
France	OUI	NON	NON	
Géorgie	OUI	OUI	OUI	NON
Hongrie	OUI	NON	NON	NON
Indonésie	OUI	OUI	OUI	NON
Iran (Rép. Islam. D')	OUI			
Irlande	OUI	OUI	OUI	NON
Israël	OUI	NON		
Italie			OUI	
Jamaïque	OUI	S.O.	S.O.	S.O.
Japon	OUI	OUI	OUI	NON
Kirghizistan	NON	NON	NON	NON
Lituanie	OUI	NON	NON	NON
Madagascar				
Malte				
Maroc				
Maurice	OUI	NON	NON	NON
Mexique				

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION				
3. Publication				
A. Où la demande/l'enregistrement est-il publié à des fins d'opposition ?				
Pays/office régional	i) Dans la gazette	ii) Sur le site Web de l'office de propriété industrielle	iii) Dans les deux (I) et ii))	iv) Autres
Monaco				
Norvège	OUI	OUI	OUI	NON
Nouvelle-Zélande			OUI	
Oman	OUI	NON	NON	OUI
Pakistan	OUI	NON	NON	NON
Panama	OUI		OUI	NON
Pérou			.	OUI
Philippines				
Portugal	OUI	NON	NON	NON
Rép. Arabe syrienne				
Rép. De Corée	NON	OUI	NON	NON
Rép. De Moldova	OUI	NON	S.O.	S.O.
Rép. Tchèque.	OUI	OUI	OUI	NON
Roumanie	OUI	NON		
Royaume-Uni	OUI	OUI	OUI	NON
Sainte-Lucie	OUI	NON		
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	OUI			OUI
Singapour	NON	NON	NON	OUI
Slovaquie	OUI	NON	NON	NON
Slovénie	OUI			
Soudan	OUI	NON	NON	OUI
Sri Lanka	OUI			
Suède	OUI	OUI	OUI	S.O.
Suisse	OUI	NON	NON	OUI
Swaziland	OUI			
Thaïlande	OUI	NON	NON	NON
Trinité-et-Tobago	NON	NON	NON	OUI
Tunisie	NON	NON	NON	OUI
Turquie	OUI	NON	NON	NON
Ukraine				
Uruguay	OUI			
Zambie	OUI			
BBM	OUI	OUI	OUI	
CE	OUI	OUI	NON	OUI
OAPI	OUI			

A.iv) Dans l'affirmative, prière de préciser :

Il n'a pas été répondu à cette question.

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION		
3. Publication		
Pays/office régional	B. Prière d'indiquer la périodicité de la publication :	C. Indiquer la publication "officielle" (c'est-à-dire ayant des effets sur le plan juridique) :
Afrique du Sud	mensuelle	Journal officiel
Algérie		
Allemagne	Gazette : hebdomadaire Registre des marques : quotidienne	Gazette
Argentine	hebdomadaire	Journal officiel
Arménie		
Australie	hebdomadaire	Journal officiel
Autriche	mensuelle	Gazette
Bangladesh		Gazette
Bélarus		
Brésil	hebdomadaire	Gazette
Bulgarie		
Canada	hebdomadaire	Journal électronique
Chili		
Chine	hebdomadaire	Journal officiel
Chine : Hong Kong (RAS)	hebdomadaire	Journal officiel
Colombie	mensuelle	Gazette
Costa Rica	bihebdomadaire	Gazette
Croatie	tous les 2 mois	Gazette
Danemark	hebdomadaire	Gazette des marques (version en ligne uniquement)
Dominique		
El Salvador	3 fois tous les 15 jours	Journal officiel
Équateur	mensuelle	Gazette de propriété industrielle
Espagne	tous les 15 jours	Journal officiel
Estonie	mensuelle	Gazette des marques
États-Unis d'Amérique	hebdomadaire	Gazette officielle de l'USPTO
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	trimestrielle	Gazette officielle de l'office la PI
Fédération de Russie		
Finlande	bimensuelle	Gazette des marques
France	hebdomadaire	Bulletin officiel de la propriété industrielle ; Gazette OMPI des marques internationales
Géorgie	bimensuelle	Bulletin officiel de la propriété industrielle
Hongrie	mensuelle	Journal officiel
Indonésie		Gazette ; Site Web de la propriété industrielle
Iran (Rép. Islam. D')		
Irlande	bihebdomadaire	Journal et version en ligne
Israël	mensuelle	Gazette
Italie	Au moins une fois par mois	Bulletin et site Web si l'avis a des effets juridiques
Jamaïque	Gazette : hebdomadaire Les marques sont publiées sur une base mensuelle ou tous les 2 mois	toutes les publications
Japon	hebdomadaire	Gazette des marques (CD-ROM)
Kirghizistan		
Lituanie	mensuelle	Bulletin officiel de l'Office d'État des brevets
Madagascar		

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION		
3. Publication		
Pays/office régional	B. Prière d'indiquer la périodicité de la publication :	C. Indiquer la publication "officielle" (c'est-à-dire ayant des effets sur le plan juridique) :
Malte		
Maroc		
Maurice	hebdomadaire	Gazette
Mexique		
Monaco		
Norvège	hebdomadaire	Gazette des marques
Nouvelle-Zélande	mensuelle	Gazette
Oman	une fois dans un quotidien	Gazette officielle
Pakistan		Gazette
Panama	mensuelle	Bulletin de propriété industrielle
Pérou		
Philippines		
Portugal	mensuelle	Journal officiel
Rép. Arabe syrienne		
Rép. De Corée	quotidienne sur le site Web	site Web de la propriété industrielle
Rép. De Moldova	mensuelle	Bulletin officiel de la propriété industrielle
Rép. Tchèque.	hebdomadaire	Gazette
Roumanie	mensuelle	Bulletin officiel de la propriété industrielle
Royaume-Uni	hebdomadaire	Publication sur l'Internet
Sainte-Lucie	hebdomadaire	Gazette
Saint-Vincent-et-les-Grenadines		Gazette ; Journal officiel ; publication électronique
Singapour	une à deux fois par semaine	Journal des marques
Slovaquie	mensuelle	Journal officiel de l'office de propriété industrielle
Slovénie	tous les 2 mois	Journal officiel de l'office de propriété industrielle
Soudan	trimestrielle	Gazette officielle
Sri Lanka	hebdomadaire	Gazette du gouvernement
Suède	hebdomadaire	la loi sur les marques ne précise pas
Suisse	quotidienne dans la FOSC mensuelle dans la Gazette de l'OMPI	FOSC et Gazette de l'OMPI
Swaziland	mensuelle	Gazette officielle des marques
Thaïlande	4 volumes par mois	
Trinité-et-Tobago	toutes les 2 semaines	quotidien
Tunisie	jusqu'à 12 mois	Bulletin officiel de l'INORPI
Turquie	mensuelle	Bulletin officiel des marques
Ukraine		
Uruguay	mensuelle	Bulletin de la propriété industrielle
Zambie	mensuelle	Journal des brevets et des marques
BBM	mensuelle	Gazette
CE	hebdomadaire	
OAPI	tous les 3 mois	Bulletin officiel de la propriété industrielle

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION

3. Publication

D. Quelle est la date à compter de laquelle le délai prévu à des fins d'opposition commence à courir ?

Pays/office régional	i) La date de publication de la demande d'enregistrement	ii) La date de publication de l'enregistrement	iii) Autres
Afrique du Sud	OUI	NON	
Algérie	S.O.	S.O.	
Allemagne		OUI	
Argentine	OUI	NON	
Arménie			
Australie	OUI	NON	
Autriche	S.O.	S.O.	
Bangladesh	OUI	NON	
Bélarus			
Brésil	OUI	NON	NON
Bulgarie			
Canada	OUI	NON	
Chili	OUI		
Chine	OUI	NON	
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	NON	
Colombie	OUI	S.O.	
Costa Rica	OUI	NON	
Croatie	OUI	NON	
Danemark	NON	S.O.	
Dominique			
El Salvador	OUI	NON	
Équateur	OUI	NON	
Espagne	OUI		
Estonie	OUI	NON	
États-Unis d'Amérique	OUI	NON	
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	OUI	NON	
Fédération de Russie			YES
Finlande	NON	OUI	
France	OUI	NON	OUI
Géorgie	OUI	NON	
Hongrie	OUI	NON	NON
Indonésie	OUI	NON	
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	OUI	
Irlande	OUI	NON	NON
Israël	OUI	NON	
Italie	OUI	OUI	
Jamaïque	OUI	NON	OUI
Japon	NON	OUI	
Kirghizistan	OUI	NON	OUI
Lituanie	NON	OUI	
Madagascar			
Malte			
Maroc			
Maurice	OUI	NON	
Mexique			
Monaco			

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION			
3. Publication			
D. Quelle est la date à compter de laquelle le délai prévu à des fins d'opposition commence à courir ?			
Pays/office régional	i) La date de publication de la demande d'enregistrement	ii) La date de publication de l'enregistrement	iii) Autres
Norvège	S.O.	OUI	
Nouvelle-Zélande	OUI	NON	
Oman	OUI	NON	
Pakistan	OUI	NON	OUI
Panama	NON	NON	OUI
Pérou	OUI		
Philippines			
Portugal	OUI	NON	NON
Rép. Arabe syrienne			
Rép. De Corée	OUI	NON	
Rép. De Moldova	OUI	NON	
Rép. Tchèque.	OUI	NON	
Roumanie	NON	OUI	
Royaume-Uni	OUI	NON	
Sainte-Lucie	OUI		
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	OUI	OUI	NON
Singapour			
Slovaquie	OUI	NON	
Slovénie	OUI		
Soudan	NON	OUI	
Sri Lanka	OUI		
Suède	NON	NON	
Suisse	NON	OUI	
Swaziland	OUI		
Thaïlande	OUI	NON	
Trinité-et-Tobago	OUI		
Tunisie	OUI	NON	
Turquie	OUI	NON	
Ukraine			
Uruguay	OUI	NON	
Zambie	OUI	NON	
BBM	OUI		OUI
CE	OUI	NON	
OAPI	NON	OUI	

D.iii) Dans l'affirmative, prière de préciser :

Une réponse fait état de la date de dépôt de la demande comme date à compter de laquelle le délai prévu à des fins d'opposition commence à courir. Une autre indique que, à des fins administratives, l'office se fonde sur la date de réception de la gazette étant donné que la date de publication de la gazette et celle de sa réception par l'office diffèrent.

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION

4. Droit de former une opposition

A. Qui peut former une opposition ?

Pays/office régional	i) Quiconque	ii) Quiconque manifeste un intérêt légitime	iii) Toute autorité compétente (offices de propriété industrielle, autres)	iv) Autres
Afrique du Sud	OUI	OUI	OUI	
Algérie				
Allemagne				OUI
Argentine	NON	OUI	OUI	
Arménie				
Australie	OUI	S.O.	OUI	
Autriche	S.O.	S.O.	S.O.	
Bangladesh	OUI	OUI	OUI	
Bélarus				
Brésil	OUI	OUI	OUI	S.O.
Bulgarie				
Canada	OUI	S.O.	S.O.	
Chili	OUI			
Chine	OUI			
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI			
Colombie	NON	OUI	NON	
Costa Rica	NON	OUI	OUI	
Croatie	NON	NON	NON	OUI
Danemark	OUI	OUI	OUI	
Dominique				
El Salvador	NON	OUI	NON	
Équateur	NON	OUI	NON	
Espagne	OUI			
Estonie	NON	OUI	NON	
États-Unis d'Amérique	NON	NON	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	NON	OUI	NON	NON
Fédération de Russie	NON	NON	NON	YES
Finlande	OUI			
France	NON	NON	NON	OUI
Géorgie	NON	OUI	S.O.	
Hongrie	NON	NON	NON	
Indonésie	OUI	NON	OUI	
Iran (Rép. Islam. D')	NON	OUI	OUI	
Irlande	OUI			
Israël	OUI	NON	NON	
Italie		OUI		
Jamaïque	OUI	S.O.	S.O.	S.O.
Japon	OUI			
Kirghizistan	OUI			OUI
Lituanie	OUI	OUI	OUI	
Madagascar				
Malte				
Maroc				
Maurice	OUI	OUI	OUI	
Mexique				

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION 4. Droit de former une opposition A. Qui peut former une opposition ?				
Pays/office régional	i) Quiconque	ii) Quiconque manifeste un intérêt légitime	iii) Toute autorité compétente (offices de propriété industrielle, autres)	iv) Autres
Monaco				
Norvège	OUI	OUI	OUI	S.O.
Nouvelle-Zélande	OUI			
Oman	NON	OUI	NON	
Pakistan	OUI	OUI	OUI	S.O.
Panama	OUI			
Pérou		OUI		
Philippines				
Portugal	NON	OUI	NON	NON
Rép. Arabe syrienne				
Rép. De Corée	OUI	S.O.	S.O.	
Rép. De Moldova	OUI	OUI	OUI	
Rép. Tchèque.	NON	OUI	S.O.	
Roumanie	NON	OUI		
Royaume-Uni	OUI	NON	OUI	
Sainte-Lucie	NON	OUI		
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	OUI	OUI	S.O.	S.O.
Singapour	OUI			
Slovaquie	NON	OUI	S.O.	
Slovénie				OUI
Soudan	NON	OUI	NON	
Sri Lanka	OUI			
Suède	OUI	S.O.	S.O.	
Suisse	NON	NON	NON	
Swaziland	OUI			
Thaïlande	OUI	OUI	NON	
Trinité-et-Tobago	OUI	OUI	OUI	
Tunisie	NON	NON	NON	
Turquie	OUI	OUI	OUI	
Ukraine	OUI			
Uruguay	OUI	S.O.	OUI	
Zambie	OUI	OUI	NON	
BBM				
CE	NON	NON	NON	OUI
OAPI	OUI	OUI	OUI	

A.iii) Dans l'affirmative, prière de préciser quelles autorités :

Les réponses indiquent dans leur quasi-totalité que l'autorité compétente désigne tout organisme ou autorité gouvernemental intéressé.

A.iv) Dans l'affirmative, prière de préciser :

Certaines réponses indiquent que les titulaires de droits antérieurs et toute personne qui s'estime lésée par l'enregistrement de la marque proposée peuvent former une opposition.

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION 5. Quels sont les motifs d'opposition admis ?			
Pays/office récepteur	A. Signes qui ne permettent pas la distinction	B. Signes qui ne répondent pas à d'autres éléments de la définition d'une marque	C. Signes dépourvus de tout caractère distinctif
Afrique du Sud	OUI	OUI	OUI
Algérie	S.O.	S.O.	S.O.
Allemagne	NON	NON	NON
Argentine	OUI	OUI	OUI
Arménie			
Australie	OUI	NON	OUI
Autriche	S.O.	S.O.	S.O.
Bangladesh			
Bélarus			
Brésil	OUI	OUI	OUI
Bulgarie			
Canada	OUI	OUI	OUI
Chili	OUI	OUI	OUI
Chine	OUI	OUI	OUI
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	OUI	OUI
Colombie	OUI	OUI	OUI
Costa Rica	NON	NON	OUI
Croatie	NON	NON	NON
Danemark			
Dominique			
El Salvador	NON	NON	OUI
Équateur	OUI	OUI	OUI
Espagne	OUI	OUI	OUI
Estonie	OUI	OUI	OUI
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	NON	NON	NON
Fédération de Russie	OUI	OUI	OUI
Finlande	OUI	OUI	OUI
France	NON	NON	NON
Géorgie	OUI	OUI	OUI
Hongrie	NON	NON	NON
Indonésie	OUI	OUI	OUI
Iran (Rép. Islam. D')	NON	NON	OUI
Irlande	OUI	OUI	OUI
Israël	OUI	OUI	OUI
Italie	NON	NON	NON
Jamaïque	OUI	OUI	OUI
Japon	OUI	OUI	OUI
Kirghizistan	OUI	OUI	OUI
Lituanie	OUI	OUI	OUI
Madagascar			
Malte			
Maroc			
Maurice	OUI	OUI	OUI
Mexique			
Monaco			
Norvège	OUI	OUI	OUI

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION 5. Quels sont les motifs d'opposition admis ?			
Pays/office récepteur	A. Signes qui ne permettent pas la distinction	B. Signes qui ne répondent pas à d'autres éléments de la définition d'une marque	C. Signes dépourvus de tout caractère distinctif
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI	OUI
Oman	OUI	OUI	OUI
Pakistan	OUI	OUI	OUI
Panama		OUI	OUI
Pérou	OUI	OUI	OUI
Philippines			
Portugal	OUI	OUI	OUI
Rép. Arabe syrienne			
Rép. De Corée	OUI	OUI	OUI
Rép. De Moldova	OUI	OUI	OUI
Rép. Tchèque.	NON	NON	NON
Roumanie	OUI	OUI	OUI
Royaume-Uni	OUI	OUI	OUI
Sainte-Lucie	OUI	OUI	OUI
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	OUI	NON	S.O.
Singapour			
Slovaquie	NON	NON	NON
Slovénie	NON	NON	NON
Soudan	OUI	OUI	OUI
Sri Lanka	OUI	OUI	OUI
Suède		OUI	
Suisse	NON	NON	NON
Swaziland	OUI	OUI	OUI
Thaïlande	OUI	OUI	OUI
Trinité-et-Tobago	OUI	OUI	OUI
Tunisie	NON	NON	NON
Turquie	OUI	OUI	OUI
Ukraine	OUI	S.O.	OUI
Uruguay	OUI	OUI	OUI
Zambie	NON	NON	NON
BBM	NON	NON	NON
CE	NON	NON	NON
OAPI			

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION 5. Quels sont les motifs d'opposition admis ?			
Pays/office récepteur	D. Signes descriptifs	E. Signes qui sont devenus génériques	F. Termes génériques
Afrique du Sud	OUI	OUI	
Algérie	S.O.	S.O.	S.O.
Allemagne	NON	NON	NON
Argentine	OUI	OUI	OUI
Arménie			
Australie	OUI	OUI	OUI
Autriche	S.O.	S.O.	S.O.
Bangladesh	OUI		OUI
Bélarus			
Brésil	OUI	OUI	OUI
Bulgarie			
Canada	OUI	OUI	OUI
Chili	OUI	OUI	OUI
Chine	OUI	OUI	S.O.
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	OUI	OUI
Colombie	OUI	OUI	OUI
Costa Rica	OUI	OUI	OUI
Croatie	NON	NON	NON
Danemark	OUI		OUI
Dominique			
El Salvador	OUI	OUI	OUI
Équateur	OUI	OUI	OUI
Espagne	OUI	OUI	OUI
Estonie	OUI	OUI	OUI
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	NON	NON	NON
Fédération de Russie	OUI	OUI	OUI
Finlande	OUI	OUI	OUI
France	NON	NON	NON
Géorgie	OUI	OUI	OUI
Hongrie	NON	NON	NON
Indonésie	OUI	OUI	OUI
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	OUI	OUI
Irlande	OUI	OUI	
Israël	OUI	OUI	OUI
Italie	NON	NON	NON
Jamaïque	OUI	OUI	OUI
Japon	OUI	OUI	OUI
Kirghizistan	OUI	OUI	S.O.
Lituanie	OUI	OUI	OUI
Madagascar			
Malte			
Maroc			
Maurice	OUI	OUI	OUI
Mexique			
Monaco			
Norvège	OUI	OUI	OUI
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI	OUI

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION 5. Quels sont les motifs d'opposition admis ?			
Pays/office récepteur	D. Signes descriptifs	E. Signes qui sont devenus génériques	F. Termes génériques
Oman	OUI	OUI	NON
Pakistan	OUI	OUI	OUI
Panama	OUI	OUI	OUI
Pérou	OUI	OUI	OUI
Philippines			
Portugal	OUI	OUI	OUI
Rép. Arabe syrienne			
Rép. De Corée	OUI	OUI	OUI
Rép. De Moldova	OUI	OUI	OUI
Rép. Tchèque.	NON	NON	NON
Roumanie	OUI	OUI	OUI
Royaume-Uni	OUI	OUI	NON
Sainte-Lucie	NON	OUI	OUI
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	S.O.	S.O.	S.O.
Singapour			
Slovaquie	NON	NON	NON
Slovénie	NON	NON	NON
Soudan	OUI	OUI	S.O.
Sri Lanka	OUI	OUI	OUI
Suède	OUI		
Suisse	NON	NON	NON
Swaziland	OUI	OUI	OUI
Thaïlande	OUI	OUI	OUI
Trinité-et-Tobago	OUI	OUI	OUI
Tunisie	NON	NON	NON
Turquie	OUI	OUI	OUI
Ukraine	OUI	OUI	OUI
Uruguay	OUI	OUI	OUI
Zambie	NON	NON	NON
BBM	NON	NON	NON
CE	NON	NON	NON
OAPI			

F. Dans l'affirmative, prière de préciser le sens du terme "générique" :

La plupart des réponses indiquent que le terme "générique" désigne un signe dépourvu de caractère distinctif à l'égard des produits ou des services auxquels il se rapporte.

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION
5. Quels sont les motifs d'opposition admis ?

Pays/office régional	G. Signes contraires aux bonnes mœurs ou à l'ordre public	H. Signes de nature à tromper le public	I. Signes contraires à l'article 6ter
Afrique du Sud	OUI	OUI	OUI
Algérie	S.O.	S.O.	S.O.
Allemagne	NON	NON	NON
Argentine	OUI	OUI	OUI
Arménie			
Australie	OUI	OUI	OUI
Autriche	S.O.	S.O.	S.O.
Bangladesh			
Bélarus			
Brésil	OUI	OUI	OUI
Bulgarie			
Canada	OUI	OUI	OUI
Chili	OUI	OUI	OUI
Chine	OUI	OUI	OUI
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	OUI	OUI
Colombie	OUI	OUI	OUI
Costa Rica	OUI	OUI	OUI
Croatie	NON	NON	NON
Danemark			
Dominique			
El Salvador	OUI	OUI	OUI
Équateur	OUI	OUI	OUI
Espagne	OUI	OUI	OUI
Estonie	OUI	OUI	OUI
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	NON	NON	NON
Fédération de Russie	OUI	OUI	OUI
Finlande	OUI	OUI	OUI
France	NON	NON	NON
Géorgie	OUI	OUI	OUI
Hongrie	NON	NON	NON
Indonésie	OUI	OUI	OUI
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	OUI	OUI
Irlande	OUI	OUI	OUI
Israël	OUI	OUI	OUI
Italie	NON	NON	NON
Jamaïque	OUI	OUI	OUI
Japon	OUI	OUI	OUI
Kirghizistan	OUI	OUI	OUI
Lituanie	OUI	OUI	OUI
Madagascar			
Malte			
Maroc			
Maurice	OUI	OUI	OUI
Mexique			
Monaco			
Norvège	OUI	OUI	OUI
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI	OUI

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION 5. Quels sont les motifs d'opposition admis ?			
Pays/office régional	G. Signes contraires aux bonnes mœurs ou à l'ordre public	H. Signes de nature à tromper le public	I. Signes contraires à l'article 6ter
Oman	OUI	OUI	OUI
Pakistan	OUI	OUI	OUI
Panama	OUI	OUI	OUI
Pérou	OUI	OUI	
Philippines			
Portugal	OUI	OUI	OUI
Rép. Arabe syrienne			
Rép. De Corée	OUI	OUI	OUI
Rép. De Moldova	OUI	OUI	OUI
Rép. Tchèque.	NON	NON	NON
Roumanie	OUI	OUI	OUI
Royaume-Uni	OUI	OUI	OUI
Sainte-Lucie	OUI	OUI	OUI
Saint-Vincent-et-les- Grenadines	OUI	OUI	OUI
Singapour			
Slovaquie	NON	NON	NON
Slovénie	NON	NON	NON
Soudan	OUI	OUI	OUI
Sri Lanka	OUI	OUI	OUI
Suède	OUI	OUI	OUI
Suisse	NON	NON	NON
Swaziland	OUI	OUI	OUI
Thaïlande	OUI	OUI	OUI
Trinité-et-Tobago	OUI	OUI	OUI
Tunisie	NON	NON	NON
Turquie	OUI	OUI	OUI
Ukraine	OUI	OUI	OUI
Uruguay	OUI	OUI	OUI
Zambie	OUI	OUI	OUI
BBM	NON	NON	NON
CE	NON	NON	NON
OAPI			OUI

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION 5. Quels sont les motifs d'opposition admis ?			
Pays/office récepteur	J. Signes bénéficiant d'une protection conférée par d'autres conventions internationales (Croix-Rouge, symboles olympiques)	K. i) Signes protégés par la législation nationale : emblèmes royaux	K.ii) Signes protégés par la législation nationale : signes de peuples autochtones ou de communautés locales
Afrique du Sud	OUI	OUI	OUI
Algérie	S.O.	S.O.	S.O.
Allemagne	NON	NON	NON
Argentine	OUI	S.O.	OUI
Arménie			
Australie	OUI	NON	NON
Autriche	S.O.	S.O.	S.O.
Bangladesh			
Bélarus			
Brésil	OUI	OUI	OUI
Bulgarie			
Canada	OUI	OUI	NON
Chili	OUI	OUI	OUI
Chine	OUI	S.O.	NON
Chine : Hong Kong (RAS)	NON	S.O.	NON
Colombie	OUI	OUI	OUI
Costa Rica	OUI	NON	NON
Croatie	NON	S.O.	NON
Danemark			
Dominique			
El Salvador	OUI	S.O.	OUI
Équateur	OUI	OUI	OUI
Espagne	OUI	OUI	
Estonie	OUI	NON	OUI
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	NON	NON	NON
Fédération de Russie	OUI	OUI	OUI
Finlande	OUI		
France	NON	NON	NON
Géorgie	OUI	OUI	OUI
Hongrie	NON	NON	OUI
Indonésie	OUI	OUI	OUI
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	OUI	OUI
Irlande	OUI	OUI	NON
Israël	OUI	OUI	NON
Italie	NON	NON	NON
Jamaïque	OUI	OUI	OUI
Japon	OUI	OUI	S.O.
Kirghizistan	OUI	S.O.	S.O.
Lituanie	OUI	NON	NON
Madagascar			
Malte			
Maroc			
Maurice	OUI	OUI	OUI

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION 5. Quels sont les motifs d'opposition admis ?			
Pays/office récepteur	J. Signes bénéficiant d'une protection conférée par d'autres conventions internationales (Croix-Rouge, symboles olympiques)	K. i) Signes protégés par la législation nationale : emblèmes royaux	K.ii) Signes protégés par la législation nationale : signes de peuples autochtones ou de communautés locales
Mexique			
Monaco			
Norvège	OUI	OUI	S.O.
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI	NON
Oman	OUI	OUI	OUI
Pakistan	OUI	OUI	OUI
Panama	OUI	OUI	OUI
Pérou	OUI	NON	OUI
Philippines			
Portugal	OUI	OUI	OUI
Rép. Arabe syrienne			
Rép. De Corée	OUI	S.O.	S.O.
Rép. De Moldova	OUI	OUI	OUI
Rép. Tchèque.	NON	NON	NON
Roumanie	NON	NON	NON
Royaume-Uni	OUI	OUI	NON
Sainte-Lucie	NON	OUI	NON
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	OUI	OUI	S.O.
Singapour			
Slovaquie	NON	NON	S.O.
Slovénie	NON	NON	NON
Soudan	OUI	OUI	OUI
Sri Lanka	OUI	OUI	OUI
Suède	OUI		
Suisse	NON	NON	NON
Swaziland	OUI	OUI	OUI
Thaïlande	OUI	OUI	OUI
Trinité-et-Tobago	OUI	OUI	NON
Tunisie	NON	NON	NON
Turquie	OUI	OUI	OUI
Ukraine	OUI	NON	NON
Uruguay	OUI	OUI	OUI
Zambie	OUI	OUI	S.O.
BBM	NON	NON	NON
CE	NON	NON	NON
OAPI			

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION 5. Quels sont les motifs d'opposition admis ? K. Signes protégés par la législation nationale			
Pays/office récepteur	K.iii) Autres	L. Marques notoires/célèbres/ réputées	M. Appellations d'origine/indications géographiques protégées
Afrique du Sud		OUI	OUI
Algérie	S.O.	S.O.	S.O.
Allemagne	NON	OUI	NON
Argentine	OUI	OUI	OUI
Arménie			
Australie	OUI	OUI	OUI
Autriche	S.O.	S.O.	S.O.
Bangladesh			OUI
Bélarus			
Brésil	OUI	OUI	OUI
Bulgarie			
Canada	OUI	NON	OUI
Chili		OUI	OUI
Chine	OUI	OUI	S.O.
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	OUI	OUI
Colombie	NON	OUI	OUI
Costa Rica	NON	OUI	OUI
Croatie	NON	OUI	OUI
Danemark			OUI
Dominique			
El Salvador	OUI	OUI	OUI
Équateur	OUI	OUI	OUI
Espagne	OUI	OUI	OUI
Estonie	OUI	OUI	OUI
États-Unis d'Amérique	S.O.	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine		OUI	OUI
Fédération de Russie	OUI	OUI	OUI
Finlande		OUI	OUI
France	NON	OUI	NON
Géorgie	OUI	OUI	OUI
Hongrie	NON	OUI	NON
Indonésie	NON	OUI	OUI
Iran (Rép. Islam. D')			
Irlande	OUI	OUI	OUI
Israël	NON	OUI	OUI
Italie	NON	NON	NON
Jamaïque	OUI	OUI	OUI
Japon	OUI	OUI	OUI
Kirghizistan	NON	OUI	OUI
Lituanie	OUI	OUI	OUI
Madagascar			
Malte			
Maroc			
Maurice		OUI	OUI
Mexique			
Monaco			
Norvège	S.O.	OUI	OUI

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION 5. Quels sont les motifs d'opposition admis ? K. Signes protégés par la législation nationale			
Pays/office récepteur	K.iii) Autres	L. Marques notoires/célèbres/ réputées	M. Appellations d'origine/indications géographiques protégées
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI	OUI
Oman	OUI	OUI	OUI
Pakistan	OUI	OUI	OUI
Panama	OUI	OUI	OUI
Pérou	OUI	OUI	OUI
Philippines			
Portugal	OUI	OUI	OUI
Rép. Arabe syrienne			
Rép. De Corée	S.O.	OUI	OUI
Rép. De Moldova	OUI	OUI	OUI
Rép. Tchèque.	NON	OUI	OUI
Roumanie	NON	OUI	OUI
Royaume-Uni	OUI	OUI	OUI
Sainte-Lucie	NON	OUI	NON
Saint-Vincent-et-les- Grenadines	OUI	NON	OUI
Singapour			OUI
Slovaquie	OUI	OUI	OUI
Slovénie		OUI	OUI
Soudan	OUI	OUI	S.O.
Sri Lanka	OUI	OUI	OUI
Suède			OUI
Suisse	NON	NON	NON
Swaziland		OUI	
Thaïlande		OUI	OUI
Trinité-et-Tobago	NON	OUI	OUI
Tunisie	NON	OUI	NON
Turquie	OUI	OUI	OUI
Ukraine		OUI	OUI
Uruguay		OUI	OUI
Zambie	S.O.	S.O.	S.O.
BBM	NON	OUI	NON
CE	NON	OUI	OUI
OAPI			OUI

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION 5. Quels sont les motifs d'opposition admis ?			
Pays/office régional	N. Noms commerciaux /signes distinctifs d'entreprises	O. Noms de personnes célèbres	P. Mots ou expressions étrangers
Afrique du Sud	OUI	OUI	OUI
Algérie	S.O.		
Allemagne	NON	NON	NON
Argentine	OUI	OUI	NON
Arménie			
Australie	NON	NON	NON
Autriche	S.O.	S.O.	S.O.
Bangladesh			
Bélarus			
Brésil	OUI	OUI	OUI
Bulgarie			
Canada	OUI	NON	NON
Chili	OUI	OUI	
Chine	S.O.	OUI	OUI
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	OUI	OUI
Colombie	OUI	OUI	NON
Costa Rica	OUI	OUI	NON
Croatie	OUI	OUI	NON
Danemark			
Dominique			
El Salvador	OUI	OUI	OUI
Équateur	OUI	OUI	NON
Espagne	OUI	OUI	
Estonie	OUI	OUI	OUI
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	OUI	NON	NON
Fédération de Russie	OUI	NON	NON
Finlande	OUI	OUI	OUI
France	NON	NON	NON
Géorgie	OUI	OUI	S.O.
Hongrie	OUI	OUI	NON
Indonésie	OUI	OUI	OUI
Iran (Rép. Islam. D')			
Irlande	OUI	OUI	OUI
Israël	OUI	OUI	OUI
Italie	OUI	OUI	NON
Jamaïque	OUI	OUI	OUI
Japon	S.O.	OUI	S.O.
Kirghizistan	OUI	OUI	S.O.
Lituanie	OUI	OUI	NON
Madagascar			
Malte			
Maroc			
Maurice	OUI	OUI	OUI
Mexique			
Monaco			
Norvège	OUI	OUI	OUI
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI	OUI

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION 5. Quels sont les motifs d'opposition admis ?			
Pays/office régional	N. Noms commerciaux /signes distinctifs d'entreprises	O. Noms de personnes célèbres	P. Mots ou expressions étrangers
Oman	OUI	OUI	S.O.
Pakistan	OUI	OUI	OUI
Panama	OUI	OUI	OUI
Philippines			
Pérou	OUI	OUI	NON
Portugal	OUI	OUI	NON
Rép. Arabe syrienne			
Rép. De Corée	NON	OUI	NON
Rép. De Moldova	OUI	OUI	OUI
Rép. Tchèque.	OUI	OUI	NON
Roumanie	OUI	OUI	NON
Royaume-Uni	OUI	OUI	OUI
Sainte-Lucie	NON	NON	OUI
Singapour			
Slovaquie	OUI	OUI	NON
Slovénie	S.O.	OUI	NON
Soudan	NON	OUI	OUI
Sri Lanka	OUI	OUI	OUI
Suède	OUI	OUI	
Suisse	NON	NON	NON
Swaziland			
Thaïlande	OUI	OUI	OUI
Trinité-et-Tobago	S.O.	NON	NON
Tunisie	NON	NON	NON
Turquie	OUI	OUI	OUI
Ukraine	OUI	OUI	NON
Uruguay	OUI	OUI	OUI
Zambie	NON	OUI	NON
BBM	NON	NON	NON
CE	OUI	NON	NON
OAPI			

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION
5. Quels sont les motifs d'opposition admis ?

Pays/office régional	Q. Marque identique enregistrée ou ayant fait l'objet d'une demande d'enregistrement par ou de la part d'une autre personne pour des produits ou des services identiques	R. Marque identique enregistrée ou ayant fait l'objet d'une demande d'enregistrement par ou de la part d'une autre personne pour des produits ou des services similaires	S. Marque similaire enregistrée ou ayant fait l'objet d'une demande d'enregistrement par ou de la part d'une autre personne pour des produits ou des services identiques
Afrique du Sud	OUI	OUI	OUI
Algérie	S.O.	S.O.	S.O.
Allemagne	OUI	OUI	OUI
Argentine	OUI	OUI	OUI
Arménie			
Australie	OUI	OUI	OUI
Autriche	S.O.	S.O.	S.O.
Bangladesh			
Bélarus			
Brésil	OUI	OUI	OUI
Bulgarie			
Canada	OUI	OUI	OUI
Chili	OUI	OUI	OUI
Chine	OUI	OUI	OUI
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	OUI	OUI
Colombie	OUI	OUI	OUI
Costa Rica	OUI	NON	OUI
Croatie	OUI	OUI	OUI
Danemark			
Dominique			
El Salvador	OUI	OUI	OUI
Équateur	OUI	OUI	OUI
Espagne	OUI	OUI	OUI
Estonie	OUI	OUI	OUI
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	OUI	OUI	OUI
Fédération de Russie	OUI	OUI	OUI
Finlande	OUI	OUI	OUI
France	OUI	OUI	OUI
Géorgie	OUI	OUI	OUI
Hongrie	OUI	OUI	OUI
Indonésie	OUI	OUI	OUI
Iran (Rép. Islam. D')			
Irlande	OUI	OUI	OUI
Israël	OUI	OUI	OUI
Italie	OUI	OUI	OUI
Jamaïque	OUI	OUI	OUI
Japon	OUI	OUI	OUI
Kirghizistan	OUI	OUI	OUI
Lituanie	OUI	OUI	OUI
Madagascar			
Malte			
Maroc			

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION 5. Quels sont les motifs d'opposition admis ?			
Pays/office régional	Q. Marque identique enregistrée ou ayant fait l'objet d'une demande d'enregistrement par ou de la part d'une autre personne pour des produits ou des services identiques	R. Marque identique enregistrée ou ayant fait l'objet d'une demande d'enregistrement par ou de la part d'une autre personne pour des produits ou des services similaires	S. Marque similaire enregistrée ou ayant fait l'objet d'une demande d'enregistrement par ou de la part d'une autre personne pour des produits ou des services identiques
Maurice	OUI	OUI	OUI
Mexique			
Monaco	OUI	OUI	OUI
Norvège	OUI	OUI	OUI
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI	OUI
Oman	OUI	OUI	OUI
Pakistan	OUI	OUI	OUI
Panama	OUI	OUI	OUI
Pérou	OUI	OUI	OUI
Philippines			
Portugal	OUI	OUI	OUI
Rép. Arabe syrienne			
Rép. De Corée	OUI	OUI	OUI
Rép. De Moldova			
Rép. Tchèque.	OUI	OUI	OUI
Roumanie	OUI	OUI	OUI
Royaume-Uni	OUI	OUI	OUI
Sainte-Lucie	OUI	OUI	OUI
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	OUI	OUI	OUI
Singapour			
Slovaquie	OUI	OUI	OUI
Slovénie	OUI	OUI	OUI
Soudan	OUI	OUI	OUI
Sri Lanka	OUI	OUI	OUI
Suède			
Suisse	OUI	OUI	OUI
Swaziland	NON	NON	NON
Thaïlande	OUI	OUI	OUI
Trinité-et-Tobago	OUI	OUI	OUI
Tunisie	OUI	OUI	OUI
Turquie	OUI	OUI	OUI
Ukraine	OUI	OUI	OUI
Uruguay	OUI	OUI	OUI
Zambie	OUI	OUI	OUI
BBM	OUI	OUI	OUI
CE	OUI	OUI	OUI
OAPI	OUI	OUI	OUI

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION 5. Quels sont les motifs d'opposition admis ?			
Pays/office régional	T. Marque similaire enregistrée ou ayant fait l'objet d'une demande d'enregistrement par ou de la part d'une autre personne pour des produits ou des services similaires	U. Dessins et modèles industriels	V. Droit d'auteur
Afrique du Sud	OUI	OUI	OUI
Algérie	S.O.		
Allemagne	OUI	NON	NON
Argentine	OUI	OUI	OUI
Arménie			
Australie	OUI	NON	OUI
Autriche	S.O.	S.O.	S.O.
Bangladesh			
Bélarus			
Brésil	OUI	OUI	OUI
Bulgarie			
Canada	OUI	NON	NON
Chili	OUI	NON	OUI
Chine	OUI	OUI	OUI
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	OUI	OUI
Colombie	OUI	OUI	OUI
Costa Rica	NON	OUI	OUI
Croatie	OUI	OUI	OUI
Danemark			
Dominique			
El Salvador	OUI	OUI	OUI
Équateur	OUI	OUI	OUI
Espagne	OUI	OUI	OUI
Estonie	OUI	OUI	OUI
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	OUI	OUI	OUI
Fédération de Russie	OUI	OUI	OUI
Finlande	OUI	OUI	OUI
France	OUI	NON	NON
Géorgie	OUI	OUI	S.O.
Hongrie	OUI	OUI	OUI
Indonésie	OUI	NON	NON
Iran (Rép. Islam. D')		OUI	OUI
Irlande	OUI	OUI	OUI
Israël	OUI	OUI	OUI
Italie	OUI	NON	NON
Jamaïque	OUI	OUI	OUI
Japon	OUI	NON	NON
Kirghizistan	OUI	OUI	OUI
Lituanie		OUI	OUI
Madagascar			
Malte			
Maroc			
Maurice	OUI	OUI	OUI
Mexique			

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION 5. Quels sont les motifs d'opposition admis ?			
Pays/office régional	T. Marque similaire enregistrée ou ayant fait l'objet d'une demande d'enregistrement par ou de la part d'une autre personne pour des produits ou des services similaires	U. Dessins et modèles industriels	V. Droit d'auteur
Monaco	OUI	OUI	OUI
Norvège	OUI	OUI	OUI
Nouvelle-Zélande	OUI	NON	NON
Oman	OUI	OUI	OUI
Pakistan	OUI	OUI	OUI
Panama	OUI	OUI	OUI
Pérou	OUI	OUI	OUI
Philippines			
Portugal	OUI	OUI	OUI
Rép. Arabe syrienne			
Rép. De Corée	OUI	NON	NON
Rép. De Moldova			
Rép. Tchèque.	OUI	OUI	OUI
Roumanie	OUI	OUI	OUI
Royaume-Uni	OUI	OUI	OUI
Sainte-Lucie	OUI	NON	NON
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	OUI	NON	NON
Singapour			
Slovaquie	OUI	OUI	OUI
Slovénie	OUI	OUI	OUI
Soudan	OUI	NON	NON
Sri Lanka	OUI	OUI	OUI
Suède			OUI
Suisse	OUI	NON	NON
Swaziland		OUI	OUI
Thaïlande	OUI	OUI	OUI
Trinité-et-Tobago	OUI	NON	NON
Tunisie	OUI	NON	NON
Turquie	OUI	OUI	OUI
Ukraine	OUI	OUI	OUI
Uruguay	OUI	OUI	OUI
Zambie	NON	NON	OUI
BBM	OUI	NON	NON
CE	OUI	NON	NON
OAPI			

T. Prière d'indiquer si le risque de confusion est nécessaire dans les cas visés aux points R à T :

Il ressort de la grande majorité des réponses que le risque de confusion est nécessaire dans tous les cas.

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION 5. Quels sont les motifs d'opposition admis ?				
Pays/office récepteur	W. Noms de personnes	X. Marques collectives, de garantie ou de certification	Y. Marques non enregistrées	Z. Autres
Afrique du Sud	OUI	OUI	OUI	S.O.
Algérie				
Allemagne	NON	NON	NON	OUI
Argentine	OUI	OUI	OUI	OUI
Arménie				
Australie	NON	OUI	NON	OUI
Autriche	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Bangladesh			OUI	
Bélarus				
Brésil	OUI	OUI	OUI	OUI
Bulgarie				
Canada	OUI	OUI	OUI	S.O.
Chili	OUI	NON	OUI	
Chine	NON	OUI	OUI	
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	OUI	OUI	
Colombie	OUI	OUI	NON	OUI
Costa Rica	OUI	OUI	OUI	NON
Croatie	OUI	OUI	NON	OUI
Danemark			OUI	
Dominique				
El Salvador	OUI	OUI	OUI	S.O.
Équateur	OUI	OUI	OUI	OUI
Espagne	OUI	OUI	OUI	
Estonie	OUI	OUI	NON	OUI
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	OUI	OUI	OUI	
Fédération de Russie	OUI	OUI	NON	NON
Finlande	OUI	OUI	OUI	
France	NON	OUI	NON	NON
Géorgie	OUI	OUI	NON	OUI
Hongrie	OUI	OUI	OUI	NON
Indonésie	OUI	OUI	NON	NON
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	OUI	NON	
Irlande	OUI	OUI	OUI	
Israël	OUI	OUI	OUI	S.O.
Italie	OUI	NON	NON	OUI
Jamaïque	OUI	OUI	OUI	OUI
Japon	OUI	OUI	S.O.	OUI
Kirghizistan	NON	OUI	NON	NON
Lituanie	OUI		NON	NON
Madagascar				
Malte				
Maroc				
Maurice	OUI	OUI	OUI	
Mexique				
Monaco	OUI	OUI	NON	OUI

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION 5. Quels sont les motifs d'opposition admis ?				
Pays/office récepteur	W. Noms de personnes	X. Marques collectives, de garantie ou de certification	Y. Marques non enregistrées	Z. Autres
Norvège	OUI	OUI	OUI	S.O.
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI	OUI	OUI
Oman	OUI	OUI	OUI	S.O.
Pakistan	OUI	OUI	OUI	S.O.
Panama	OUI	OUI		
Pérou	OUI	OUI	OUI	OUI
Philippines				
Portugal	OUI	OUI	OUI	OUI
Rép. Arabe syrienne				
Rép. De Corée	NON	NON	NON	NON
Rép. De Moldova				
Rép. Tchèque.	OUI	OUI	OUI	OUI
Roumanie	OUI	OUI	NON	NON
Royaume-Uni	OUI	OUI	OUI	OUI
Sainte-Lucie	NON	OUI	NON	S.O.
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	NON	OUI	NON	OUI
Singapour			OUI	
Slovaquie	OUI	OUI	OUI	NON
Slovénie	OUI	OUI	OUI	
Soudan	OUI	S.O.	OUI	S.O.
Sri Lanka	OUI	OUI	OUI	OUI
Suède	OUI		OUI	
Suisse	NON	OUI	OUI	NON
Swaziland	S.O.	S.O.	OUI	
Thaïlande	OUI	OUI	OUI	
Trinité-et-Tobago	NON	OUI	NON	NON
Tunisie	NON	OUI	NON	NON
Turquie	OUI	OUI	OUI	S.O.
Ukraine	NON	OUI	OUI	S.O.
Uruguay	OUI	OUI		
Zambie	OUI	S.O.	NON	S.O.
BBM	NON	OUI	NON	
CE	NON	OUI	OUI	OUI
OAPI			OUI	

Z. Dans l'affirmative, prière de les énumérer :

Les réponses à cette question indiquent presque toutes un motif déjà cité en réponse à une autre question. Plus généralement, certaines réponses font état des motifs mentionnés dans la Convention de Paris.

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION			
6. Divers			
Pays/office régional	A. Dans une procédure d'opposition, quels facteurs servent à déterminer le risque de confusion ?	B. Est-il possible d'arriver à un accord amiable dans le cadre d'une procédure d'opposition ?	C. Chaque partie doit-elle assumer ses frais ?
Afrique du Sud		OUI	NON
Algérie		S.O.	S.O.
Allemagne		OUI	OUI
Argentine		OUI	NON
Arménie			
Australie		OUI	NON
Autriche		S.O.	S.O.
Bangladesh		OUI	OUI
Bélarus			
Brésil		OUI	OUI
Bulgarie			
Canada		OUI	OUI
Chili		NON	OUI
Chine		OUI	NON
Chine : Hong Kong (RAS)		OUI	NON
Colombie		NON	OUI
Costa Rica		OUI	OUI
Croatie		OUI	NON
Danemark		OUI	OUI
Dominique			
El Salvador		OUI	NON
Équateur		OUI	OUI
Espagne		OUI	S.O.
Estonie		OUI	OUI
États-Unis d'Amérique		OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine		OUI	NON
Fédération de Russie		OUI	OUI
Finlande		S.O.	OUI
France		OUI	OUI
Géorgie		OUI	OUI
Hongrie		OUI	NON
Indonésie		NON	NON
Iran (Rép. Islam. D')		OUI	OUI
Irlande		OUI	NON
Israël		OUI	NON
Italie		OUI	
Jamaïque		OUI	NON
Japon		OUI	OUI
Kirghizistan		NON	OUI
Lituanie		OUI	NON
Madagascar			
Malte			
Maroc			
Maurice		OUI	OUI
Mexique			

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION			
6. Divers			
Pays/office régional	A. Dans une procédure d'opposition, quels facteurs servent à déterminer le risque de confusion ?	B. Est-il possible d'arriver à un accord amiable dans le cadre d'une procédure d'opposition ?	C. Chaque partie doit-elle assumer ses frais ?
Monaco			
Norvège		OUI	OUI
Nouvelle-Zélande		OUI	NON
Oman		OUI	OUI
Pakistan		OUI	OUI
Panama		OUI	NON
Pérou		OUI	S.O.
Philippines			
Portugal		OUI	OUI
Rép. Arabe syrienne		OUI	OUI
Rép. De Corée		OUI	OUI
Rép. De Moldova		OUI	OUI
Rép. Tchèque.		OUI	OUI
Roumanie		OUI	OUI
Royaume-Uni		OUI	NON
Sainte-Lucie		OUI	NON
Saint-Vincent-et-les-Grenadines		NON	NON
Singapour		OUI	
Slovaquie		OUI	OUI
Slovénie		OUI	OUI
Soudan		OUI	OUI
Sri Lanka		OUI	NON
Suède		OUI	OUI
Suisse		OUI	NON
Swaziland		OUI	OUI
Thaïlande		NON	OUI
Trinité-et-Tobago		OUI	NON
Tunisie		OUI	NON
Turquie		OUI	OUI
Ukraine		OUI	NON
Uruguay		NON	OUI
Zambie		OUI	OUI
BBM		OUI	OUI
CE		OUI	OUI
OAPI		OUI	OUI

A. Prière de préciser :

Les réponses indiquent dans leur quasi-totalité qu'une analyse de l'effet sonore, de l'apparence et de la signification de la marque, du degré de similitude des produits et des services, de leur utilisation et de la commercialisation et des filières de distribution des produits et services est effectuée pour déterminer le risque de confusion. La confusion effective est aussi prise en considération

C. Dans la négative, prière de préciser :

La majorité des réponses indique que l'autorité compétente a la faculté d'obliger l'une des parties à régler les dépens. Certaines ajoutent que la partie déboutée peut payer ces coûts en partie ou en totalité.

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION		
6. Divers		
Pays/office régional	D. La partie perdante supporte-t-elle la totalité des frais de la procédure d'opposition ?	E. Combien de temps faut-il en moyenne pour qu'une décision soit rendue au terme d'une procédure d'opposition (ce qui signifie qu'aucune observation supplémentaire n'est acceptée) ?
Afrique du Sud	NON	2 à 3 mois
Algérie	S.O.	
Allemagne	NON	environ 12 mois
Argentine	NON	
Arménie		
Australie	NON	3 mois
Autriche	S.O.	
Bangladesh	OUI	2 mois
Bélarus		
Brésil	NON	4 ans
Bulgarie		
Canada	NON	3 mois
Chili	NON	6 à 8 mois
Chine		6 mois
Chine : Hong Kong (RAS)	NON	6 mois
Colombie	NON	6 mois
Costa Rica	S.O.	6 mois
Croatie	NON	1 mois
Danemark	NON	2 mois
Dominique		
El Salvador	S.O.	30 jours
Équateur	NON	6 à 8 mois
Espagne	NON	
Estonie	NON	5 jours
États-Unis d'Amérique	NON	environ 24 semaines
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	OUI	environ 1 mois
Fédération de Russie	NON	
Finlande		6 à 8 mois
France	NON	6 mois au maximum
Géorgie	NON	5 à 14 jours
Hongrie	OUI	
Indonésie	NON	2 mois
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	2 ans
Irlande	NON	8 semaines
Israël	NON	Plus d'un an
Italie	NON	
Jamaïque		
Japon	NON	environ 11 mois (du début de l'opposition à la déclaration de la décision)
Kirghizistan	NON	4 mois
Lituanie	NON	1 mois
Madagascar		
Malte		
Maroc		
Maurice	NON	dès que possible

V. PROCÉDURE D'OPPOSITION		
6. Divers		
Pays/office régional	D. La partie perdante supporte-t-elle la totalité des frais de la procédure d'opposition ?	E. Combien de temps faut-il en moyenne pour qu'une décision soit rendue au terme d'une procédure d'opposition (ce qui signifie qu'aucune observation supplémentaire n'est acceptée) ?
Mexique		
Monaco		
Norvège	NON	6 à 8 mois
Nouvelle-Zélande	NON	32 jours
Oman	NON	3 à 6 mois
Pakistan	NON	
Panama	OUI	immédiatement
Pérou	NON	10 mois
Philippines		
Portugal	NON	12 mois
Rép. Arabe syrienne	OUI	
Rép. De Corée	NON	1 an
Rép. De Moldova	NON	3 mois
Rép. Tchèque.	NON	6 mois
Roumanie	NON	1 mois
Royaume-Uni	NON	27 semaines
Sainte-Lucie	NON	6 mois à 1 an
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	NON	
Singapour		3 mois au maximum
Slovaquie	NON	1 an
Slovénie	S.O.	18 mois
Soudan	S.O.	1 mois
Sri Lanka	NON	plus de 3 mois
Suède	NON	18 mois
Suisse	OUI	3 à 4 mois
Swaziland	OUI	environ 9 mois
Thaïlande	NON	6 mois
Trinité-et-Tobago	OUI	environ 2 mois
Tunisie	NON	6 à 8 mois
Turquie	NON	3 mois
Ukraine	S.O.	
Uruguay	S.O.	selon le cas
Zambie	NON	dès que la procédure est achevée
BBM	OUI	
CE	OUI	6 mois à un an
OAPI	NON	

D. Dans la négative, prière de préciser la répartition des coûts :

La majorité des réponses indique que l'autorité compétente a la faculté d'obliger l'une des parties à régler les dépens. Certaines ajoutent que la partie déboutée peut payer ces coûts en partie ou en totalité.

VI. RECOURS 1. Procédure de recours A. Existe-t-il une procédure de recours ?				
Pays/office régional	A. Existe-t-il une procédure de recours ?	i) auprès de la direction de l'enregistrement/de l'office de propriété industrielle ?	ii) auprès d'un organisme administratif ?	iii) auprès d'un tribunal ?
Afrique du Sud	OUI	NON	NON	OUI
Algérie	OUI	NON	NON	OUI
Allemagne	OUI	OUI		OUI
Argentine	OUI	OUI	NON	OUI
Arménie	OUI	OUI	OUI	OUI
Australie	OUI	NON	NON	OUI
Autriche	OUI	OUI	NON	OUI
Bangladesh	OUI	NON	NON	OUI
Bélarus	OUI	OUI	OUI	OUI
Brésil	OUI	OUI	NON	NON
Bulgarie	OUI	OUI	NON	NON
Canada	OUI	NON	NON	OUI
Chili	OUI	OUI	OUI	OUI
Chine	OUI	NON	NON	OUI
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	NON	NON	OUI
Colombie	OUI	OUI	S.O.	S.O.
Costa Rica	OUI	OUI	OUI	OUI
Croatie	OUI	NON	NON	OUI
Danemark				
Dominique				
El Salvador	OUI	OUI	NON	NON
Équateur	OUI	OUI	OUI	OUI
Espagne	OUI	OUI		
Estonie	OUI	NON	OUI	OUI
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	OUI	NON	OUI	NON
Fédération de Russie	OUI		OUI	NON
Finlande	OUI	NON	OUI	
France	OUI	NON	NON	OUI
Géorgie	OUI	OUI	NON	OUI
Hongrie	OUI	NON	NON	OUI
Indonésie	OUI	OUI	NON	NON
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	NON	NON	OUI
Irlande	OUI	NON	NON	OUI
Israël	OUI	NON	NON	OUI
Italie	OUI	NON	NON	OUI
Jamaïque	OUI	OUI	OUI	OUI
Japon	OUI	OUI	NON	NON
Kirghizistan	OUI	NON	NON	OUI
Lituanie	OUI	OUI		
Madagascar	OUI	NON	NON	OUI
Malte	OUI			NON
Maroc	OUI	NON	NON	OUI
Maurice	OUI	NON	OUI	OUI

VI. RECOURS 1. Procédure de recours A. Existe-t-il une procédure de recours ?				
Pays/office régional	A. Existe-t-il une procédure de recours ?	i) auprès de la direction de l'enregistrement/de l'office de propriété industrielle ?	ii) auprès d'un organisme administratif ?	iii) auprès d'un tribunal ?
Mexique	OUI	OUI	NON	OUI
Monaco	OUI	NON	NON	OUI
Norvège	OUI	NON	OUI	OUI
Nouvelle-Zélande	OUI	NON	NON	OUI
Oman	OUI	NON	NON	OUI
Pakistan	OUI	NON	NON	OUI
Panama	OUI	OUI		
Pérou	OUI		OUI	
Philippines	OUI	OUI	OUI	OUI
Portugal	OUI	NON	NON	OUI
Rép. Arabe syrienne	OUI	OUI	OUI	OUI
Rép. De Corée	OUI	NON	OUI	NON
Rép. De Moldova	OUI	OUI	OUI	OUI
Rép. Tchèque.	OUI	OUI	NON	NON
Roumanie	OUI	NON	NON	OUI
Royaume-Uni	OUI	NON	NON	OUI
Sainte-Lucie				OUI
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	OUI	NON	NON	OUI
Singapour				
Slovaquie	OUI	OUI	NON	NON
Slovénie	NON			
Soudan	OUI	NON	NON	OUI
Sri Lanka	OUI	NON	NON	OUI
Suède				
Suisse	OUI	NON	OUI	OUI
Swaziland	OUI			OUI
Thaïlande	OUI	NON	OUI	OUI
Trinité-et-Tobago	OUI	NON	NON	OUI
Tunisie	OUI	NON	NON	OUI
Turquie	OUI	OUI	NON	NON
Ukraine	OUI		OUI	OUI
Uruguay	OUI	OUI		
Zambie	OUI	OUI	S.O.	OUI
BBM	OUI	NON	NON	OUI
CE	OUI	OUI	NON	NON
OAPI	OUI	NON	OUI	NON

VI. RECOURS 2. Délai de recours A. Quel est le délai autorisé pour présenter un recours ?			
Pays/office régional	i) 2 mois après l'enregistrement	ii) 3 mois après l'enregistrement	iii) plus de 3 mois après l'enregistrement
Afrique Du Sud	NON	NON	NON
Algérie	OUI		
Allemagne			
Argentine	S.O.	S.O.	S.O.
Arménie	NON	NON	NON
Australie	S.O.	S.O.	S.O.
Autriche	S.O.	S.O.	S.O.
Bangladesh	NON	NON	OUI
Bélarus			OUI
Brésil	NON	NON	NON
Bulgarie	NON	NON	NON
Canada	NON	NON	NON
Chili			
Chine	NON	NON	NON
Chine : Hong Kong (RAS)	S.O.	S.O.	S.O.
Colombie	S.O.	S.O.	S.O.
Costa Rica	NON	NON	NON
Croatie	NON	NON	NON
Danemark			
Dominique			
El Salvador	S.O.	S.O.	S.O.
Équateur	NON	NON	NON
Espagne			
Estonie	NON	NON	NON
États-Unis d'Amérique	S.O.	S.O.	S.O.
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	NON	NON	NON
Fédération de Russie	NON	NON	OUI
Finlande			
France	NON	NON	NON
Géorgie	NON	NON	NON
Hongrie	NON	NON	NON
Indonésie	NON	OUI	NON
Iran (Rép. Islam. D')			
Irlande	S.O.	S.O.	S.O.
Israël	NON	NON	NON
Italie			
Jamaïque			
Japon	NON	NON	NON
Kirghizistan	NON	NON	OUI
Lituanie	NON	NON	NON
Madagascar	NON	NON	NON
Malte			
Maroc			OUI
Maurice			
Mexique	NON	OUI	NON
Monaco	NON	NON	OUI
Norvège	OUI	NON	NON

VI. RECOURS 2. Délai de recours A. Quel est le délai autorisé pour présenter un recours ?			
Pays/office régional	i) 2 mois après l'enregistrement	ii) 3 mois après l'enregistrement	iii) plus de 3 mois après l'enregistrement
Nouvelle-Zélande	S.O.	S.O.	S.O.
Oman	NON	NON	NON
Pakistan	NON	NON	NON
Panama			
Pérou	OUI	OUI	
Philippines	NON	NON	NON
Portugal	NON	NON	NON
Rép. Arabe syrienne	OUI		OUI
Rép. De Corée	S.O.	S.O.	S.O.
Rép. De Moldova	NON	OUI	OUI
Rép. Tchèque.	NON	NON	NON
Roumanie			OUI
Royaume-Uni	NON	NON	NON
Sainte-Lucie			
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	NON	NON	NON
Singapour			
Slovaquie	NON	NON	NON
Soudan	NON	NON	NON
Sri Lanka			
Suède			
Suisse	NON	NON	NON
Swaziland			
Thaïlande	NON	NON	NON
Trinité-et-Tobago			
Tunisie	NON	NON	NON
Turquie	NON	NON	NON
Ukraine			
Uruguay			
Zambie	S.O.	S.O.	S.O.
BBM			
CE			
OAPI	OUI		

A.iii) Prière de préciser :

Il n'a pas été répondu à cette question.

VI. RECOURS 2. Délai de recours A. Quel est le délai autorisé pour présenter un recours ?			
Pays/office récepteur	iv) 2 mois après réception de la notification de la décision	v) 3 mois après réception de la notification de la décision	vi) plus de 3 mois après réception de la notification de la décision
Afrique du Sud	NON	OUI	NON
Algérie			
Allemagne			
Argentine	S.O.	S.O.	S.O.
Arménie	OUI	NON	OUI
Australie	S.O.	S.O.	S.O.
Autriche	OUI	S.O.	S.O.
Bangladesh			
Bélarus		OUI	
Brésil	NON	NON	NON
Bulgarie	NON	OUI	NON
Canada	OUI	NON	NON
Chili			
Chine	NON	NON	NON
Chine : Hong Kong (RAS)	NON	NON	NON
Colombie	S.O.	S.O.	S.O.
Costa Rica	NON	NON	NON
Croatie	NON	NON	NON
Danemark			
Dominique			
El Salvador	NON	NON	NON
Équateur	NON	NON	NON
Espagne			
Estonie	NON	NON	NON
États-Unis d'Amérique	S.O.	S.O.	NON
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	NON	NON	NON
Fédération de Russie	NON	NON	NON
Finlande	OUI		
France	NON	NON	NON
Géorgie	NON	OUI	OUI
Hongrie	NON	NON	NON
Indonésie	NON	OUI	NON
Iran (Rép. Islam. D')			
Irlande	S.O.	OUI	S.O.
Israël	NON	NON	NON
Italie			
Jamaïque	S.O.	OUI	S.O.
Japon	NON	NON	NON
Kirghizistan	NON	NON	OUI
Lituanie	NON	OUI	NON
Madagascar	NON	NON	NON
Malte			
Maroc			
Maurice			
Mexique	NON	OUI	NON

VI. RECOURS 2. Délai de recours A. Quel est le délai autorisé pour présenter un recours ?			
Pays/office récepteur	iv) 2 mois après réception de la notification de la décision	v) 3 mois après réception de la notification de la décision	vi) plus de 3 mois après réception de la notification de la décision
Monaco	NON	NON	NON
Norvège	OUI	NON	NON
Nouvelle-Zélande	S.O.	S.O.	S.O.
Oman	NON	NON	NON
Pakistan	OUI	NON	NON
Panama			
Pérou	S.O.	S.O.	S.O.
Philippines	NON	NON	OUI
Portugal	NON	NON	
Rép. Arabe syrienne			NON
Rép. De Corée	NON	NON	NON
Rép. De Moldova	NON	OUI	NON
Rép. Tchèque.	NON	NON	NON
Roumanie		OUI	
Royaume-Uni	NON	NON	
Sainte-Lucie			
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	NON	NON	
Singapour			
Slovaquie	NON	NON	NON
Soudan	NON	NON	OUI (6mois)
Sri Lanka			
Suède			
Suisse	NON	NON	NON
Swaziland			NON
Thaïlande	MO	OUI	
Trinité-et-Tobago			NON
Tunisie	NON	NON	
Turquie	NON	NON	NON
Ukraine	OUI		
Uruguay			S.O.
Zambie	S.O.	S.O.	
BBM	OUI		
CE	OUI		
OAPI			S.O.

A.vi) Prière de préciser :

Les réponses indiquent généralement que le délai imparti pour présenter un recours est de six mois à compter de la réception de la notification de la décision. Une réponse fait toutefois état d'un délai de 20 jours ouvrables à compter de la date à laquelle la décision a été rendue.

VI. RECOURS 2. Délai de recours A. Quel est le délai autorisé pour présenter un recours ? 3. Droit de former un recours			
Pays/office régional	A.vii) Autre délai	A.viii) Ce délai peut-il être prorogé ?	3.A Qui est habilité à former un recours ?
Afrique du Sud	NON	OUI	La partie n'est pas satisfaite du jugement du Tribunal
Algérie			
Allemagne	OUI	NON	Détenteur ou opposant
Argentine	OUI	NON	Personne lésée par la décision administrative
Arménie	NON	OUI	
Australie	OUI	OUI	
Autriche	S.O.	OUI	Déposant seulement
Bangladesh			
Bélarus	NON	OUI	
Brésil	OUI	OUI	Détenteur
Bulgarie	NON	NON	Détenteur
Canada	NON	OUI	
Chili	OUI	NON	
Chine	NON	OUI	Parties concernées
Chine : Hong Kong (RAS)	NON	OUI	Parties concernées
Colombie	OUI	NON	Déposant ou opposant
Costa Rica	OUI	NON	Détenteur et opposant
Croatie	OUI	NON	Détenteur, déposant, opposant
Danemark			
Dominique			
El Salvador	OUI	NON	Personne lésée par la décision
Équateur	NON	NON	Détenteur, office et opposant
Espagne	OUI (1 mois)	NON	Détenteur, opposant et tierces parties
Estonie	NON	NON	Déposant
États-Unis d'Amérique	S.O.	NON	Partie qui s'est vu refuser l'enregistrement et tiers auteur de l'opposition
ex-Rép. yougoslave de Macédoine	OUI	NON	Déposant ou opposant
Fédération de Russie	NON	NON	Toute partie
Finlande			Déposant, partie déboutée
France	OUI	OUI	Toute personne intéressée
Géorgie	NON	NON	Déposant, détenteur, opposant
Hongrie	OUI	NON	Quiconque
Indonésie	NON	NON	Demandeur ou son mandataire
Iran (Rép. islam. d')	NON	NON	Détenteur, partie intéressée
Irlande	S.O.	S.O.	Déposant ou opposant
Israël	OUI	OUI	Parties concernées
Italie	OUI	NON	Détenteur
Jamaïque	OUI	S.O.	Détenteur ou opposant
Japon	OUI	OUI	Déposant
Kirghizistan	NON	NON	Détenteur, autre partie, auteur de l'opposition
Lituanie	NON	OUI	Détenteur
Madagascar	NON		Toute autorité ou personne ayant un intérêt légitime

VI. RECOURS 2. Délai de recours A. Quel est le délai autorisé pour présenter un recours ? 3. Droit de former un recours			
Pays/office régional	A.vii) Autre délai	A.viii) Ce délai peut-il être prorogé ?	3.A Qui est habilité à former un recours ?
Malte	S.O.	NON	Détenteur, déposant ou mandataire
Maroc	S.O.		Toute personne intéressée
Maurice			
Mexique	NON	NON	Détenteur
Monaco	S.O.	NON	Toute personne intéressée
Norvège	S.O.	S.O.	Parties concernées
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI	Une partie de la décision d'origine
Oman	OUI	NON	Titulaire des droits
Pakistan	NON	NON	Partie lésée par la décision
Panama	NON	NON	Détenteur, opposant et tierce partie
Pérou	OUI	NON	
Philippines	OUI	OUI	Quiconque
Portugal		NON	Détenteur
Rép. arabe syrienne	NON	NON	Toute personne intéressée
Rép. de Corée	OUI	NON	Personne intéressée
Rép. de Moldova	NON	OUI	Quiconque
Rép. Tchèque.	OUI	NON	Parties concernées
Roumanie		NON	Détenteur
Royaume-Uni	S.O.	S.O.	Partie à la décision initiale
Sainte-Lucie	S.O.	S.O.	Partie à la procédure d'opposition
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	OUI (42 jours)	OUI	Déposant ou opposant
Singapour			
Slovaquie	OUI (30 jours à compter de la décision)	OUI	Quiconque a un intérêt légitime
Slovénie	OUI (30 jours)	NON	Détenteur, déposant ou opposant
Soudan	NON	OUI	Toute partie intéressée
Sri Lanka			Détenteur ou opposant
Suède			
Suisse	OUI	NON	Déposant, office de propriété intellectuelle débouté, parties à une procédure d'opposition
Swaziland		OUI	Toute partie intéressée
Thaïlande	NON	NON	Déposant ou opposant
Trinité-et-Tobago	NON	OUI	Déposant ou opposant
Tunisie	OUI	NON	Toute personne intéressée
Turquie	NON	NON	Toute partie lésée par une décision
Ukraine	OUI	NON	
Uruguay		NON	Détenteur, opposant, tierce partie directement intéressée
Zambie	NON	OUI	Détenteur, opposant, tiers
BBM	NON	NON	
CE	OUI	NON	
OAPI			

A.vii) Prière de préciser :

Parmi les réponses positives, la majorité indique qu'un recours doit être présenté dans un délai d'un mois à compter de la réception de la notification de la décision. Toutefois, quelques réponses font état d'un délai de cinq jours suivant la notification de la décision.

A.viii) Dans l'affirmative, veuillez préciser :

La durée de prorogation du délai autorisé pour présenter un recours varie de 15 jours à 18 mois. Cela étant, la plupart des réponses font état d'une durée comprise entre 15 jours et deux mois.

VII. MARQUES NON ENREGISTRÉES (MARQUES DE COMMON LAW)

1. Protection

Pays/office régional	A. Les marques non enregistrées donnent-elles lieu à un quelconque droit en vertu de la législation nationale?	B. Des marques non enregistrées sont-elles protégées contre une atteinte?	C. Les marques enregistrées sont-elles protégées contre leur affaiblissement?
Afrique du Sud	OUI	NON	OUI
Algérie	NON	NON	NON
Allemagne	OUI	OUI	OUI
Argentine			
Arménie	NON	NON	NON
Australie	OUI	OUI	NON
Autriche	OUI	OUI	NON
Bangladesh	NON	NON	NON
Bélarus	NON		
Brésil	OUI	NON	NON
Bulgarie	NON		
Canada	OUI	NON	NON
Chili	NON		
Chine	OUI	NON	S.O.
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	OUI	OUI
Colombie	NON		
Costa Rica	NON		
Croatie	NON		
Danemark	OUI	OUI	OUI
Dominique			
El Salvador	S.O.	S.O.	S.O.
Équateur	NON		
Espagne	OUI	OUI	NON
Estonie	NON		
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	NON		
Fédération de Russie	OUI	OUI	OUI
Finlande	OUI	OUI	OUI
France	NON		
Géorgie	NON		
Hongrie	NON	NON	NON
Indonésie	NON		
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	NON	NON
Irlande	OUI	OUI	OUI
Israël	OUI	NON	NON
Italie	OUI	OUI	NON
Jamaïque	OUI	NON	OUI
Japon	S.O.	S.O.	S.O.
Kirghizistan	NON		
Lituanie	NON		
Madagascar	NON		
Malte	OUI	OUI	S.O.
Maroc	NON		
Maurice	OUI	OUI	OUI
Mexique	OUI	NON	NON

VII. MARQUES NON ENREGISTRÉES (MARQUES DE COMMON LAW)

1. Protection

Pays/office régional	A. Les marques non enregistrées donnent-elles lieu à un quelconque droit en vertu de la législation nationale?	B. Des marques non enregistrées sont-elles protégées contre une atteinte?	C. Les marques enregistrées sont-elles protégées contre leur affaiblissement?
Monaco	OUI	OUI	NON
Norvège	OUI	OUI	OUI
Nouvelle-Zélande	OUI	NON	OUI
Oman	OUI	OUI	OUI
Pakistan	OUI	NON	S.O.
Panama	OUI	NON	NON
Pérou	NON		
Philippines	OUI	NON	NON
Portugal	OUI	OUI	NON
Rép. Arabe syrienne	OUI	OUI	NON
Rép. De Corée	S.O.	S.O.	S.O.
Rép. De Moldova	S.O.	S.O.	S.O.
Rép. Tchèque.	OUI	NON	NON
Roumanie	NON	NON	OUI
Royaume-Uni	OUI	OUI	OUI
Sainte-Lucie	NON		
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	NON		
Singapour	OUI	NON	NON
Slovaquie	OUI		
Slovénie	S.O.	S.O.	S.O.
Soudan	OUI	OUI	S.O.
Sri Lanka	OUI	NON	S.O.
Suède	OUI	OUI	OUI
Suisse			
Swaziland	OUI	NON	S.O.
Thaïlande	OUI	OUI	OUI
Trinité-et-Tobago	OUI	OUI	NON
Tunisie	NON		
Turquie	NON		
Ukraine	NON		
Uruguay			
Zambie	NON		
BBM	NON		
CE	S.O.		
OAPI	NON		

VII. MARQUES NON ENREGISTRÉES (MARQUES DE COMMON LAW)

1. Protection

Pays/office régional	D. Le propriétaire d'une marque antérieure non enregistrée peut-il faire recours contre un utilisateur ultérieur ?	E. Le propriétaire d'une marque antérieure non enregistrée peut-il faire recours contre un déposant/le titulaire d'un enregistrement ultérieur ?
Afrique du Sud	OUI	OUI
Algérie		NON
Allemagne	OUI	OUI
Argentine		
Arménie	NON	NON
Australie	OUI	OUI
Autriche	OUI	OUI
Bangladesh	OUI	OUI
Bélarus		
Brésil	OUI	OUI
Bulgarie		
Canada	OUI	OUI
Chili		
Chine	OUI	OUI
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	OUI
Colombie		
Costa Rica		
Croatie		
Danemark	OUI	OUI
Dominique		
El Salvador	S.O.	S.O.
Équateur		
Espagne	OUI	OUI
Estonie		
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine		
Fédération de Russie	OUI	OUI
Finlande	OUI	OUI
France		
Géorgie		
Hongrie	NON	NON
Indonésie		
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	OUI
Irlande	OUI	OUI
Israël	OUI	OUI
Italie	OUI	OUI
Jamaïque	OUI	OUI
Japon	S.O.	S.O.
Kirghizistan		
Lituanie		
Madagascar		
Malte	OUI	OUI
Maroc		
Maurice	OUI	OUI
Mexique	OUI	OUI
Monaco	OUI	OUI

VII. MARQUES NON ENREGISTRÉES (MARQUES DE COMMON LAW)

1. Protection

Pays/office régional	D. Le propriétaire d'une marque antérieure non enregistrée peut-il faire recours contre un utilisateur ultérieur ?	E. Le propriétaire d'une marque antérieure non enregistrée peut-il faire recours contre un déposant/le titulaire d'un enregistrement ultérieur ?
Norvège	OUI	OUI
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI
Oman	OUI	OUI
Pakistan	S.O.	OUI
Panama	OUI	OUI
Pérou		
Philippines	OUI	OUI
Portugal	OUI	OUI
Rép. Arabe syrienne	OUI	OUI
Rép. De Corée	S.O.	S.O.
Rép. De Moldova	S.O.	S.O.
Rép. Tchèque.	OUI	OUI
Roumanie	NON	NON
Royaume-Uni	OUI	OUI
Sainte-Lucie		
Saint-Vincent-et-les-Grenadines		
Singapour	OUI	OUI
Slovaquie	OUI	OUI
Slovénie	S.O.	S.O.
Soudan	S.O.	S.O.
Sri Lanka	OUI	OUI
Suède	OUI	OUI
Suisse		
Swaziland	S.O.	S.O.
Thaïlande	OUI	OUI
Trinité-et-Tobago	OUI	OUI
Tunisie		
Turquie		
Ukraine		
Uruguay		
Zambie		
BBM		
CE		
OAPI		

VII. MARQUES NON ENREGISTRÉES (MARQUES DE COMMON LAW)

2. Objet de la protection

Pays/office régional	A. Marques verbales non enregistrées	B. Logos et autres marques non verbales non enregistrées	C. Emballage	D. Habillage	E. Noms de sociétés	F. Autres
Afrique du Sud	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	
Algérie	NON	NON	NON	NON	NON	
Allemagne						OUI
Argentine						
Arménie	NON	NON	NON	NON	NON	S.O.
Australie	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Autriche	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON
Bangladesh	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	
Bélarus						
Brésil	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	NON
Bulgarie						
Canada	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	S.O.
Chili						
Chine	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	
Colombie						
Costa Rica						
Croatie						
Danemark	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Dominique						
El Salvador	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	OUI
Équateur						
Espagne	OUI	OUI	OUI		OUI	OUI
Estonie						
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine						
Fédération de Russie						
Finlande	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	
France						
Géorgie						
Hongrie	NON	NON	NON	NON	NON	NON
Indonésie						
Iran (Rép. Islam. D')	NON	NON	NON	NON	NON	OUI
Irlande	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	
Israël	OUI	OUI	OUI	S.O.	OUI	S.O.
Italie	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON
Jamaïque	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Japon	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	OUI
Kirghizistan						
Lituanie						
Madagascar						
Malte	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	
Maroc						
Maurice	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI

VII. MARQUES NON ENREGISTRÉES (MARQUES DE COMMON LAW)						
2. Objet de la protection						
Pays/office régional	A. Marques verbales non enregistrées	B. Logos et autres marques non verbales non enregistrées	C. Emballage	D. Habillage	E. Noms de sociétés	F. Autres
Mexique	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	
Monaco	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON
Norvège	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	S.O.
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Oman	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	S.O.
Pakistan	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	S.O.
Panama	NON	NON	OUI		OUI	
Pérou						
Philippines	OUI	OUI	OUI	S.O.	NON	S.O.
Portugal	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Rép. Arabe syrienne	S.O.	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Rép. De Corée	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Rép. De Moldova	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Rép. Tchèque.	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Roumanie	NON	NON	NON	NON	NON	NON
Royaume-Uni	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Sainte-Lucie						
Saint-Vincent-et-les- Grenadines						
Singapour	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	
Slovaquie	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	
Slovénie	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Soudan						
Sri Lanka	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	
Suède	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	
Suisse						
Swaziland	NON	NON	NON	NON	NON	NON
Thaïlande	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON
Trinité-et-Tobago	OUI	OUI	NON	NON	NON	NON
Tunisie						
Turquie						
Ukraine						
Uruguay						
Zambie						
BBM						
CE						
OAPI						

F. Dans l'affirmative, prière de préciser :

La quasi-totalité des réponses indique que la législation applicable prévoit pour les marques non enregistrées les mêmes droits que pour les marques enregistrées.

VII. MARQUES NON ENREGISTRÉES (MARQUES DE COMMON LAW)

3. Critères régissant la protection

Pays/office régional	A. Un degré de notoriété/reconnaissance antérieure est-il exigé ?	B. Un caractère distinctif est-il exigé ?	C. Autres
Afrique du Sud	OUI	OUI	
Algérie	NON	NON	
Allemagne			OUI
Argentine			
Arménie	NON	OUI	
Australie	OUI	OUI	
Autriche	OUI	OUI	
Bangladesh	S.O.	OUI	
Bélarus			
Brésil	NON	OUI	
Bulgarie			
Canada	OUI	OUI	
Chili			
Chine	OUI	OUI	OUI
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	OUI	
Colombie			
Costa Rica			
Croatie			
Danemark	NON	OUI	
Dominique			
El Salvador	S.O.	S.O.	
Équateur			
Espagne	OUI	OUI	
Estonie			
États-Unis d'Amérique	NON	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine			
Fédération de Russie	OUI	OUI	
Finlande	OUI	OUI	
France			
Géorgie			
Hongrie	NON	NON	
Indonésie			
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	OUI	
Irlande			
Israël	OUI	OUI	
Italie	OUI	OUI	
Jamaïque	OUI	OUI	
Japon	OUI	OUI	OUI
Kirghizistan			
Lituanie			
Madagascar			
Malte			OUI
Maroc			
Maurice	OUI	OUI	
Mexique	OUI	OUI	
Monaco	OUI	OUI	
Norvège	OUI	OUI	

VII. MARQUES NON ENREGISTRÉES (MARQUES DE COMMON LAW)			
3. Critères régissant la protection			
Pays/office régional	A. Un degré de notoriété/reconnaissance antérieure est-il exigé ?	B. Un caractère distinctif est-il exigé ?	C. Autres
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI	OUI
Oman	S.O.	OUI	
Pakistan	OUI	OUI	
Panama	NON	OUI	
Pérou			
Philippines	OUI	OUI	
Portugal	NON	OUI	
Rép. Arabe syrienne	NON	OUI	
Rép. De Corée	S.O.	S.O.	
Rép. De Moldova	S.O.	S.O.	
Rép. Tchèque.	NON	OUI	
Roumanie			
Royaume-Uni	S.O.	S.O.	OUI
Sainte-Lucie			
Saint-Vincent-et-les-Grenadines			
Singapour	OUI	OUI	
Slovaquie	OUI	OUI	
Slovénie	S.O.	S.O.	
Soudan	S.O.	S.O.	NON
Sri Lanka	OUI	OUI	OUI
Suède	OUI	OUI	OUI
Suisse			
Swaziland	S.O.	OUI	
Thaïlande	NON	NON	
Trinité-et-Tobago			S.O.
Tunisie			
Turquie			
Ukraine			
Uruguay			
Zambie			
BBM			
CE			
OAPI			

C. Autres, prière de préciser :

Il est indiqué dans la quasi-totalité des réponses que les critères régissant la protection des marques non enregistrées sont déterminés au cas par cas, compte tenu de différents facteurs, tels que le caractère distinctif, le fond de commerce, la réputation, le préjudice, la reproduction fallacieuse, etc.

VII. MARQUES NON ENREGISTRÉES (MARQUES DE COMMON LAW)

4. Degré de l'atteinte

5. Sanctions

A. Quelles sont les dispositions existantes en matière de sanctions/dommages-intérêts pour atteinte à une marque non enregistrée ?

Pays/office régional	4.A Une confusion effective est-elle exigée ?	4.B Un risque de confusion est-il exigé ?	4.C Autres	5.A.i) Comme pour les marques enregistrées	5.A.ii) Autres
Afrique du Sud	NON	OUI		NON	
Algérie	NON	NON		NON	
Allemagne	NON	OUI	OUI	OUI	
Argentine					
Arménie	OUI	OUI		S.O.	
Australie	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
Autriche	NON	OUI		OUI	
Bangladesh	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Bélarus					
Brésil	S.O.	S.O.		S.O.	
Bulgarie					
Canada	S.O.	S.O.		S.O.	
Chili					
Chine		OUI		OUI	
Chine : Hong Kong (RAS)	NON	OUI		OUI	
Colombie					
Costa Rica					
Croatie					
Danemark	NON	OUI		OUI	
Dominique					
El Salvador	S.O.	S.O.		S.O.	
Équateur					
Espagne	OUI	S.O.		S.O.	
Estonie					
États-Unis d'Amérique	NON	S.O.	OUI	OUI	S.O.
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine					
Fédération de Russie	OUI	OUI		OUI	
Finlande	NON	OUI		OUI	
France					
Géorgie					
Hongrie	NON	NON		NON	
Indonésie					
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	OUI		OUI	
Irlande	S.O.	S.O.			OUI
Israël	NON	OUI			
Italie	OUI	OUI		OUI	
Jamaïque	S.O.	S.O.			OUI
Japon	NON	OUI		NON	OUI
Kirghizistan					
Lituanie					
Madagascar					
Malte			OUI	OUI	
Maroc					

VII. MARQUES NON ENREGISTRÉES (MARQUES DE COMMON LAW)

4. Degré de l'atteinte

5. Sanctions

A. Quelles sont les dispositions existantes en matière de sanctions/dommages-intérêts pour atteinte à une marque non enregistrée ?

Pays/office régional	4.A Une confusion effective est-elle exigée ?	4.B Un risque de confusion est-il exigé ?	4.C Autres	5.A.i) Comme pour les marques enregistrées	5.A.ii) Autres
Maurice	NON	OUI		OUI	OUI
Mexique	S.O.	S.O.		S.O.	
Monaco	OUI	OUI		OUI	
Norvège	NON	OUI		OUI	
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI		OUI	NON
Oman	OUI	OUI		S.O.	
Pakistan	NON	OUI		NON	
Panama	OUI	OUI		NON	
Pérou					
Philippines	S.O.	S.O.		S.O.	
Portugal	NON	OUI	OUI	NON	OUI
Rép. Arabe syrienne	OUI	NON		NON	
Rép. De Corée	S.O.	S.O.		S.O.	
Rép. De Moldova	S.O.	S.O.		S.O.	
Rép. Tchèque.	NON	NON		NON	OUI
Roumanie					
Royaume-Uni	S.O.	S.O.		NON	OUI
Sainte-Lucie					
Saint-Vincent-et-les-Grenadines					
Singapour		OUI		OUI	
Slovaquie	NON	OUI		S.O.	
Slovénie					
Soudan	NON	OUI			
Sri Lanka	OUI	OUI	OUI	NON	OUI
Suède		OUI		OUI	
Suisse					
Swaziland	OUI	OUI		OUI	
Thaïlande	OUI	OUI		NON	OUI
Trinité-et-Tobago	S.O.			S.O.	
Tunisie					
Turquie					
Ukraine					
Uruguay					
Zambie					
BBM					
CE					
OAPI					

4.C. Autres, prière de préciser :

Les réponses indiquent que les critères appliqués pour déterminer qu'une atteinte à une marque non enregistrée est constituée sont les mêmes que ceux appliqués aux marques enregistrées, à ceci près qu'une marque non enregistrée ne bénéficie pas des mêmes présomptions juridiques que les marques enregistrées et que la nature et la portée des droits attachés à une marque non enregistrée doivent être démontrées individuellement.

5.A.ii) Autres, prière de préciser :

Certaines réponses indiquent que les atteintes aux marques non enregistrées relèvent de la loi relative à la substitution de produits ou de services.

VIII. USAGE D'UNE MARQUE
1. Conditions générales relatives à l'usage

Pays/office régional	A. La législation en vigueur requiert-elle l'usage de la marque ?	B. Si l'usage est exigé pour le maintien en vigueur d'un enregistrement, à partir de quelle durée (pendant une période ininterrompue) le défaut d'usage est-il pris en compte ?	C. Si après la période de défaut d'usage visée à la question 2, le détenteur commence à utiliser sa marque, cet usage a-t-il pour effet de le rétablir dans ses droits ?	Dans l'affirmative, ces droits sont-ils opposables aux tiers ?	D. L'usage doit-il être avéré pendant la durée de l'enregistrement ?
Afrique du Sud	NON	5 ans	OUI	OUI	NON
Algérie	OUI	3 ans	S.O.	S.O.	S.O.
Allemagne	OUI	5 ans	S.O.		NON
Argentine	OUI	5 ans	OUI	OUI	OUI
Arménie	OUI	5 ans	OUI	OUI	NON
Australie	OUI	3 ans	S.O.		NON
Autriche	OUI	5 ans	OUI	OUI	NON
Bangladesh	OUI	5 ans 1 mois			NON
Bélarus	OUI	5 ans	NON		NON
Brésil	OUI	5 ans	NON	S.O.	NON
Bulgarie	OUI	5 ans	OUI	OUI	NON
Canada	OUI		S.O.	S.O.	NON
Chili	NON				
Chine	OUI	3 ans	OUI	OUI	NON
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	3 ans	OUI	OUI	NON
Colombie	OUI	3 ans	NON	S.O.	NON
Costa Rica	NON		NON	NON	NON
Croatie	OUI	5 ans	OUI	OUI	NON
Danemark	OUI	5 ans			NON
Dominique					
El Salvador	OUI	5 ans	OUI	OUI	NON
Équateur	OUI	3 ans		NON	NON
Espagne	OUI	3 ans	OUI	OUI	NON
Estonie	OUI	5 ans	OUI	OUI	NON
États-Unis d'Amérique	OUI				OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	OUI	5 ans	OUI	OUI	OUI
Fédération de Russie	OUI	3 ans	OUI		NON
Finlande	OUI	5 ans	OUI		NON
France	OUI	5 ans	OUI	OUI	NON
Géorgie	OUI	5 ans	OUI	OUI	OUI
Hongrie	OUI	5 ans	OUI	OUI	NON
Indonésie	OUI	3 ans	OUI	OUI	OUI
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	3 ans	OUI	OUI	
Irlande	OUI	5 ans	OUI	OUI	NON
Israël	NON	3 ans	S.O.		NON
Italie	OUI	5 ans	OUI	OUI	OUI
Jamaïque	OUI	3 ans	OUI	OUI	NON

VIII. USAGE D'UNE MARQUE
1. Conditions générales relatives à l'usage

Pays/office régional	A. La législation en vigueur requiert-elle l'usage de la marque ?	B. Si l'usage est exigé pour le maintien en vigueur d'un enregistrement, à partir de quelle durée (pendant une période ininterrompue) le défaut d'usage est-il pris en compte ?	C. Si après la période de défaut d'usage visée à la question 2, le détenteur commence à utiliser sa marque, cet usage a-t-il pour effet de le rétablir dans ses droits ?	Dans l'affirmative, ces droits sont-ils opposables aux tiers ?	D. L'usage doit-il être avéré pendant la durée de l'enregistrement ?
Japon	OUI	3 ans	S.O.		NON
Kirghizistan	OUI	3 ans			S.O.
Lituanie	OUI	5 ans	OUI	OUI	NON
Madagascar	OUI	3 ans	S.O.		S.O.
Malte	OUI	5 ans	OUI	OUI	S.O.
Maroc	OUI	5 ans	NON	S.O.	S.O.
Maurice	OUI	3 ans	S.O.		NON
Mexique	OUI	3 ans	OUI	OUI	OUI
Monaco	NON				NON
Norvège	OUI	5 ans	OUI	OUI	NON
Nouvelle-Zélande	OUI	3 ans	OUI	OUI	NON
Oman	OUI	5 ans	NON		NON
Pakistan	OUI	5 ans	OUI	OUI	NON
Panama	OUI	5 ans	OUI		NON
Pérou	OUI	3 ans	NON		NON
Philippines	OUI	3 ans	S.O.		OUI
Portugal	OUI	5 ans	OUI	NON	OUI
Rép. Arabe syrienne	NON	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Rép. De Corée	S.O.	S.O.	S.O.		S.O.
Rép. De Moldova	NON	5 ans	NON		NON
Rép. Tchèque.	YES	5 ans	OUI	OUI	NON
Roumanie	OUI	5 ans			OUI
Royaume-Uni	OUI	5 ans	OUI	OUI	NON
Sainte-Lucie	OUI	3 ans	NON	S.O.	OUI
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	OUI	3 ans	OUI	OUI	NON
Singapour	OUI	5 ans			NON
Slovaquie	OUI	5 ans	OUI		NON
Slovénie	NON		OUI	OUI	S.O.
Soudan	OUI	5 ans	OUI	OUI	NON
Sri Lanka	NON	5 ans	S.O.		NON
Suède	OUI	5 ans			S.O.
Suisse	OUI	5 ans	OUI	OUI	NON
Swaziland	OUI	3 ans	OUI	OUI	OUI
Thaïlande	NON		OUI	OUI	NON
Trinité-et-Tobago	OUI	5 ans	NON		NON
Tunisie	OUI	5 ans	OUI	OUI	NON
Turquie	OUI	5 ans	S.O.	S.O.	NON
Ukraine	OUI		S.O.		NON

VIII. USAGE D'UNE MARQUE					
1. Conditions générales relatives à l'usage					
Pays/office régional	A. La législation en vigueur requiert-elle l'usage de la marque ?	B. Si l'usage est exigé pour le maintien en vigueur d'un enregistrement, à partir de quelle durée (pendant une période ininterrompue) le défaut d'usage est-il pris en compte ?	C. Si après la période de défaut d'usage visée à la question 2, le détenteur commence à utiliser sa marque, cet usage a-t-il pour effet de le rétablir dans ses droits ?	Dans l'affirmative, ces droits sont-ils opposables aux tiers ?	D. L'usage doit-il être avéré pendant la durée de l'enregistrement ?
Uruguay	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Zambie	NON	5 ans	NON	S.O.	OUI
BBM	OUI	5 ans	OUI	OUI	NON
CE	OUI	5 ans	OUI	OUI	NON
OAPI	OUI	5 ans			NON

D. Dans l'affirmative, prière d'indiquer quand et comment :

Dans la plupart des cas, lorsqu'un enregistrement est contesté sur la base de la non-utilisation d'une marque, la preuve de son utilisation effective doit être apportée. Certaines réponses précisent que la preuve de l'utilisation peut prendre la forme d'une déclaration à présenter au moment du renouvellement (ou, dans une réponse en particulier, dans un délai d'un an à compter du renouvellement). Une autre réponse indique que, pour qu'un enregistrement reste valable, une déclaration d'usage sous serment doit être déposée, indiquant que la marque est utilisée dans le commerce en relation avec des produits ou services mentionnés dans l'enregistrement.

VIII. USAGE D'UNE MARQUE 2. Qu'entend-on par usage ?					
Pays/office régional	A. La législation définit-elle l'usage requis ?	B. Selon la législation ou la jurisprudence de votre pays, les actes suivants sont-ils constitutifs d'usage aux fins du maintien en vigueur de l'enregistrement ?			
		i) Usage uniquement dans des publicités	ii) Usage d'une marque enregistrée sous une forme différente, don't les éléments ne modifient pas le caractère distinctif de la marque enregistrée	iii) Apposition d'une marque sur des produits ou sur l'emballage de ceux-ci dans votre pays uniquement à des fins d'exportation	iv) Usage d'une marque par une personne autre que le titulaire de l'enregistrement, si cet usage intervient avec le consentement du titulaire
Afrique du Sud	NON	NON	NON	NON	OUI
Algérie	NON	S.O.	OUI	NON	NON
Allemagne	NON		OUI	OUI	OUI
Argentine	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
Arménie	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
Australie	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
Autriche	NON	NON	OUI	NON	OUI
Bangladesh	OUI	OUI	NON	S.O.	OUI
Bélarus	OUI	NON	OUI	NON	OUI
Brésil	OUI	NON	OUI	NON	OUI
Bulgarie	OUI	NON	OUI	OUI	OUI
Canada	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Chili	NON	NON			
Chine	NON	S.O.	OUI	OUI	OUI
Chine : Hong Kong (RAS)	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
Colombie	OUI	NON	OUI	OUI	OUI
Costa Rica	NON	S.O.	S.O.	S.O.	OUI
Croatie	NON	NON	OUI	OUI	OUI
Danemark	OUI	NON	OUI	OUI	OUI
Dominique					
El Salvador	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Équateur	OUI	NON	NON	NON	OUI
Espagne	OUI	NON	OUI	OUI	OUI
Estonie	OUI	NON	OUI	OUI	OUI
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI		OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	OUI	NON	OUI	OUI	OUI
Fédération de Russie	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Finlande	NON				OUI
France	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
Géorgie	OUI	OUI	OUI	S.O.	OUI
Hongrie	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Indonésie	NON	OUI	NON	OUI	OUI
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	OUI	NON	OUI	OUI
Irlande	NON	NON	OUI	OUI	OUI
Israël	NON	NON	OUI	NON	OUI

VIII. USAGE D'UNE MARQUE 2. Qu'entend-on par usage ?					
Pays/office régional	A. La législation définit-elle l'usage requis ?	B. Selon la législation ou la jurisprudence de votre pays, les actes suivants sont-ils constitutifs d'usage aux fins du maintien en vigueur de l'enregistrement ?			
		i) Usage uniquement dans des publicités	ii) Usage d'une marque enregistrée sous une forme différente, don't les éléments ne modifient pas le caractère distinctif de la marque enregistrée	iii) Apposition d'une marque sur des produits ou sur l'emballage de ceux-ci dans votre pays uniquement à des fins d'exportation	iv) Usage d'une marque par une personne autre que le titulaire de l'enregistrement, si cet usage intervient avec le consentement du titulaire
Italie	NON	NON	OUI	OUI	OUI
Jamaïque	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Japon	OUI	OUI	OUI	NON	OUI
Kirghizistan	OUI	OUI	OUI	NON	OUI
Lituanie	OUI	NON	OUI	OUI	OUI
Madagascar	NON	S.O.	S.O.	S.O.	OUI
Malte	NON	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Maroc	OUI	S.O.	OUI	OUI	OUI
Maurice	NON				
Mexique	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
Monaco	NON	OUI	NON	S.O.	OUI
Norvège	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
Nouvelle-Zélande	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
Oman	NON	NON	NON	S.O.	OUI
Pakistan	OUI				OUI
Panama	OUI		OUI	OUI	OUI
Pérou	OUI	NON	OUI	OUI	OUI
Philippines	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
Portugal	NON	NON	OUI	OUI	OUI
Rép. Arabe syrienne	NON	S.O.	S.O.	S.O.	OUI
Rép. De Corée	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Rép. De Moldova	OUI	OUI	NON	NON	OUI
Rép. Tchèque.	NON	NON	OUI	OUI	OUI
Roumanie	NON	OUI	NON	OUI	OUI
Royaume-Uni	NON	NON	OUI	OUI	OUI
Sainte-Lucie	OUI	S.O.	S.O.	S.O.	OUI
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Singapour	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
Slovaquie	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Slovénie	OUI	S.O.	OUI	OUI	OUI
Soudan	NON	NON	S.O.	S.O.	OUI
Sri Lanka	NON	OUI	NON	OUI	OUI
Suède	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
Suisse	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Swaziland	OUI	NON	S.O.	S.O.	OUI
Thaïlande	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
Trinité-et-Tobago	NON	NON	NON	NON	OUI

VIII. USAGE D'UNE MARQUE 2. Qu'entend-on par usage ?					
Pays/office régional	A. La législation définit-elle l'usage requis ?	B. Selon la législation ou la jurisprudence de votre pays, les actes suivants sont-ils constitutifs d'usage aux fins du maintien en vigueur de l'enregistrement ?			
		i) Usage uniquement dans des publicités	ii) Usage d'une marque enregistrée sous une forme différente, don't les éléments ne modifient pas le caractère distinctif de la marque enregistrée	iii) Apposition d'une marque sur des produits ou sur l'emballage de ceux-ci dans votre pays uniquement à des fins d'exportation	iv) Usage d'une marque par une personne autre que le titulaire de l'enregistrement, si cet usage intervient avec le consentement du titulaire
Tunisie		NON	OUI	S.O.	OUI
Turquie	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Ukraine	OUI	S.O.	OUI	S.O.	OUI
Uruguay	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Zambie	OUI	OUI	NON	OUI	OUI
BBM	OUI				OUI
CE	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
OAPI		S.O.	S.O.	OUI	OUI

A. Dans l'affirmative, prière de donner la définition :

Plus de la moitié des réponses indiquent que la marque doit être apposée sur les produits pour lesquels elle a été enregistrée (parfois, même s'il s'agit de produit d'occasion), par exemple sur l'emballage, dans les expositions, les points de vente, les signes, les documents commerciaux, les formulaires officiels, les étiquettes, les listes de prix, les publicités, les œuvres publiées, à des fins d'import-export, etc. D'autres définissent "l'usage requis" comme l'utilisation d'une marque sous forme imprimée ou sur une autre représentation visible ou des preuves sur lesquelles le service d'enregistrement peut s'appuyer (telles que documents relatifs au paiement des taxes). D'autres réponses enfin indiquent que l'usage doit être effectif et sérieux.

B.i) Dans l'affirmative, prière de préciser :

La majorité des réponses indique que l'exposition ou la distribution de publicités, publications, formulaires officiels (en-têtes) et panneaux publicitaires dans des foires et expositions est assimilée à l'usage.

B.ii) Dans l'affirmative, prière de préciser :

Toutes les réponses indiquent que l'usage est valable tant que la marque enregistrée n'est pas substantiellement modifiée, c'est-à-dire que ses éléments distinctifs ne sont pas modifiés (une réponse exclut toutefois les marques verbales). Dans un cas en particulier, la bonne foi de ce type d'utilisation doit être prouvée. Dans un autre, les éléments distinctifs de la marque (sous la forme dans laquelle elle a été enregistrée) doivent être décrits, de même que la variante.

B.iii) Dans l'affirmative, prière de préciser :

La grande majorité des réponses considère qu'il s'agit d'un usage effectif de la marque (au même titre que l'utilisation sur le territoire national) et, dans de nombreux cas, que ce type d'utilisation peut servir à prouver l'usage et, partant, garantir la validité de l'enregistrement. Une réponse indique toutefois que ce type d'utilisation n'est valable sur le territoire national que si les produits incorporant la marque sont exportés dans des pays bien déterminés.

VIII. USAGE D'UNE MARQUE 2. Qu'entend-on par usage ?			
Pays/office régional	B. Selon la législation ou la jurisprudence de votre pays, les actes suivants sont-ils constitutifs d'usage aux fins du maintien en vigueur de l'enregistrement ?		
	v) Usage d'une marque comme nom commercial ou symbole commercial, et non pas en relation avec les produits ou les services pour lesquels la marque est protégée	vi) Usage aux fins d'un essai sur le marché d'un produit ou d'un service	vii) La marque doit-elle faire l'objet d'un usage sérieux pour le maintien en vigueur des droits ?
Afrique du Sud	NON	NON	OUI
Algérie	S.O.	S.O.	OUI
Allemagne	NON		OUI
Argentine	NON	OUI	NON
Arménie	NON	NON	NON
Australie	NON	NON	OUI
Autriche	NON	NON	OUI
Bangladesh	OUI	OUI	
Bélarus	NON	OUI	OUI
Brésil	NON	NON	OUI
Bulgarie	NON	NON	OUI
Canada	NON	OUI	NON
Chili			
Chine	NON	NON	
Chine : Hong Kong (RAS)	NON	NON	OUI
Colombie	NON	NON	S.O.
Costa Rica	OUI	NON	NON
Croatie	NON	NON	OUI
Danemark	NON	NON	
Dominique			
El Salvador	NON	NON	NON
Équateur	NON	NON	NON
Espagne	NON	NON	OUI
Estonie	NON	NON	OUI
États-Unis d'Amérique	NON	NON	NON
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	NON	NON	OUI
Fédération de Russie	NON	NON	NON
Finlande			
France	NON		OUI
Géorgie	OUI	S.O.	S.O.
Hongrie	NON	OUI	NON
Indonésie	NON	OUI	OUI
Iran (Rép. Islam. D')	NON	OUI	OUI
Irlande	NON	OUI	S.O.
Israël	NON	NON	NON
Italie	NON	NON	OUI
Jamaïque	NON	OUI	OUI
Japon	NON	NON	OUI
Kirghizistan	OUI	OUI	S.O.
Lituanie	NON	NON	
Madagascar	OUI	OUI	NON
Malte	S.O.	S.O.	S.O.

VIII. USAGE D'UNE MARQUE 2. Qu'entend-on par usage ?			
Pays/office régional	B. Selon la législation ou la jurisprudence de votre pays, les actes suivants sont-ils constitutifs d'usage aux fins du maintien en vigueur de l'enregistrement ?		
	v) Usage d'une marque comme nom commercial ou symbole commercial, et non pas en relation avec les produits ou les services pour lesquels la marque est protégée	vi) Usage aux fins d'un essai sur le marché d'un produit ou d'un service	vii) La marque doit-elle faire l'objet d'un usage sérieux pour le maintien en vigueur des droits ?
Maroc	NON	OUI	OUI
Maurice			
Mexique	OUI	OUI	NON
Monaco	OUI	S.O.	NON
Norvège	NON	OUI	
Nouvelle-Zélande	NON	NON	OUI
Oman	NON	OUI	OUI
Pakistan	S.O.	S.O.	NON
Panama	NON	OUI	OUI
Pérou	NON	NON	OUI
Philippines	NON	OUI	OUI
Portugal	NON	NON	OUI
Rép. Arabe syrienne	OUI	NON	NON
Rép. De Corée	S.O.	S.O.	S.O.
Rép. De Moldova	OUI	S.O.	NON
Rép. Tchèque.	NON	NON	OUI
Roumanie	NON	NON	NON
Royaume-Uni	NON	OUI	OUI
Sainte-Lucie			
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	NON	OUI	OUI
Singapour	OUI	OUI	
Slovaquie	NON	NON	OUI
Slovénie	S.O.	S.O.	OUI
Soudan	S.O.	S.O.	OUI
Sri Lanka	NON	OUI	NON
Suède	NON	NON	
Suisse	NON	NON	OUI
Swaziland	NON	S.O.	NON
Thaïlande	NON	OUI	NON
Trinité-et-Tobago	NON	NON	NON
Tunisie	NON	OUI	OUI
Turquie	NON	NON	OUI
Ukraine	S.O.	S.O.	OUI
Uruguay	S.O.	S.O.	S.O.
Zambie	NON	OUI	NON
BBM	NON		
CE	NON	NON	OUI
OAPI	NON	OUI	

C. Quels autres types d'usage répondent aux prescriptions de la législation ? Prière de préciser :

La majorité des réponses fait état de deux autres types d'utilisation, à savoir la commercialisation des produits ou services incorporant la marque et l'usage effectif et sérieux de la marque en relation avec des produits ou services (usage de bonne foi). Une réponse indique que l'utilisation d'une marque de manière purement décorative n'est pas considérée comme usage sur le territoire national. Les utilisations suivantes ont aussi été mentionnées : stockage aux fins de vente et utilisation sur l'Internet.

VIII. USAGE D'UNE MARQUE 3. Période d'usage/de défaut d'usage après l'enregistrement					
Pays/office régional	A. La durée (ininterrompue) du défaut d'usage est-elle calculée à compter de la date de l'enregistrement ?	B. La durée (ininterrompue) du défaut d'usage est-elle calculée à tout moment pendant la durée de l'enregistrement ?	C. Le début de la durée du défaut d'usage peut-il être reporté par suite d'un usage ultérieur ?	D. Par d'autres moyens ?	E. Quel type de raisons valables avancées par le propriétaire de la marque excuseront un défaut d'usage ?
Afrique du Sud	OUI	OUI	OUI	NON	OUI
Algérie	OUI	OUI	S.O.	S.O.	S.O.
Allemagne	OUI				OUI
Argentine	NON	OUI	OUI	NON	OUI
Arménie	OUI	OUI	OUI	NON	OUI
Australie	NON		NON	NON	
Autriche	NON	OUI	OUI	NON	OUI
Bangladesh	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
Bélarus	OUI	OUI			
Brésil	OUI	OUI	NON	NON	OUI
Bulgarie	OUI	OUI	NON	NON	
Canada	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	
Chili					
Chine	OUI	OUI	OUI		OUI
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	OUI	OUI	NON	OUI
Colombie	OUI	NON	NON	NON	OUI
Costa Rica	OUI	NON	NON	NON	OUI
Croatie	OUI	NON	OUI	NON	
Danemark	NON	OUI	OUI	NON	OUI
Dominique					
El Salvador	OUI	NON	OUI	OUI	OUI
Équateur	NON	OUI	NON	NON	OUI
Espagne	OUI		OUI	OUI	OUI
Estonie	OUI	OUI	NON		
États-Unis d'Amérique	NON	OUI	OUI	S.O.	OUI
ex-Rép. yougoslave de Macédoine	OUI	NON	OUI		OUI
Fédération de Russie	NON	OUI	NON	NON	NON
Finlande	OUI	OUI	OUI		
France	NON	OUI	OUI	OUI	
Géorgie	NON	OUI	OUI	NON	S.O.
Hongrie	OUI	NON	OUI	NON	OUI
Indonésie	OUI	OUI	OUI	NON	OUI
Iran (Rép. islam. d')	OUI	NON	OUI	NON	OUI
Irlande	OUI	OUI	OUI	NON	
Israël	OUI	OUI	S.O.	S.O.	OUI
Italie	OUI	OUI	OUI	NON	OUI
Jamaïque	OUI	NON	OUI	S.O.	OUI
Japon	NON	OUI	OUI	NON	
Kirghizistan	OUI	OUI	OUI	S.O.	OUI
Lituanie	NON	OUI	OUI	NON	OUI
Madagascar	OUI	NON	NON	NON	OUI
Malte	OUI	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.

VIII. USAGE D'UNE MARQUE					
3. Période d'usage/de défaut d'usage après l'enregistrement					
Pays/office régional	A. La durée (ininterrompue) du défaut d'usage est-elle calculée à compter de la date de l'enregistrement ?	B. La durée (ininterrompue) du défaut d'usage est-elle calculée à tout moment pendant la durée de l'enregistrement ?	C. Le début de la durée du défaut d'usage peut-il être reporté par suite d'un usage ultérieur ?	D. Par d'autres moyens ?	E. Quel type de raisons valables avancées par le propriétaire de la marque excuseront un défaut d'usage ?
Maroc	NON	NON	NON	NON	
Maurice	OUI	NON	S.O.	S.O.	
Mexique	NON	NON	OUI	NON	OUI
Monaco	NON	NON	NON	NON	S.O.
Norvège	NON	OUI	OUI	NON	OUI
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI	OUI	NON	OUI
Oman	OUI	OUI	S.O.	NON	OUI
Pakistan	OUI	NON	OUI	NON	OUI
Panama	OUI	NON	NON	NON	OUI
Pérou	OUI	NON	NON	NON	OUI
Philippines	OUI	NON	NON	NON	
Portugal	OUI	NON	OUI	OUI	OUI
Rép. arabe syrienne	NON	NON	NON	NON	NON
Rép. de Corée	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Rép. de Moldova	NON	OUI	OUI	NON	OUI
Rép. Tchèque.	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Roumanie	NON	OUI			
Royaume-Uni	OUI	OUI	OUI	NON	
Sainte-Lucie	NON	NON	NON	OUI	
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	NON	OUI	OUI	NON	
Singapour	OUI	NON	NON		S.O.
Slovaquie	NON	NON	OUI	NON	NON
Slovénie	OUI	NON	OUI	S.O.	S.O.
Soudan	OUI	NON	S.O.	S.O.	S.O.
Sri Lanka	NON	OUI	OUI	S.O.	OUI
Suède	S.O.	OUI	OUI	S.O.	
Suisse	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
Swaziland	OUI	S.O.	NON	S.O.	S.O.
Thaïlande	OUI	OUI	OUI		S.O.
Trinité-et-Tobago	OUI	NON	NON	NON	
Tunisie	OUI	NON	NON	NON	OUI
Turquie	OUI	NON	OUI	NON	OUI
Ukraine	OUI	OUI	S.O.		OUI
Uruguay	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Zambie	OUI	NON	NON		OUI
BBM	OUI	OUI	OUI		
CE	OUI	S.O.	OUI	NON	OUI
OAPI	NON	OUI	OUI	S.O.	

D. Dans l'affirmative, prière de préciser :

La plupart des réponses indiquent que la période d'usage/de défaut d'usage débute à compter soit de la date d'enregistrement, soit de la date de dépôt d'une demande d'enregistrement, soit encore de la date d'expiration d'une procédure d'opposition.

E. Dans l'affirmative, prière de préciser :

Selon la plupart des réponses, le défaut d'usage peut être excusé en cas de circonstances imprévues ou de force majeure qui empêchent le détenteur d'utiliser la marque, telles que des restrictions à l'importation ou à l'exportation, des catastrophes naturelles, etc. Une réponse indique qu'un tribunal doit accepter les excuses avancées par la partie concernée pour que celles-ci soient considérées valables.

VIII. USAGE D'UNE MARQUE 3. Période d'usage/de défaut d'usage après l'enregistrement; 4. Divers				
Pays/office régional	F. Votre législation prévoit-elle un délai de grâce entre la fin de la période ininterrompue de défaut d'usage et l'introduction d'une action en radiation ou révocation de la marque pour défaut d'usage?	G. Dans l'affirmative, votre législation prévoit-elle une période déterminée au cours de laquelle le début ou la reprise de l'usage n'est pas pris en considération lorsque le propriétaire de la marque savait (ou n'aurait pas pu ignorer) qu'une action en radiation ou en révocation pouvait être exercée?	H. Existe-t-il des sanctions pour défaut d'usage injustifié d'une marque enregistrée?	4.A). Votre législation prévoit-elle des conditions particulières applicables à l'usage de marques dans certains secteurs tels que la santé ou l'environnement?
Afrique du Sud	NON	NON	NON	NON
Algérie	NON	NON	NON	NON
Allemagne		OUI	OUI	NON
Argentine	NON	NON	OUI	NON
Arménie	NON	NON	NON	OUI
Australie	OUI	OUI	OUI	NON
Autriche	OUI	S.O.	OUI	NON
Bangladesh	NON	S.O.	OUI	
Bélarus			OUI	NON
Brésil	NON	NON	OUI	NON
Bulgarie	OUI	OUI	OUI	NON
Canada	S.O.	S.O.	OUI	OUI
Chili				
Chine	OUI	OUI	OUI	NON
Chine : Hong Kong (RAS)	NON	OUI	OUI	NON
Colombie	NON	NON	NON	NON
Costa Rica	OUI	NON	NON	NON
Croatie	NON	OUI	OUI	NON
Danemark	OUI et NON	OUI	OUI	
Dominique				
El Salvador	NON	NON	NON	NON
Équateur	NON	NON	NON	NON
Espagne	NON	OUI	OUI	NON
Estonie	OUI	OUI	NON	NON
États-Unis d'Amérique	NON	S.O.	OUI	NON
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	NON	NON	NON	NON
Fédération de Russie	NON	NON	OUI	NON
Finlande	OUI	OUI		OUI
France	OUI	OUI	OUI	NON
Géorgie	OUI	OUI	NON	NON
Hongrie	OUI	OUI	OUI	NON
Indonésie	NON	NON	NON	NON
Iran (Rép. Islam. D')	NON	NON	NON	
Irlande	NON	OUI	NON	NON

VIII. USAGE D'UNE MARQUE 3. Période d'usage/de défaut d'usage après l'enregistrement; 4. Divers				
Pays/office régional	F. Votre législation prévoit-elle un délai de grâce entre la fin de la période ininterrompue de défaut d'usage et l'introduction d'une action en radiation ou révocation de la marque pour défaut d'usage?	G. Dans l'affirmative, votre législation prévoit-elle une période déterminée au cours de laquelle le début ou la reprise de l'usage n'est pas pris en considération lorsque le propriétaire de la marque savait (ou n'aurait pas pu ignorer) qu'une action en radiation ou en révocation pouvait être exercée?	H. Existe-t-il des sanctions pour défaut d'usage injustifié d'une marque enregistrée?	4.A). Votre législation prévoit-elle des conditions particulières applicables à l'usage de marques dans certains secteurs tels que la santé ou l'environnement?
Israël	NON	NON	NON	NON
Italie	OUI	OUI	OUI	NON
Jamaïque	OUI	OUI	NON	NON
Japon	OUI	OUI	OUI	NON
Kirghizistan	S.O.	S.O.	OUI	NON
Lituanie	OUI	OUI	OUI	NON
Madagascar	NON		NON	NON
Malte	NON	OUI	S.O.	NON
Maroc	NON	OUI	OUI	S.O.
Maurice	S.O.	S.O.	OUI	NON
Mexique	OUI	NON	NON	NON
Monaco	NON		NON	NON
Norvège	S.O.	OUI	OUI	
Nouvelle-Zélande	OUI	S.O.	OUI	NON
Oman	S.O.	S.O.	OUI	S.O.
Pakistan	NON	NON	NON	NON
Panama	NON	NON	OUI	NON
Pérou	NON	NON	OUI	NON
Philippines	NON	NON	OUI	NON
Portugal	OUI	OUI	OUI	OUI
Rép. Arabe syrienne	NON	NON	NON	NON
Rép. De Corée	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Rép. De Moldova	NON	NON	NON	OUI
Rép. Tchèque.	NON	OUI	OUI	NON
Roumanie	NON		OUI	NON
Royaume-Uni	NON	OUI	OUI	NON
Saint. Lucia				
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	OUI	NON	NON	NON
Singapour	NON		OUI	
Slovaquie	OUI	OUI	OUI	NON
Slovénie	OUI	OUI	OUI	OUI
Soudan	S.O.		OUI	NON
Sri Lanka	NON	S.O.	NON	NON
Suède	OUI	OUI	NON	
Suisse	NON	NON	OUI	NON
Swaziland	NON	NON	OUI	S.O.

VIII. USAGE D'UNE MARQUE 3. Période d'usage/de défaut d'usage après l'enregistrement; 4. Divers				
Pays/office régional	F. Votre législation prévoit-elle un délai de grâce entre la fin de la période ininterrompue de défaut d'usage et l'introduction d'une action en radiation ou révocation de la marque pour défaut d'usage?	G. Dans l'affirmative, votre législation prévoit-elle une période déterminée au cours de laquelle le début ou la reprise de l'usage n'est pas pris en considération lorsque le propriétaire de la marque savait (ou n'aurait pas pu ignorer) qu'une action en radiation ou en révocation pouvait être exercée?	H. Existe-t-il des sanctions pour défaut d'usage injustifié d'une marque enregistrée?	4.A). Votre législation prévoit-elle des conditions particulières applicables à l'usage de marques dans certains secteurs tels que la santé ou l'environnement?
Thaïlande	NON	NON	NON	NON
Trinité-et-Tobago	NON	NON	NON	
Tunisie	OUI	OUI	OUI	NON
Turquie	S.O.	S.O.	S.O.	NON
Ukraine	NON		OUI	NON
Uruguay	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Zambie	NON	NON	OUI	NON
BBM	OUI	OUI	OUI	NON
CE	OUI	OUI	OUI	NON
OAPI	NON		NON	

H. Dans l'affirmative, prière de préciser ces sanctions :

Dans la plupart des cas, si la marque n'est pas utilisée au cours du délai fixé par la législation ou la pratique nationale, l'enregistrement est soit supprimé du registre, radié, révoqué ou simplement considéré comme arrivé à expiration. Selon certaines réponses, la radiation ou l'invalidation peut être demandée par des tiers.

4.A. Dans l'affirmative, veuillez préciser :

De nombreuses réponses font état des produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques. Une réponse indique que la législation relative à la lutte contre le tabagisme prévoit des dispositions particulières concernant l'utilisation des marques relatives aux produits du tabac.

IX. USAGE DES SYMBOLES DE MARQUAGE					
Pays/office régional	1. Le marquage est-il prévu dans votre législation nationale ?	2. Les marquages sont-ils utilisés pour indiquer l'enregistrement ?	3. Les marquages sont-ils autorisés pour indiquer l'usage (lorsque la marque n'est pas enregistrée) ?	4. Existe-t-il des dispositions facultatives en ce qui concerne le marquage ?	5. La législation prévoit-elle des avantages en cas d'utilisation des marquages facultatifs ?
Afrique du Sud	NON	NON	NON	NON	NON
Algérie	NON	OUI	S.O.	S.O.	NON
Allemagne	NON	OUI	NON	NON	S.O.
Argentine	NON	OUI	OUI	NON	S.O.
Arménie	OUI	OUI	NON	OUI	NON
Australie	NON	OUI	OUI	OUI	NON
Autriche	NON	OUI	NON	NON	NON
Bangladesh		OUI	NON	NON	OUI
Bélarus	OUI	OUI	NON	NON	NON
Brésil	OUI	NON	S.O.	NON	NON
Bulgarie	NON	OUI	S.O.	NON	S.O.
Canada	NON	OUI	OUI	NON	NON
Chili	OUI	OUI	NON	OUI	OUI
Chine	NON	OUI	S.O.	NON	S.O.
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	OUI	OUI	OUI	NON
Colombie	NON	OUI	S.O.	NON	NON
Costa Rica	OUI	OUI	NON	NON	NON
Croatie	NON	OUI	NON	NON	NON
Danemark		OUI	OUI	NON	S.O.
Dominique					
El Salvador	NON	S.O.	S.O.	NON	S.O.
Équateur	NON	OUI	S.O.	NON	NON
Espagne	NON	OUI		NON	NON
Estonie	NON	OUI	S.O.	OUI	NON
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
ex-Rép. yougoslave de Macédoine	OUI	OUI	NON	NON	NON
Fédération de Russie	OUI	OUI	NON	NON	NON
Finlande	NON	OUI		NON	NON
France	NON	OUI	S.O.	NON	NON
Géorgie	NON	S.O.	S.O.	NON	NON
Hongrie	NON	OUI	OUI	NON	NON
Indonésie	NON	NON	NON	NON	NON
Iran (Rép. islam. d')	NON	NON	NON	NON	NON
Irlande	NON	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Israël	NON	OUI	OUI	NON	NON
Italie	NON	OUI	OUI	NON	NON
Jamaïque	NON	OUI		NON	
Japon	OUI	OUI	NON	NON	NON
Kirghizistan	OUI	OUI	NON	NON	NON
Lituanie	OUI	OUI	S.O.	OUI	S.O.
Madagascar	NON	S.O.	S.O.	NON	NON
Malte	NON	OUI	S.O.	S.O.	S.O.

IX. USAGE DES SYMBOLES DE MARQUAGE					
Pays/office régional	1. Le marquage est-il prévu dans votre législation nationale ?	2. Les marquages sont-ils utilisés pour indiquer l'enregistrement ?	3. Les marquages sont-ils autorisés pour indiquer l'usage (lorsque la marque n'est pas enregistrée) ?	4. Existe-t-il des dispositions facultatives en ce qui concerne le marquage ?	5. La législation prévoit-elle des avantages en cas d'utilisation des marquages facultatifs ?
Maroc	NON	NON	NON	NON	NON
Maurice	NON	OUI	S.O.	S.O.	S.O.
Mexique	OUI	OUI	NON	NON	S.O.
Monaco	NON	NON	NON	NON	NON
Norvège		OUI	OUI	NON	NON
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Oman	NON	OUI	NON	NON	S.O.
Pakistan	OUI	OUI	NON	NON	NON
Panama	OUI	OUI	NON	NON	NON
Pérou	OUI	OUI	NON	NON	NON
Philippines	NON	OUI	NON	NON	NON
Portugal	OUI	OUI	NON	OUI	NON
Rép. arabe syrienne	NON	OUI	NON	OUI	NON
Rép. de Corée	OUI	OUI	NON	OUI	NON
Rép. de Moldova	OUI	OUI	S.O.	S.O.	NON
Rép. Tchèque.	OUI	OUI	NON	OUI	NON
Roumanie	NON	OUI	NON		
Royaume-Uni	OUI	OUI	OUI	NON	NON
Sainte-Lucie		NON	S.O.	NON	NON
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	NON	OUI	OUI	NON	NON
Singapour		OUI	OUI		NON
Slovaquie	OUI	OUI	NON	NON	NON
Slovénie	NON	OUI	NON	NON	NON
Soudan	NON	OUI	S.O.	S.O.	S.O.
Sri Lanka	NON	OUI	S.O.	NON	NON
Suède		OUI	OUI	NON	NON
Suisse	NON	OUI	OUI	NON	NON
Swaziland	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Thaïlande	NON	OUI	NON	NON	NON
Trinité-et-Tobago	NON	OUI	NON	NON	NON
Tunisie	OUI	OUI	NON	NON	NON
Turquie	NON	OUI	NON	NON	NON
Ukraine	OUI	OUI	NON	OUI	NON
Uruguay	S.O.				S.O.
Zambie	OUI	OUI	S.O.	S.O.	S.O.
BBM	NON	OUI	S.O.	S.O.	S.O.
CE	NON	OUI	OUI	NON	NON
OAPI	NON	NON	NON	NON	S.O.

4. Dans l’affirmative, prière de préciser :

La majorité des réponses indique que le propriétaire de la marque a la possibilité d’apposer, à côté de la marque, un signe préventif, ou un avertissement, confirmant l’enregistrement de ladite marque (par exemple, ®, TM ou des expressions telles que “Registered Trademark”).

5. Dans l’affirmative, prière de préciser :

Certaines réponses indiquent que le propriétaire d’une marque associée à un symbole de marquage peut bénéficier d’avantages en cas de procédure pour atteinte à la marque.

IX. USAGE DES SYMBOLES DE MARQUAGE			
Pays/office	6. Quelle législation est applicable en cas d'utilisation fallacieuse ou trompeuse des symboles de marquage?	7. Des sanctions sont-elles prévues en cas de défaut d'usage de symboles de marquage qui sont requis par la loi?	8. Qui a compétence pour surveiller le respect des conditions relatives au marquage : l'office de propriété industrielle, un autre organisme gouvernemental ou une entité du secteur privé?
Afrique du Sud		N/A	
Algérie		NON	
Allemagne		S.O.	
Argentine		S.O.	
Arménie		NON	
Australie		S.O.	
Autriche		S.O.	
Bangladesh		OUI	
Bélarus		NON	
Brésil	N/A	S.O.	N/A
Bulgarie		NON	
Canada	S.O.	S.O.	S.O.
Chili		NON	
Chine		NON	
Chine : Hong Kong (RAS)		NON	
Colombie		NON	
Costa Rica		NON	
Croatie		S.O.	
Danemark		S.O.	
Dominique			
El Salvador		S.O.	
Équateur		S.O.	
Espagne		S.O.	
Estonie		NON	
États-Unis d'Amérique		NON	
ex-Rép. yougoslave de Macédoine		NON	
Fédération de Russie		NON	
Finlande		S.O.	
France		NON	
Géorgie		S.O.	
Hongrie		NON	
Indonésie		NON	NON
Iran (Rép. islam. d')		NON	
Irlande		OUI	
Israël		NON	
Italie		NON	
Jamaïque			
Japon		NON	
Kirghizistan		NON	
Lituanie		S.O.	
Madagascar		NON	
Malte		S.O.	

IX. USAGE DES SYMBOLES DE MARQUAGE			
Pays/office	6. Quelle législation est applicable en cas d'utilisation fallacieuse ou trompeuse des symboles de marquage?	7. Des sanctions sont-elles prévues en cas de défaut d'usage de symboles de marquage qui sont requis par la loi?	8. Qui a compétence pour surveiller le respect des conditions relatives au marquage : l'office de propriété industrielle, un autre organisme gouvernemental ou une entité du secteur privé?
Maroc		NON	
Maurice		NON	
Mexique		S.O.	
Monaco		NON	
Norvège		S.O.	
Nouvelle-Zélande		NON	
Oman		S.O.	
Pakistan		NON	
Panama		NON	
Pérou		OUI	Office de propriété industrielle
Philippines		NON	Office de propriété industrielle
Portugal		NON	
Rép. arabe syrienne		NON	
Rép. de Corée		NON	
Rép. de Moldova		NON	
Rép. Tchèque.		S.O.	
Roumanie			
Royaume-Uni		S.O.	
Sainte-Lucie		NON	
Saint-Vincent-et-les-Grenadines		S.O.	
Singapour		NON	
Slovaquie		NON	
Slovénie		NON	
Soudan		S.O.	
Sri Lanka		S.O.	
Suède		S.O.	
Suisse		NON	
Swaziland		S.O.	
Thaïlande		NON	
Trinité-et-Tobago		NON	
Tunisie		NON	
Turquie		S.O.	
Ukraine		NON	
Uruguay		S.O.	
Zambie		NON	
BBM			
CE		S.O.	
OAPI			

6. Quelle législation est applicable en cas d'utilisation fallacieuse ou trompeuse des symboles de marquage? Prière de préciser :

La plupart des réponses indiquent que la législation applicable est la loi nationale sur les marques. Viennent ensuite les lois sur la concurrence déloyale et les codes commercial, civil et pénal. Quelques réponses indiquent qu'il n'existe pas (ou, du moins, pas encore) de législation de ce type sur le territoire concerné.

7. Dans l'affirmative, prière de préciser :

Une réponse indique que le défaut d'utilisation de symboles de marquage dans les cas requis par la législation donne lieu au paiement d'une amende. En cas de poursuite de l'infraction, une amende supplémentaire est infligée pour chaque jour au cours duquel l'atteinte se poursuit.

8. Qui a compétence pour surveiller le respect des conditions relatives au marquage : l'office de propriété industrielle, un autre organisme gouvernemental ou une entité du secteur privé ?

La majorité des réponses indique que le respect des conditions relatives au marquage relève de la compétence d'organismes gouvernementaux tels que le Ministère du commerce. D'autres soulignent en revanche que cette compétence est dévolue à des autorités administratives, telles que l'office national de propriété industrielle.

X. PROCÉDURES DE RADIATION ET OU D'INVALIDATION

1. Questions générales

Pays/office régional	A. Veuillez préciser la nature des procédures de radiation et/ou d'invalidation en vigueur dans votre pays :	B. Le manquement à l'exigence d'usage conduit-il d'office à la radiation de la marque enregistrée?	C. Existe-t-il des procédures visant à radier une marque du registre au niveau administratif à l'office des marques?	C.i) Dans l'affirmative, quelles sont les exigences applicables?	C.ii) Dans l'affirmative, cette procédure peut-elle être intentée par toute personne intéressée?
Afrique du Sud		NON	OUI		OUI
Algérie		NON	NON	S.O.	S.O.
Allemagne		NON	OUI		OUI
Argentine		NON	NON		S.O.
Arménie		NON	OUI		OUI
Australie		NON	OUI		NON
Autriche		NON	OUI		S.O.
Bangladesh		OUI	OUI		OUI
Bélarus		NON	OUI		OUI
Brésil		NON	OUI		OUI
Bulgarie		NON	OUI		
Canada		NON	OUI		NON
Chili	NON	NON			
Chine		NON	OUI		OUI
Chine : Hong Kong (RAS)		NON	OUI		OUI
Colombie		NON	OUI		OUI
Costa Rica		OUI	NON		
Croatie		NON	OUI		OUI
Danemark		NON	OUI		OUI
Dominique					
El Salvador		NON	NON		S.O.
Équateur		NON	OUI		OUI
Espagne		OUI	OUI		OUI
Estonie		NON	OUI		OUI
États-Unis d'Amérique		OUI	OUI		OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine		NON	OUI		OUI
Fédération de Russie		NON	NON		NON
Finlande		NON	NON		
France		NON	NON		
Géorgie		NON	OUI		NON
Hongrie		NON	OUI		NON
Indonésie		NON	NON		OUI
Iran (Rép. Islam. D')		NON	OUI		OUI
Irlande		OUI	OUI		OUI
Israël		NON	NON		
Italie		NON	NON		
Jamaïque		OUI	OUI		
Japon		NON	OUI		OUI
Kirghizistan		OUI	OUI		OUI

X. PROCÉDURES DE RADIATION ET OU D'INVALIDATION

1. Questions générales

Pays/office régional	A. Veuillez préciser la nature des procédures de radiation et/ou d'invalidation en vigueur dans votre pays :	B. Le manquement à l'exigence d'usage conduit-il d'office à la radiation de la marque enregistrée?	C. Existe-t-il des procédures visant à radier une marque du registre au niveau administratif à l'office des marques?	C.i) Dans l'affirmative, quelles sont les exigences applicables?	C.ii) Dans l'affirmative, cette procédure peut-elle être intentée par toute personne intéressée?
Lituanie		NON	OUI		OUI
Madagascar		NON	NON		
Malte		NON	NON		
Maroc		NON	OUI		NON
Maurice			OUI		OUI
Mexique		NON	OUI		OUI
Monaco		NON	OUI		NON
Norvège		NON	OUI		OUI
Nouvelle-Zélande		NON	OUI		S.O.
Oman		NON	OUI		S.O.
Pakistan		NON	NON		
Panama		OUI	OUI		OUI
Pérou		NON	OUI		OUI
Philippines		NON	OUI		OUI
Portugal		OUI	OUI		OUI
Rép. Arabe syrienne		NON	OUI		OUI
Rép. De Corée		NON	NON		
Rép. De Moldova		NON	OUI		OUI
Rép. Tchèque.		NON	OUI		OUI
Roumanie		NON	NON		
Royaume-Uni		NON	OUI		NON
Sainte-Lucie		NON	OUI		OUI
Saint-Vincent-et-les-Grenadines		NON	NON		
Singapour		NON	NON		OUI
Slovaquie		NON	OUI		OUI
Slovénie		NON	NON		
Soudan		OUI	OUI	OUI	OUI
Sri Lanka		NON	NON		
Suède		NON	NON		S.O.
Suisse		NON	NON		
Swaziland		NON	OUI		OUI
Thaïlande		OUI	OUI		NON
Trinité-et-Tobago		NON	OUI		OUI
Tunisie		OUI	NON		
Turquie		NON	OUI		OUI
Ukraine		NON	OUI		NON
Uruguay		S.O.	OUI		NON
Zambie		OUI	OUI		OUI
BBM		NON	NON		
CE		NON	OUI		OUI
OAPI		NON	OUI		OUI

A. Veuillez préciser la nature des procédures de radiation et/ou d'invalidation en vigueur dans votre pays :

La moitié des réponses environ indiquent que les procédures en radiation et en invalidation doivent être intentées devant l'instance judiciaire, bien que dans certains cas les procédures initiales doivent se dérouler devant l'office. Selon certaines législations, la radiation ou l'invalidation peut se fonder, par exemple, sur le défaut d'utilisation ou de renouvellement de l'enregistrement.

C.i) Dans l'affirmative, quelles sont les exigences applicables ?

La grande majorité des réponses cite les éléments suivants : non-renouvellement, défaut d'usage (non-observation des conditions relatives à l'usage), non-respect des dispositions locales, invalidation, la marque est devenue non enregistrable, radiation suivant une opposition. Par ailleurs, quiconque a un intérêt juridique légitime peut intenter une action en révocation (radiation) sous réserve du dépôt d'une déclaration des motifs sur lesquels se fonde cette action et du paiement des taxes prescrites.

X. PROCÉDURES DE RADIATION ET OU D'INVALIDATION

1. Questions générales

Pays/office régional	D. Existe-t-il des procédures de recours ?	E. Les procédures de radiation et d'invalidation peuvent débiter lorsque la marque n'a pas été effectivement utilisée, pendant un délai fixé par la loi, en relation avec les produits ou les services pour lesquels elle est enregistrée.	F. Existe-t-il des procédures permettant à un tribunal de faire radier une marque du registre ?
Afrique du Sud	OUI	OUI	OUI
Algérie	S.O.	OUI	NON
Allemagne	NON	OUI	OUI
Argentine	S.O.	S.O.	OUI
Arménie	OUI	OUI	OUI
Australie	OUI	OUI	OUI
Autriche	OUI	OUI	S.O.
Bangladesh	OUI		OUI
Bélarus		OUI	
Brésil	OUI	OUI	OUI
Bulgarie	OUI	NON	NON
Canada	OUI	OUI	OUI
Chili	OUI	OUI	OUI
Chine	OUI		OUI
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	OUI	OUI
Colombie	OUI	OUI	NON
Costa Rica	OUI	OUI	OUI
Croatie	OUI	OUI	OUI
Danemark	OUI	OUI	OUI
Dominique			
El Salvador	S.O.	NON	OUI
Équateur	OUI	OUI	OUI
Espagne	OUI	OUI	OUI
Estonie	OUI	OUI	OUI
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	OUI	OUI	OUI
Fédération de Russie	NON	NON	NON
Finlande		OUI	OUI
France		OUI	OUI
Géorgie	OUI	OUI	OUI
Hongrie	OUI	NON	NON
Indonésie		OUI	OUI
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	NON	OUI
Irlande	OUI	OUI	OUI
Israël	OUI	OUI	OUI
Italie	NON	OUI	OUI
Jamaïque	OUI	OUI	OUI
Japon	OUI	OUI	NON
Kirghizistan	OUI	OUI	OUI
Lituanie	OUI	OUI	OUI
Madagascar	OUI	NON	OUI

X. PROCÉDURES DE RADIATION ET OU D'INVALIDATION

1. Questions générales

Pays/office régional	D. Existe-t-il des procédures de recours ?	E. Les procédures de radiation et d'invalidation peuvent débuter lorsque la marque n'a pas été effectivement utilisée, pendant un délai fixé par la loi, en relation avec les produits ou les services pour lesquels elle est enregistrée.	F. Existe-t-il des procédures permettant à un tribunal de faire radier une marque du registre ?
Maroc	OUI	OUI	OUI
Maurice	OUI	OUI	OUI
Mexique	OUI	S.O.	NON
Monaco	NON	NON	OUI
Norvège	OUI	OUI	OUI
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI	OUI
Oman	NON		OUI
Pakistan	OUI	OUI	OUI
Panama	OUI	OUI	OUI
Pérou	OUI	OUI	NON
Philippines	OUI	OUI	OUI
Portugal	OUI	OUI	OUI
Rép. Arabe syrienne	OUI	OUI	OUI
Rép. De Corée	OUI	OUI	S.O.
Rép. De Moldova	OUI	NON	OUI
Rép. Tchèque	OUI	OUI	NON
Roumanie			OUI
Royaume-Uni	OUI	S.O.	OUI
Sainte-Lucie	OUI	NON	OUI
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	OUI	OUI	OUI
Singapour	OUI	OUI	OUI
Slovaquie	OUI	OUI	OUI
Slovénie	NON	OUI	OUI
Soudan	OUI	OUI	OUI
Sri Lanka	OUI	S.O.	OUI
Suède	OUI	OUI	OUI
Suisse	OUI	OUI	OUI
Swaziland	OUI	S.O.	OUI
Thaïlande	OUI	OUI	OUI
Trinité-et-Tobago	OUI	OUI	OUI
Tunisie	NON	OUI	OUI
Turquie	OUI	S.O.	OUI
Ukraine	NON	OUI	OUI
Uruguay	NON	S.O.	S.O.
Zambie	OUI	OUI	OUI
BBM	OUI	OUI	OUI
CE	OUI	OUI	OUI
OAPI	OUI	OUI	OUI

E. Dans l'affirmative, quand commence ce délai et quelle en est la durée ?

La majorité des réponses indique que, si une marque n'est pas effectivement utilisée dans un délai de cinq ans à compter de la date d'enregistrement (ou de la date de délivrance du certificat), l'enregistrement peut être radié, ou la marque invalidée. Un nombre plus restreint indique également un délai de cinq ans, mais à compter de la date de publication de l'enregistrement. Le troisième délai le plus fréquemment cité est de trois ans à compter de la date d'enregistrement. Quelques réponses précisent que, en l'absence d'opposition, le délai est de cinq ans à compter de la date à laquelle le délai autorisé pour former une opposition arrive à expiration ou, en cas d'opposition, de cinq ans à compter de la date de la décision finale.

F. Dans l'affirmative, quelles sont les exigences applicables ?

Certaines réponses font état des motifs relatifs ou absolus de refus. D'autres indiquent que les exigences sont les mêmes que celles à observer devant l'office national.

X. PROCÉDURES DE RADIATION ET OU D'INVALIDATION

1. Questions générales

Pays/office régional	G. Existe-t-il des procédures de recours contre les décisions de justice ?	H. Existe-t-il des restrictions de temps en ce qui concerne l'exercice de telles procédures ?	I. Certains enregistrements peuvent-ils devenir "incontestables" ?
Afrique du Sud	OUI	OUI	NON
Algérie	OUI	NON	NON
Allemagne	OUI	OUI	OUI
Argentine	OUI	OUI	NON
Arménie	OUI	OUI	NON
Australie	OUI	OUI	NON
Autriche	OUI	NON	NON
Bangladesh	OUI	OUI	NON
Bélarus	NON	NON	NON
Brésil	OUI	OUI	OUI
Bulgarie	NON		NON
Canada	OUI	OUI	OUI
Chili	OUI	OUI	NON
Chine	OUI	NON	NON
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	OUI	NON
Colombie	S.O.	OUI	NON
Costa Rica	OUI	OUI	S.O.
Croatie	OUI	OUI	NON
Danemark	OUI	OUI	NON
Dominique			
El Salvador	OUI	OUI	S.O.
Équateur	OUI	OUI	NON
Espagne	OUI	OUI	OUI
Estonie	OUI	OUI	NON
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI
ex-Rép. yougoslave de Macédoine	OUI	OUI	OUI
Fédération de Russie	OUI	OUI	NON
Finlande	OUI	NON	OUI
France	OUI	OUI	NON
Géorgie	OUI	S.O.	NON
Hongrie	OUI	NON	NON
Indonésie	OUI	OUI	S.O.
Iran (Rép. islam. d')	OUI		NON
Irlande			NON
Israël	OUI	OUI	OUI
Italie	OUI	NON	OUI
Jamaïque	OUI	OUI	
Japon	OUI	OUI	OUI
Kirghizistan	OUI	OUI	OUI
Lituanie			NON
Madagascar	OUI	NON	OUI
Maroc	OUI	OUI	OUI
Maurice		OUI	NON
Mexique	OUI	OUI	NON
Monaco	OUI	OUI	OUI
Norvège	OUI	NON	OUI

X. PROCÉDURES DE RADIATION ET OU D'INVALIDATION			
1. Questions générales			
Pays/office régional	G. Existe-t-il des procédures de recours contre les décisions de justice ?	H. Existe-t-il des restrictions de temps en ce qui concerne l'exercice de telles procédures ?	I. Certains enregistrements peuvent-ils devenir "incontestables" ?
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI	NON
Oman	OUI	NON	OUI
Pakistan	OUI		NON
Panama	OUI	OUI	S.O.
Pérou	OUI	OUI	NON
Philippines	OUI	OUI	NON
Portugal	OUI	OUI	NON
Rép. arabe syrienne	OUI	NON	OUI
Rép. de Corée	S.O.	S.O.	OUI
Rép. de Moldova	OUI	OUI	NON
Rép. tchèque.	OUI	OUI	NON
Roumanie	OUI	OUI	NON
Royaume-Uni	OUI	OUI	NON
Sainte-Lucie	OUI	NON	NON
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	OUI	OUI	NON
Singapour	OUI	NON	NON
Slovaquie	OUI	OUI	NON
Slovénie	OUI	OUI	OUI
Soudan	OUI	OUI	NON
Sri Lanka	OUI	NON	NON
Suède	OUI	NON	
Suisse	OUI	NON	NON
Swaziland	NON	NON	NON
Thaïlande	OUI	OUI	OUI
Trinité-et-Tobago	OUI	OUI	OUI
Tunisie	OUI	OUI	OUI
Turquie	OUI	S.O.	OUI
Ukraine	OUI	OUI	S.O.
Uruguay	S.O.	S.O.	S.O.
Zambie	OUI	OUI	NON
BBM	OUI	OUI	NON
CE	OUI	OUI	NON
OAPI	OUI	NON	NON

G. Prière de préciser :

La plupart des réponses indiquent que la partie insatisfaite peut faire appel d'une décision de justice ou d'une décision de l'office des marques devant le tribunal de deuxième ou troisième instance, selon le cas. La plupart des réponses citent la Cour suprême et la Cour (ou Chambre) d'appel en tant qu'instance suprême, mais d'autres instances sont également mentionnées, telles que la Haute Cour et le Tribunal fédéral. Une réponse en particulier indique que le recours doit être formé devant l'instance qui a rendu la décision finale.

H. Dans l'affirmative, prière de préciser quelles sont ces restrictions :

Nombre des réponses font état d'un délai de 15 jours pour l'introduction d'un recours. D'autres réponses indiquent un délai de 90 jours à compter de la notification de la décision ou de deux mois à compter de la publication de la décision. Certaines réponses indiquent que, dans le cas où une partie intéressée a convenu pendant cinq ans de l'utilisation de la marque par un tiers, elle ne peut plus s'opposer à cette utilisation ni invoquer la nullité de la demande d'enregistrement ultérieure de cette marque (sauf en cas de mauvaise foi).

I. Dans l'affirmative, prière de préciser comment :

La majorité des réponses positives indique que, dans le cas où une marque a été enregistrée et effectivement utilisée pendant au moins cinq ans (trois ans dans un cas) à compter de la date de la publication ou de l'enregistrement, et pour autant que la demande ait été déposée de bonne foi et conformément à toutes les exigences nationales, son utilisation ne doit pas être contestée (par exemple, au moyen d'une revendication d'utilisation antérieure). Une réponse en particulier indique qu'une déclaration sous serment selon laquelle la marque est utilisée de manière ininterrompue dans le commerce depuis cinq ans doit être présentée dans l'année suivant l'expiration de ce délai.

X. PROCÉDURES DE RADIATION ET OU D'INVALIDATION
2. Motifs de radiation admis

Pays/office régional	A. Identité avec une marque antérieure enregistrée à l'égard de produits ou de services identiques	B. Risque de confusion avec une marque antérieure enregistrée	C. Risque de confusion avec une marque antérieure non enregistrée
Afrique du Sud	OUI	OUI	OUI
Algérie	OUI	OUI	NON
Allemagne	OUI	OUI	OUI
Argentine	OUI	OUI	OUI
Arménie	OUI	OUI	NON
Australie	OUI	OUI	NON
Autriche	OUI	OUI	OUI
Bangladesh	OUI	NON	NON
Bélarus	OUI	OUI	NON
Brésil	OUI	OUI	OUI
Bulgarie	OUI	OUI	OUI
Canada	OUI	OUI	OUI
Chili	OUI	OUI	OUI
Chine	OUI	OUI	OUI
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	OUI	OUI
Colombie	OUI	OUI	S.O.
Costa Rica	S.O.	S.O.	S.O.
Croatie	OUI	OUI	NON
Danemark	OUI	OUI	OUI
Dominique			
El Salvador	OUI	OUI	OUI
Équateur	OUI	OUI	NON
Espagne	OUI	OUI	OUI
Estonie	OUI	OUI	OUI
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	OUI	OUI	OUI
Fédération de Russie	NON	NON	NON
Finlande	OUI	OUI	OUI
France	OUI	OUI	OUI
Géorgie	OUI	OUI	NON
Hongrie	OUI	OUI	OUI
Indonésie	OUI	OUI	NON
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	OUI	OUI
Irlande	OUI	OUI	
Israël	OUI	OUI	OUI
Italie	OUI	OUI	OUI
Jamaïque	OUI	OUI	OUI
Japon	OUI	OUI	OUI
Kirghizistan	OUI	OUI	NON
Lituanie	OUI	OUI	OUI
Madagascar	OUI	OUI	NON
Malte	OUI	OUI	OUI
Maroc	OUI	OUI	NON
Maurice	OUI	OUI	OUI
Mexique	OUI	OUI	OUI
Monaco	OUI	OUI	OUI

X. PROCÉDURES DE RADIATION ET OU D'INVALIDATION			
2. Motifs de radiation admis			
Pays/office régional	A. Identité avec une marque antérieure enregistrée à l'égard de produits ou de services identiques	B. Risque de confusion avec une marque antérieure enregistrée	C. Risque de confusion avec une marque antérieure non enregistrée
Norvège	OUI	OUI	OUI
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI	OUI
Oman	OUI	OUI	OUI
Pakistan	OUI	OUI	OUI
Panama	OUI	OUI	S.O.
Pérou	OUI	OUI	OUI
Philippines	OUI	OUI	OUI
Portugal	OUI	OUI	OUI
Rép. Arabe syrienne	OUI	OUI	OUI
Rép. De Corée	OUI	OUI	NON
Rép. De Moldova	OUI	OUI	NON
Rép. Tchèque.	OUI	OUI	OUI
Roumanie	OUI	OUI	NON
Royaume-Uni	OUI	OUI	OUI
Sainte-Lucie	NON	NON	NON
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	OUI	OUI	NON
Singapour	OUI	OUI	OUI
Slovaquie	OUI	OUI	OUI
Slovénie	OUI	OUI	OUI
Soudan	OUI	OUI	S.O.
Sri Lanka	NON	NON	NON
Suède	OUI	OUI	OUI
Suisse	OUI	OUI	OUI
Swaziland	OUI	OUI	S.O.
Thaïlande	OUI	OUI	OUI
Trinité-et-Tobago	OUI	OUI	NON
Tunisie	OUI	OUI	NON
Turquie	OUI	OUI	OUI
Ukraine	OUI	OUI	OUI
Uruguay	S.O.	S.O.	S.O.
Zambie	OUI	OUI	NON
BBM	OUI	OUI	OUI
CE	OUI	OUI	OUI
OAPI		OUI	OUI

X. PROCÉDURES DE RADIATION ET OU D'INVALIDATION
2. Motifs de radiation admis

Pays/office régional	D. Risque de confusion avec une demande en instance	E. Appellations d'origine/indications géographiques protégées	F. Nom de famille
Afrique du Sud	OUI	OUI	NON
Algérie	OUI	OUI	OUI
Allemagne	NON	OUI	OUI
Argentine	OUI	OUI	OUI
Arménie	OUI	OUI	NON
Australie	OUI	OUI	NON
Autriche	NON	OUI	NON
Bangladesh	NON	NON	NON
Bélarus	OUI	OUI	OUI
Brésil	OUI	OUI	OUI
Bulgarie	NON	OUI	OUI
Canada	NON	OUI	OUI
Chili	NON	OUI	OUI
Chine	NON	OUI	OUI
Chine : Hong Kong (RAS)	NON	OUI	OUI
Colombie	OUI	OUI	OUI
Costa Rica	S.O.	S.O.	S.O.
Croatie	OUI	OUI	NON
Danemark	OUI	OUI	OUI
Dominique			
El Salvador	OUI	OUI	OUI
Équateur	OUI	OUI	OUI
Espagne	NON	OUI	OUI
Estonie	OUI	OUI	NON
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	OUI	OUI	OUI
Fédération de Russie	NON	NON	NON
Finlande	OUI	OUI	OUI
France	OUI	OUI	OUI
Géorgie	NON	OUI	OUI
Hongrie	OUI	OUI	OUI
Indonésie	NON	OUI	NON
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	OUI	OUI
Irlande	OUI	OUI	NON
Israël	NON	OUI	OUI
Italie	OUI	OUI	OUI
Jamaïque	OUI	OUI	OUI
Japon	OUI	OUI	S.O.
Kirghizistan	S.O.	OUI	NON
Lituanie	OUI	OUI	OUI
Madagascar	OUI	OUI	NON
Malte	OUI	OUI	OUI
Maroc	OUI	OUI	OUI
Maurice	S.O.	OUI	OUI
Mexique	OUI	OUI	NON
Monaco	NON	OUI	NON
Norvège	OUI	OUI	OUI
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI	OUI

X. PROCÉDURES DE RADIATION ET OU D'INVALIDATION
2. Motifs de radiation admis

Pays/office régional	D. Risque de confusion avec une demande en instance	E. Appellations d'origine/indications géographiques protégées	F. Nom de famille
Oman	S.O.	OUI	OUI
Pakistan	OUI	OUI	OUI
Panama	OUI	OUI	NON
Pérou	OUI	OUI	OUI
Philippines	OUI	OUI	OUI
Portugal	OUI	OUI	OUI
Rép. Arabe syrienne	OUI	NON	OUI
Rép. De Corée	OUI	OUI	NON
Rép. De Moldova	OUI	OUI	OUI
Rép. Tchèque.	OUI	OUI	OUI
Roumanie	NON	OUI	OUI
Royaume-Uni	OUI	OUI	OUI
Sainte-Lucie	NON	NON	NON
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	OUI	NON	S.O.
Singapour	OUI	OUI	OUI
Slovaquie	OUI	OUI	OUI
Slovénie	OUI	OUI	OUI
Soudan	S.O.	S.O.	S.O.
Sri Lanka	NON	NON	NON
Suède	OUI	OUI	OUI
Suisse	OUI	OUI	OUI
Swaziland	OUI	S.O.	S.O.
Thaïlande	OUI	OUI	NON
Trinité-et-Tobago	OUI	OUI	OUI
Tunisie	NON	OUI	NON
Turquie	OUI	OUI	OUI
Ukraine	OUI	OUI	OUI
Uruguay	S.O.	S.O.	S.O.
Zambie	OUI	S.O.	OUI
BBM	OUI	OUI	NON
CE	OUI	OUI	NON
OAPI	NON	OUI	NON

X. PROCÉDURES DE RADIATION ET OU D'INVALIDATION

2. Motifs de radiation admis ;

3. Divers

Pays/office régional	G. Caractère descriptif	H. Caractère générique	I. Autres	3.A). Existe-t-il une période pendant laquelle un tiers ou le propriétaire de la marque radiée ne peut pas de nouveau présenter une demande d'enregistrement de la marque ?
Afrique du Sud	OUI	OUI		NON
Algérie	OUI	OUI		OUI
Allemagne	OUI	OUI		NON
Argentine	OUI	OUI		NON
Arménie	OUI	OUI		NON
Australie	OUI	OUI		NON
Autriche	OUI	OUI		NON
Bangladesh	NON	NON		NON
Bélarus	OUI	OUI		NON
Brésil	OUI	OUI		OUI
Bulgarie	OUI	OUI		NON
Canada	OUI	OUI		NON
Chili	OUI	OUI		NON
Chine	OUI	OUI		NON
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	OUI		NON
Colombie	OUI	OUI		NON
Costa Rica	S.O.	S.O.		S.O.
Croatie	OUI	OUI		NON
Danemark	OUI	OUI		NON
Dominique				
El Salvador	OUI	OUI		OUI
Équateur	OUI	OUI		NON
Espagne	OUI	OUI		NON
Estonie	OUI	OUI		NON
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI		NON
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	OUI	OUI		OUI
Fédération de Russie	NON	NON	YES	NON
Finlande	OUI	OUI		NON
France	OUI	OUI		OUI
Géorgie	OUI	OUI		OUI
Hongrie	OUI	OUI		NON
Indonésie				NON
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	OUI		NON
Irlande	OUI	OUI		NON
Israël	OUI	OUI		NON
Italie	OUI	OUI		NON
Jamaïque		OUI	OUI	NON
Japon	OUI			OUI
Kirghizistan	OUI	OUI		NON

X. PROCÉDURES DE RADIATION ET OU D'INVALIDATION

2. Motifs de radiation admis ;

3. Divers

Pays/office régional	G. Caractère descriptif	H. Caractère générique	I. Autres	3.A). Existe-t-il une période pendant laquelle un tiers ou le propriétaire de la marque radiée ne peut pas de nouveau présenter une demande d'enregistrement de la marque ?
Lituanie	OUI	OUI		NON
Madagascar	OUI	OUI		NON
Malte	OUI	OUI		NON
Maroc	OUI	OUI		NON
Maurice	OUI	OUI		OUI
Mexique	OUI	OUI		NON
Monaco	OUI	OUI		NON
Norvège	OUI	OUI		NON
Nouvelle-Zélande	OUI	OUI		NON
Oman	OUI	OUI		OUI
Pakistan	OUI	OUI		NON
Panama	OUI	OUI		NON
Pérou	OUI	OUI		NON
Philippines	OUI	OUI		NON
Portugal	OUI	OUI		NON
Rép. Arabe syrienne	OUI	OUI		NON
Rép. De Corée	OUI	OUI		OUI
Rép. De Moldova	OUI	OUI		NON
Rép. Tchèque.	OUI	OUI		NON
Roumanie	OUI	OUI		NON
Royaume-Uni	OUI	OUI		NON
Sainte-Lucie	NON	NON		NON
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	S.O.	S.O.		NON
Singapour	OUI	OUI		NON
Slovaquie	OUI	OUI		NON
Slovénie	NON	NON		NON
Soudan	S.O.	S.O.		S.O.
Sri Lanka	NON	OUI		OUI
Suède	OUI	OUI		NON
Suisse	OUI	OUI		NON
Swaziland	S.O.	S.O.		S.O.
Thaïlande	OUI	OUI		NON
Trinité-et-Tobago	OUI	OUI		NON
Tunisie	OUI	OUI		NON
Turquie	OUI	OUI		NON
Ukraine	OUI	OUI		OUI
Uruguay	S.O.	S.O.		S.O.
Zambie	OUI	OUI		OUI
BBM	OUI	OUI		NON
CE	OUI	OUI		NON
OAPI	OUI	OUI		

I. Autres :

Les motifs de radiation suivants ont notamment été cités : tous les motifs absolus ou relatifs, conflit avec des signes officiels, caractère non distinctif de la marque, conflit avec une dénomination variétale ou une marque notoire, une marque créée de mauvaise foi ou qui est devenue un nom courant dans le commerce pour le produit à l'égard duquel elle a été enregistrée, atteinte au droit d'auteur, conflit avec un droit antérieur sur un nom et enregistrement obtenu de manière frauduleuse ou par d'autres moyens illicites.

3.A) Dans l'affirmative, prière de préciser :

Une réponse indique que, dès lors qu'une décision finale et concluante a été rendue, le propriétaire (et, dans certains cas, les tiers également) n'est pas habilité à présenter une nouvelle demande d'enregistrement de marque. Lorsqu'une marque a cessé de produire ses effets, le délai d'interdiction d'utiliser la même marque ou de présenter une demande d'enregistrement pour celle-ci varie d'un à 10 ans.

XI. RENOUVELLEMENT DE L'ENREGISTREMENT					
Pays/office régional	1. Durée de l'enregistrement	2. Période pour le dépôt des demandes de renouvellement	3. Seule condition : paiement d'une taxe de renouvellement ?	4. Le renouvellement est-il subordonné à d'autres exigences ?	6. L'office de propriété industrielle se met-il en rapport avec le détenteur de la marque pour l'informer de la date à laquelle son enregistrement peut être renouvelé ?
Afrique du Sud	10 ans	6 mois avant et après	OUI	NON	OUI
Algérie	10 ans	10 ans	NON	NON	OUI
Allemagne	10 ans	1 an avant	OUI	NON	OUI
Argentine	10 ans	60 jours avant	OUI	NON	NON
Arménie	10 ans	10 ans	OUI	NON	NON
Australie	10 ans	12 mois et après	NON		OUI
Autriche	10 ans		OUI	NON	OUI
Bangladesh	perpétuelle	6 mois après	NON		OUI
Bélarus	10 ans	6 mois avant	OUI	NON	NON
Brésil	10 ans	1 an avant et 6 mois après	OUI	OUI	NON
Bulgarie	10 ans	L'année précédente	OUI	NON	NON
Canada	15 ans	6 mois après	OUI	NON	OUI
Chili	10 ans	30 jours après	OUI	NON	NON
Chine	10 ans	6 mois avant et après	OUI	NON	OUI
Chine : Hong Kong (RAS)	10 ans	6 mois avant	OUI	NON	OUI
Colombie	10 ans	6 mois avant et après	OUI	NON	NON
Costa Rica	10 ans	1 an avant	OUI	NON	NON
Croatie	10 ans	L'année précédente et 6 mois après	NON	OUI	NON
Danemark	10 ans	6 mois avant et après	OUI		OUI
Dominique					
El Salvador	10 ans	1 an avant et six mois après	OUI	NON	NON
Équateur	10 ans	6 mois avant et après	OUI	NON	NON
Espagne	10 ans	6 mois avant et après	OUI	NON	OUI
Estonie	10 ans	1 an avant et six mois après	OUI	NON	NON
États-Unis d'Amérique	10 ans	6 mois après	NON	NON	NON
ex-Rép. yougoslave de Macédoine	10 ans	1 an avant et 9 mois après	OUI	NON	OUI

XI. RENOUVELLEMENT DE L'ENREGISTREMENT					
Pays/office régional	1. Durée de l'enregistrement	2. Période pour le dépôt des demandes de renouvellement	3. Seule condition : paiement d'une taxe de renouvellement ?	4. Le renouvellement est-il subordonné à d'autres exigences ?	6. L'office de propriété industrielle se met-il en rapport avec le détenteur de la marque pour l'informer de la date à laquelle son enregistrement peut être renouvelé ?
Fédération de Russie	10 ans	L'année précédente	OUI	NON	NON
Finlande	10 ans	1 an avant et 6 mois après	OUI	NON	OUI
France	10 ans	6 mois avant et après	OUI	NON	NON
Géorgie	10 ans	Les 6 derniers mois	OUI	NON	S.O.
Hongrie	10 ans	12 mois avant et 6 mois après	OUI	OUI	OUI
Indonésie	10 ans	12 mois	OUI	NON	NON
Iran (Rép. islam. d')	10 ans	6 mois après	OUI	NON	
Irlande	10 ans	6 mois après	NON	OUI	OUI
Israël	10 ans	3 mois avant	OUI	NON	OUI
Italie	10 ans	1 an avant et 6 mois après	OUI	NON	NON
Jamaïque	10 ans	6 mois avant	OUI	NON	OUI
Japon	10 ans	6 mois avant et après	OUI	NON	NON
Kirghizistan	10 ans	L'année précédente	OUI	OUI	NON
Lituanie	10 ans	1 an avant et 6 mois après	OUI	NON	NON
Madagascar	10 ans	1 an avant	OUI	NON	NON
Malte	10 ans	6 mois avant	OUI	NON	OUI
Maroc	10 ans	6 mois avant	NON		OUI
Maurice	10 ans	6 mois avant et 3 mois après	NON	OUI	NON
Mexique	10 ans	6 mois avant et après	NON	OUI	NON
Monaco	10 ans	6 mois après	OUI	OUI et NON	NON
Norvège	10 ans	1 an avant et 6 mois après	OUI		OUI
Nouvelle-Zélande	10 ans	1 an avant et 1 an après	OUI	NON	OUI
Oman	10 ans	6 mois après	OUI	NON	OUI
Pakistan	10 ans	6 mois après	OUI	NON	
Panama	10 ans	1 an avant et 6 mois après	NON	NON	NON
Pérou	10 ans	6 mois avant	OUI	NON	NON

XI. RENOUVELLEMENT DE L'ENREGISTREMENT					
Pays/office régional	1. Durée de l'enregistrement	2. Période pour le dépôt des demandes de renouvellement	3. Seule condition : paiement d'une taxe de renouvellement ?	4. Le renouvellement est-il subordonné à d'autres exigences ?	6. L'office de propriété industrielle se met-il en rapport avec le détenteur de la marque pour l'informer de la date à laquelle son enregistrement peut être renouvelé ?
Philippines	10 ans	6 mois avant	NON	OUI	NON
Portugal	10 ans	6 mois avant et après	OUI	NON	OUI
Rép. arabe syrienne	10 ans		OUI	NON	NON
Rép. de Corée	10 ans	1 an avant	OUI	NON	OUI
Rép. de Moldova	10 ans	L'année précédente	OUI	NON	OUI
Rép. Tchèque.	10 ans	L'année précédente	NON	OUI	NON
Roumanie	10 ans		OUI	NON	NON
Royaume-Uni	10 ans	6 mois après	OUI	NON	OUI
Sainte-Lucie	10 ans	6 mois avant et 12 après	OUI	NON	OUI
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	10 ans	6 mois avant	OUI	NON	OUI
Singapour	10 ans	1 an après	OUI		OUI
Slovaquie	10 ans	L'année précédente et 6 mois après	OUI	NON	NON
Slovénie	10 ans	12 mois avant	OUI	NON	OUI
Soudan	10 ans	3 mois avant	OUI	S.O.	OUI
Sri Lanka	10 ans	1 an avant et 6 mois après	OUI	NON	NON
Suède	10 ans	1 an avant et 6 mois après	OUI		OUI
Suisse	10 ans	1 an avant et 6 mois après	NON	OUI	OUI
Swaziland	10 ans	10 ans	OUI	NON	OUI
Thaïlande	10 ans	90 jours avant	OUI	NON	
Trinité-et-Tobago	10 ans	6 mois avant	OUI	NON	OUI
Tunisie	10 ans	6 mois avant	NON		NON
Turquie	10 ans	1 an	OUI	NON	NON
Ukraine			OUI	NON	S.O.
Uruguay	10 ans	6 mois avant	OUI	NON	NON
Zambie	7 ans	6 mois avant	OUI	NON	OUI
BBM	10 ans	6 mois avant et après	OUI	NON	OUI
CE	10 ans	6 mois avant	NON	NON	OUI
OAPI	10 ans	6 mois avant	OUI		NON

4. Dans l'affirmative, prière de préciser :

La quasi-totalité des réponses fait état de l'obligation de déposer une demande officielle de renouvellement et, parmi les réponses reçues, une seule indique que la demande de renouvellement est examinée comme s'il s'agissait d'une nouvelle demande.

5. Pendant combien de temps après l'échéance de l'enregistrement le renouvellement peut-il encore intervenir?

Toutes les réponses ou presque font état d'un délai de six mois.

6. Dans l'affirmative, quelles sont les conséquences si l'office de propriété industrielle n'a pas informé le détenteur ?

Les réponses données à cette question indiquent dans leur quasi-totalité que le fait que l'office n'informe pas le détenteur que l'enregistrement doit être renouvelé n'entraîne aucune conséquence.

XI. RENOUVELLEMENT DE L'ENREGISTREMENT 7. Restauration; 8; 9					
Pays/office régional	7.A). Existe-t-il des dispositions tendant à la restauration d'un enregistrement tombé en déchéance?	7.B). La restauration peut-elle avoir un effet sur les droits d'utilisateurs?	7.C). La restauration peut-elle avoir une incidence sur les droits de déposants de demandes d'enregistrement pour des marques identiques ou similaires?	8. Y a-t-il, en cas de non-renouvellement, un délai au cours duquel il est interdit à des tiers de déposer une demande d'enregistrement de la même marque?	9. Les enregistrements peuvent-ils être renouvelés indéfiniment?
Afrique du Sud	OUI	NON	NON	NON	OUI
Algérie	NON	NON	NON	OUI	OUI
Allemagne	OUI	NON	OUI	NON	OUI
Argentine	NON	S.O.	S.O.	NON	OUI
Arménie	NON	NON	NON	OUI	OUI
Australie	S.O.	S.O.	S.O.	NON	OUI
Autriche	OUI	OUI	OUI	NON	OUI
Bangladesh	OUI	OUI	OUI	NON	NON
Bélarus	NON	NON	NON	NON	OUI
Brésil	NON	S.O.	S.O.	OUI	OUI
Bulgarie	NON			NON	OUI
Canada	NON	S.O.	S.O.	NON	OUI
Chili	NON			NON	OUI
Chine	OUI	S.O.	S.O.	OUI	OUI
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	S.O.	S.O.	OUI	OUI
Colombie	NON	S.O.	S.O.	NON	OUI
Costa Rica	NON	S.O.	S.O.	OUI	NON
Croatie	OUI	S.O.	OUI	OUI	OUI
Danemark	NON	S.O.	S.O.	NON	OUI
Dominique					
El Salvador	NON	S.O.	S.O.	NON	OUI
Équateur	NON	S.O.	S.O.	NON	OUI
Espagne	OUI	NON	NON	NON	OUI
Estonie	NON	NON	NON	NON	OUI
États-Unis d'Amérique	OUI	OUI	OUI	NON	OUI
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	OUI	NON	NON	NON	OUI
Fédération de Russie	NON	S.O.	S.O.	NON	OUI
Finlande	NON	S.O.	S.O.	NON	OUI
France	NON	S.O.	S.O.	NON	OUI
Géorgie	OUI	NON	S.O.	OUI	OUI
Hongrie	NON	NON	NON	OUI	OUI
Indonésie	NON	NON	NON	NON	NON
Iran (Rép. Islam. D')	NON	NON	NON	NON	NON
Irlande	OUI			NON	NON
Israël	OUI	S.O.	NON	OUI	OUI
Italie	NON			NON	OUI
Jamaïque	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI

XI. RENOUVELLEMENT DE L'ENREGISTREMENT 7. Restauration; 8; 9					
Pays/office régional	7.A). Existe-t-il des dispositions tendant à la restauration d'un enregistrement tombé en déchéance?	7.B). La restauration peut-elle avoir un effet sur les droits d'utilisateurs?	7.C). La restauration peut-elle avoir une incidence sur les droits de déposants de demandes d'enregistrement pour des marques identiques ou similaires?	8. Y a-t-il, en cas de non-renouvellement, un délai au cours duquel il est interdit à des tiers de déposer une demande d'enregistrement de la même marque?	9. Les enregistrements peuvent-ils être renouvelés indéfiniment?
Japon	OUI	NON	OUI	OUI	OUI
Kirghizistan	NON	NON	NON	OUI	OUI
Lituanie	NON	S.O.	S.O.	NON	NON
Madagascar	OUI	S.O.	NON	OUI	OUI
Malte	OUI	S.O.	S.O.	NON	OUI
Maroc	NON	NON	NON	NON	OUI
Maurice	NON	S.O.	S.O.	OUI	OUI
Mexique	NON	S.O.	S.O.	OUI	OUI
Monaco	NON	NON	NON	NON	OUI
Norvège	NON	S.O.	S.O.	NON	OUI
Nouvelle-Zélande	OUI	NON	NON		
Oman	S.O.	S.O.	S.O.	OUI	OUI
Pakistan	OUI	OUI	OUI	NON	OUI
Panama	S.O.	S.O.	S.O.	NON	NON
Pérou	NON	NON	NON	NON	OUI
Philippines	OUI	OUI	OUI	NON	OUI
Portugal	OUI	OUI	OUI	NON	OUI
Rép. Arabe syrienne	NON	NON	NON	NON	OUI
Rép. De Corée	NON	NON	NON	OUI	OUI
Rép. De Moldova	OUI	OUI	OUI	NON	OUI
Rép. Tchèque.	NON	NON	NON	OUI	OUI
Roumanie	NON			NON	OUI
Royaume-Uni	OUI	S.O.	S.O.	OUI	OUI
Sainte-Lucie	NON	S.O.	S.O.	OUI	OUI
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	NON	S.O.	S.O.	OUI	OUI
Singapour	OUI	NON	NON	OUI	OUI
Slovaquie	NON	NON	OUI	OUI	OUI
Slovénie	OUI	NON	NON	NON	NON
Soudan	OUI	NON	S.O.	NON	OUI
Sri Lanka	NON	S.O.	S.O.	OUI	OUI
Suède	OUI	OUI	OUI	NON	OUI
Suisse	NON	NON	NON	NON	OUI
Swaziland	NON	OUI	OUI	NON	OUI
Thaïlande	NON	S.O.	S.O.	NON	OUI
Trinité-et-Tobago	OUI	NON	NON	OUI	OUI
Tunisie	NON	NON	NON	NON	OUI
Turquie	NON	S.O.	S.O.	OUI	OUI
Ukraine	NON			S.O.	S.O.
Uruguay	S.O.	S.O.	S.O.	NON	OUI

XI. RENOUELEMENT DE L'ENREGISTREMENT 7. Restauration; 8; 9					
Pays/office régional	7.A). Existe-t-il des dispositions tendant à la restauration d'un enregistrement tombé en déchéance?	7.B). La restauration peut-elle avoir un effet sur les droits d'utilisateurs?	7.C). La restauration peut-elle avoir une incidence sur les droits de déposants de demandes d'enregistrement pour des marques identiques ou similaires?	8. Y a-t-il, en cas de non-renouvellement, un délai au cours duquel il est interdit à des tiers de déposer une demande d'enregistrement de la même marque?	9. Les enregistrements peuvent-ils être renouvelés indéfiniment?
Zambie	OUI	OUI	OUI	OUI	NON
BBM	OUI	OUI	OUI	NON	OUI
CE	OUI	OUI	NON	NON	OUI
OAPI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI

7.A. Dans l'affirmative, prière de préciser :

Un tiers des réponses environ confirment qu'il existe des dispositions limitées prévoyant une *restitutio in integrum*.

7.B. Dans l'affirmative, prière de préciser :

Quelques réponses indiquent que les tiers ne peuvent obtenir de droits par l'enregistrement.

7.C. Dans l'affirmative, prière de préciser :

Parmi les réponses positives données à la question 7.A., la moitié environ indique que l'utilisation de bonne foi de la marque est protégée dans l'intervalle.

8. Dans l'affirmative, prière de préciser :

Les délais au cours desquels les tiers peuvent se voir interdire de déposer une demande d'enregistrement pour la même marque diffèrent sensiblement. Ils s'échelonnent entre le délai de grâce de six mois (dans de nombreux cas) et huit ans (dans un seul cas). Le délai le plus fréquemment indiqué est d'un an à compter du non-renouvellement.

XI. RENOUVELLEMENT DE L'ENREGISTREMENT				
Pays/office régional	10. L'usage de la marque est-il une condition préalable au renouvellement ?	11. La preuve de l'usage doit-elle être fournie au moment du renouvellement ?	12. Durée du renouvellement	13. Un nouveau numéro est-il attribué chaque fois qu'un enregistrement est renouvelé ?
Afrique du Sud	NON	NON	10 ans	NON
Algérie	NON	NON	10 ans	OUI
Allemagne	NON	NON	10 ans	NON
Argentine	OUI	OUI	10 ans	OUI
Arménie	NON	NON	10 ans	NON
Australie	NON	NON	10 ans	NON
Autriche	NON	NON	10 ans	NON
Bangladesh	OUI	NON	7 ans	OUI
Bélarus	NON		10 ans	NON
Brésil	S.O.	NON	10 ans	NON
Bulgarie	NON	NON	10 ans	NON
Canada	NON	NON	15 ans	NON
Chili	NON	NON	10 ans	OUI
Chine	NON	NON	10 ans	NON
Chine : Hong Kong (RAS)	NON	NON	10 ans	NON
Colombie	NON	NON	10 ans	NON
Costa Rica	NON	NON	10 ans	NON
Croatie	NON	NON	10 ans	NON
Danemark	NON	NON	10 ans	NON
Dominique				
El Salvador	NON	NON	10 ans	NON
Équateur	NON	NON	10 ans	NON
Espagne	NON	NON	10 ans	NON
Estonie	OUI	NON	10 ans	NON
États-Unis d'Amérique	NON	NON	10 ans	NON
ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	NON	NON	10 ans	NON
Fédération de Russie	OUI	NON	10 ans	NON
Finlande	NON	NON	10 ans	NON
France	NON	NON	10 ans	NON
Géorgie	NON	NON	10 ans	S.O.
Hongrie	NON	NON	10 ans	NON
Indonésie	OUI	OUI	10 ans	NON
Iran (Rép. Islam. D')	OUI	NON	10 ans	NON
Irlande	NON	NON	10 ans	NON
Israël	OUI	NON	14 ans	NON
Italie	OUI	NON	10 ans	OUI
Jamaïque	NON	NON	10 ans	NON
Japon	NON	NON	10 ans	NON
Kirghizistan	NON	NON	10 ans	NON
Lituanie	NON	NON	10 ans	NON
Madagascar	NON	NON	10 ans	OUI
Malte	NON	NON	10 ans	NON
Maroc	NON	NON	10 ans	OUI
Maurice	NON	NON	10 ans	NON
Mexique	OUI	NON	10 ans	NON

XI. RENOUELEMENT DE L'ENREGISTREMENT				
Pays/office régional	10. L'usage de la marque est-il une condition préalable au renouvellement ?	11. La preuve de l'usage doit-elle être fournie au moment du renouvellement ?	12. Durée du renouvellement	13. Un nouveau numéro est-il attribué chaque fois qu'un enregistrement est renouvelé ?
Monaco	NON	NON	10 ans	NON
Norvège	NON	NON	10 ans	NON
Nouvelle-Zélande	NON	NON	10 ans	NON
Oman	OUI	NON	10 ans	NON
Pakistan	NON	OUI	10 ans	NON
Panama	OUI	OUI	10 ans	NON
Pérou	NON	NON	10 ans	NON
Philippines	OUI	NON	10 ans	NON
Portugal	NON	NON	10 ans	NON
Rép. Arabe syrienne	NON	NON	10 ans	OUI
Rép. De Corée	NON	NON	10 ans	
Rép. De Moldova	NON	NON	10 ans	NON
Rép. Tchèque.	NON	NON	10 ans	NON
Roumanie	NON	NON	10 ans	NON
Royaume-Uni	NON	NON	10 ans	NON
Sainte-Lucie	NON	NON	10 ans	NON
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	NON	NON	10 ans	NON
Singapour	NON	NON	10 ans	NON
Slovaquie	NON	NON	10 ans	NON
Slovénie	NON	NON	10 ans	NON
Soudan	S.O.	NON	10 ans	NON
Sri Lanka	NON	NON	10 ans	NON
Suède	NON	NON	10 ans	NON
Suisse	NON	NON	10 ans	NON
Swaziland	OUI	OUI	10 ans	NON
Thaïlande	NON	NON	10 ans	NON
Trinité-et-Tobago	NON	NON	10 ans	NON
Tunisie	OUI	NON	10 ans	OUI
Turquie	NON	NON	10 ans	NON
Ukraine	S.O.	S.O.		S.O.
Uruguay	NON	NON	10 ans	OUI
Zambie	OUI	OUI	10 ans	NON
BBM	NON	NON	10 ans	NON
CE	NON	NON	10 ans	NON
OAPI	NON	NON	10 ans	NON

11. Dans l'affirmative, prière de préciser :

Quatre réponses affirmatives ont été données à cette question, renvoyant aux dispositions des législations respectives.

14. Quelles autres formalités faut-il observer au moment du renouvellement ?

Les réponses données à cette question indiquent invariablement que, outre le dépôt de la requête et le paiement des taxes de renouvellement, aucune autre formalité n'est exigée.

XII. TENUE DU REGISTRE			
Pays/office régional	1. Les enregistrements peuvent-ils être modifiés ?	2. Existe-t-il un délai pour le dépôt d'une demande de modification ?	3. Quels sont les effets d'une modification apportée au registre ?
Afrique du Sud	OUI	NON	
Algérie	NON	NON	
Allemagne	OUI	NON	
Argentine	NON	S.O.	
Arménie	OUI	NON	
Australie	OUI	NON	
Autriche	OUI	NON	
Bangladesh			
Bélarus	OUI	NON	
Brésil	NON	S.O.	N/A
Bulgarie	NON	NON	
Canada	OUI	NON	
Chili	NON	NON	
Chine	OUI	NON	
Chine : Hong Kong (RAS)	OUI	NON	
Colombie	OUI	NON	
Costa Rica	OUI	NON	
Croatie	OUI	NON	
Danemark			
Dominique			
El Salvador	OUI	NON	
Équateur	OUI	NON	
Espagne	OUI	NON	
Estonie	OUI	NON	
États-Unis d'Amérique	OUI	NON	
ex-Rép. yougoslave de Macédoine	OUI	NON	
Fédération de Russie	OUI	NON	
Finlande	OUI	NON	
France	OUI	NON	
Géorgie	OUI	NON	
Hongrie	OUI	NON	
Indonésie	OUI	NON	
Iran (Rép. islam. d')		NON	
Irlande	OUI	NON	
Israël	OUI	NON	
Italie	NON		
Jamaïque			
Japon	OUI	OUI	
Kirghizistan	OUI	NON	
Lituanie	OUI	NON	
Madagascar	OUI	NON	
Malte	OUI	NON	
Maroc	NON	NON	
Maurice	OUI	NON	
Mexique	OUI	NON	
Monaco	OUI	NON	
Norvège	OUI	NON	
Nouvelle-Zélande	OUI	NON	

XII. TENUE DU REGISTRE			
Pays/office régional	1. Les enregistrements peuvent-ils être modifiés ?	2. Existe-t-il un délai pour le dépôt d'une demande de modification ?	3. Quels sont les effets d'une modification apportée au registre ?
Oman	OUI	NON	
Pakistan	OUI	NON	
Panama	OUI	NON	
Pérou	OUI	NON	
Philippines	OUI	NON	
Portugal	OUI	NON	
Rép. arabe syrienne	NON	NON	
Rép. de Corée	S.O.	S.O.	
Rép. de Moldova	OUI	NON	
Rép. tchèque.	OUI	NON	
Roumanie	NON		
Royaume-Uni	OUI	NON	
Sainte-Lucie	OUI	NON	
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	OUI	NON	
Singapour			
Slovaquie	OUI	NON	
Slovénie	OUI	NON	
Soudan	OUI	NON	
Sri Lanka	OUI	NON	
Suède			
Suisse	OUI	NON	
Swaziland	OUI	NON	
Thaïlande	OUI	NON	
Trinité-et-Tobago	OUI	NON	
Tunisie	OUI	NON	
Turquie	OUI	NON	
Ukraine	OUI	OUI	
Uruguay	NON	NON	
Zambie	OUI	NON	
BBM	NON	NON	
CE	OUI	NON	
OAPI			

1. Dans l'affirmative, prière de préciser :

Toutes les réponses ou presque confirment que les enregistrements peuvent être modifiés. La portée de ces changements varie, mais, d'une manière générale, les changements suivants sont admis : transfert des droits, changement dans le nom ou l'adresse du déposant, du détenteur ou du mandataire, changement de mandataire, limitation des produits et services, division, enregistrement de restrictions, enregistrement de licences, saisie – en d'autres termes, des changements essentiels pour le statut juridique de la marque. Cela étant, il ressort de la majorité des réponses que les changements portant sur la marque proprement dite ne peuvent être effectués que dans des cas très limités et exceptionnels et, d'une manière générale, la liste des biens et services ne peut être étendue.

2. Dans l'affirmative, prière de préciser :

Deux réponses affirmatives seulement ont été données à cette question, dont l'une indique que les changements doivent être effectués pendant la durée de validité du droit sur la marque.

3. Quels sont les effets d'une modification apportée au registre?

Les réponses à cette question indiquent généralement que les modifications donnent lieu à inscription et publication et qu'elles entrent en vigueur à compter de la date de cette inscription. Dans un certain nombre de réponses, il est également indiqué que, selon la nature des modifications, les tiers disposent d'un certain délai à compter de la publication pour former une opposition.

XIII. DÉLAIS FIXÉS PAR L'OFFICE					
Pays/office régional	1. Quel est le type de délais fixés par votre office de propriété industrielle?	2. Quelle est la durée de ces délais?	3. Peuvent-ils être prorogés?	4. La poursuite du traitement est-elle prévue en cas d'expiration d'un délai visé à la question 1?	5. Le rétablissement des droits est-il prévu en cas d'expiration d'un délai visé à la question 1?
Afrique du Sud		3 mois	OUI	OUI	OUI
Algérie		2 mois	OUI	OUI	NON
Allemagne		1 à 2 mois	OUI	OUI	OUI
Argentine		divers	NON	NON	NON
Arménie			OUI	OUI	OUI
Australie			OUI	OUI	S.O.
Autriche		généralement 2 mois	OUI	OUI	OUI
Bangladesh					
Bélarus		3 mois	OUI	NON	NON
Brésil			OUI	OUI	OUI
Bulgarie		3 mois	OUI	NON	OUI
Canada		divers	OUI	NON	NON
Chili					
Chine			OUI	NON	NON
Chine : Hong Kong (RAS)			OUI	NON	NON
Colombie			NON	S.O.	S.O.
Costa Rica			S.O.	S.O.	S.O.
Croatie	aucun		S.O.	S.O.	S.O.
Danemark					
Dominique					
El Salvador			OUI	NON	NON
Équateur					
Espagne			OUI	OUI	OUI
Estonie		2 mois au moins	OUI	OUI	OUI
États-Unis d'Amérique			NON	NON	OUI
ex-Rép. yougoslave de Macédoine					
Fédération de Russie			NON	NON	NON
Finlande		généralement 16 semaines, mais pas moins de 4 semaines	OUI	S.O.	S.O.
France		1 à 4 mois	OUI	OUI	OUI
Géorgie			S.O.	S.O.	S.O.
Hongrie		de 30 jours à 3 mois	OUI	NON	OUI
Indonésie			NON	NON	NON
Iran (Rép. islam. d')			NON	NON	No
Irlande		3 mois	OUI	OUI	OUI
Israël		Divers	OUI	OUI	OUI
Italie					

XIII. DÉLAIS FIXÉS PAR L'OFFICE					
Pays/office régional	1. Quel est le type de délais fixés par votre office de propriété industrielle?	2. Quelle est la durée de ces délais?	3. Peuvent-ils être prorogés?	4. La poursuite du traitement est-elle prévue en cas d'expiration d'un délai visé à la question 1?	5. Le rétablissement des droits est-il prévu en cas d'expiration d'un délai visé à la question 1?
Jamaïque		3 mois	OUI	OUI	OUI
Japon		40 jours (3 mois pour une personne résidant à l'étranger)	OUI	NON	NON
Kirghizistan	aucun		NON	NON	NON
Lituanie		3 mois	OUI	NI	NON
Madagascar			NON	OUI	OUI
Malte			NON	S.O.	S.O.
Maroc					
Maurice				NON	NON
Mexique		2 mois	OUI	NON	NON
Monaco					NON
Norvège					
Nouvelle-Zélande			OUI	OUI	NON
Oman			S.O.	S.O.	S.O.
Pakistan		2 mois	OUI	NON	NON
Panama			NON	NON	NON
Pérou		15 jours	OUI	NON	NON
Philippines			OUI	NON	NON
Portugal		en principe, 1 mois	OUI	OUI	OUI
Rép. arabe syrienne		60 jours	NON	NON	NON
Rép. de Corée		en principe, 2 mois	OUI	S.O.	S.O.
Rép. de Moldova			OUI	S.O.	S.O.
Rép. tchèque.		généralement 2 mois	OUI	NON	OUI
Roumanie		3 mois	NON		NON
Royaume-Uni			OUI	NON	NON
Sainte-Lucie		6 mois à 1 an	NON	OUI	NON
Saint-Vincent-et-les-Grenadines			OUI	NON	NON
Singapour					
Slovaquie			OUI	NON	OUI
Slovénie			OUI	OUI	OUI
Soudan		1 à 3 mois	OUI	OUI	OUI
Sri Lanka			S.O.	S.O.	S.O.
Suède					
Suisse			OUI	OUI	OUI
Swaziland			OUI	NON	NON
Thaïlande		90 jours	NON	NON	NON
Trinité-et-Tobago		3 mois	OUI	OUI	OUI
Tunisie		2 mois	NON	NON	OUI
Turquie			NON	S.O.	S.O.

XIII. DÉLAIS FIXÉS PAR L'OFFICE					
Pays/office régional	1. Quel est le type de délais fixés par votre office de propriété industrielle?	2. Quelle est la durée de ces délais?	3. Peuvent-ils être prorogés?	4. La poursuite du traitement est-elle prévue en cas d'expiration d'un délai visé à la question 1?	5. Le rétablissement des droits est-il prévu en cas d'expiration d'un délai visé à la question 1?
Ukraine			OUI	OUI	OUI
Uruguay			NON	OUI	NON
Zambie			OUI	OUI	OUI
BBM		6 mois	OUI	OUI	NON
CE			OUI	NON	OUI
OAPI					

1. Il est notamment fait mention du rejet d'une demande et, dans un cas en particulier, de la révocation de l'acceptation (un mois pour demander une audience à compter de la notification selon laquelle l'acceptation sera révoquée dans le cas contraire). Certaines réponses font état d'un délai pour la présentation des déclarations dans une procédure bipartite. Par ailleurs, la possibilité de présenter des observations dans une procédure d'opposition ou en radiation a aussi été indiquée, de même que les moyens de recours contre les irrégularités dans d'autres procédures devant l'office, telles que changement de titulaire, etc. Cela étant, la majorité indique que tous les délais sont fixés dans la législation.

5. Dans l'affirmative, quelles sont les conditions du rétablissement des droits?

Les réponses données à cette question indiquent que la partie à la procédure doit justifier l'inobservation du délai en question, généralement pour une raison de force majeure ou une autre condition indépendante de la volonté du déposant ou du mandataire, et prouver que la diligence requise a été exercée.

[Fin du document]